

L'Union fait la Force !

LA
SOCIÉTÉ SÉDUNOISE
D'AGRICULTURE

ET LE
DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

1868

❧ ❧ **DE SION** ❧ ❧

1908



SION
Imprimerie F. AYMON

—
1908





1663

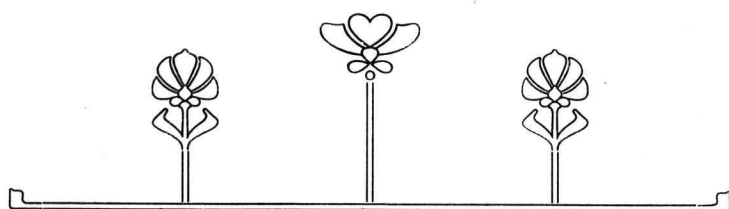
LA SOCIÉTÉ
SÉDUNOISE D'AGRICULTURE
ET LE
DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
DE SION

==== o =====

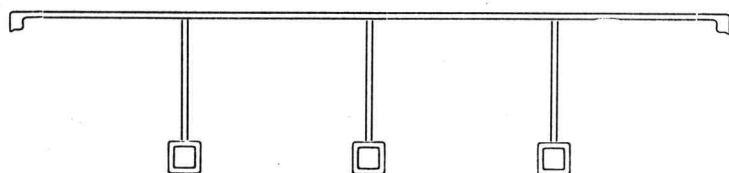


2203804

TA 363



PRÉFACE





Ce n'est pas sans une grande appréhension que nous avons entrepris le travail qui nous a été confié de rappeler, à propos de l'Exposition d'agriculture de Frauenfeld, l'œuvre poursuivie par la Société sédunoise d'agriculture depuis sa fondation, tout en faisant ressortir le développement agricole de notre chère cité de Sion. Mais, assuré du concours des collègues du Comité de la Société et des Administrations municipale et bourgeoise, nous n'avons pas reculé, pensant faire œuvre utile à nos concitoyens, tout imparfaite qu'elle pouvait être.

Parmi nos collaborateurs nous nous faisons un devoir de citer MM. Paul de Rivaz, ingénieur cantonal, Jacques de Riedmatten, président de la Société, Em. Spahr, vice-président de la Société, Léon de Torrenté, président de la Section de Viticulture, Jules Spahr, président et Oscar Perrollaz, secrétaire de la Section d'arboriculture, et Henri Gay, apiculteur.

Relire les protocoles et les rapports de la Société, parcourir les journaux à la poursuite des questions agricoles rentrant dans le cadre de notre travail, explorer les bibliothèques, fouiller les dossiers des

archives dans l'espoir d'en exhumer quelque document intéressant; telle était la partie principale de la tâche que nous avions à accomplir, tâche astreignante autant que fatigante, parfois ingrate, mais toujours très intéressante.

Malheureusement le peu de temps que nous avions de disponible pour terminer ce travail pour l'Exposition de Frauenfeld, ne nous a pas permis d'étendre nos recherches aussi loin que nous l'eussions désiré. Nous avons dû constater à regret que les archives de la Société sédunoise d'agriculture étaient dépourvues de la plupart des documents qui la concernaient.

Il ne restait plus ensuite qu'à compiler, éliminer, coordonner. Certains travaux qui nous ont été remis, nous ont paru trop bien exécutés pour que nous eussions osé nous permettre d'y toucher.

Et, en relisant ces papiers, à peine anciens d'un tiers de siècle, nous nous sommes pris à admirer tous ces hommes de bonne volonté de la génération antérieure à la nôtre, qui se sont occupés du relèvement agricole du pays et qui, sans compter, ont su prodiguer leur temps pour la prospérité du Canton et leur argent en des entreprises qui, si elles ne devaient pas toutes réussir, témoignaient toutes du moins de la volonté d'accomplir un œuvre utile au pays. Et si l'on se surprend à sourire de quelques utopies qui ont pu germer chez l'un ou l'autre de ces hommes assoiffés de progrès, souvenons nous que le Valais depuis la période agitée de 1840-1848, avait, pour nous servir d'une expression juste mais qui devient banale, tourné une

nouvelle page de son histoire ; souvenons-nous que l'ouverture de la Ligne d'Italie créait pour notre Canton l'obligation d'étudier le chemin qu'il devait se tracer dans la voie du progrès, et qu'ils ont été l'avant-garde qui a dégagé le chemin à suivre ; souvenons-nous que nous recueillons maintenant les fruits de leurs expériences.

A notre époque, où l'égoïsme est la règle adoptée par tant de personnes dont la devise est « Rien pour rien », le Comité de la Société sédunoise d'agriculture, en décidant la mise en chantier de cet ouvrage, a voulu par la même occasion faire ressortir le dévouement des citoyens qui ont contribué au développement agricole de Sion.

*Le Jury de l'Exposition de Frauenfeld a récompensé l'activité de la Société sédunoise d'agriculture, en lui décernant un **diplôme d'honneur**, pour le travail qu'elle avait exposé.*

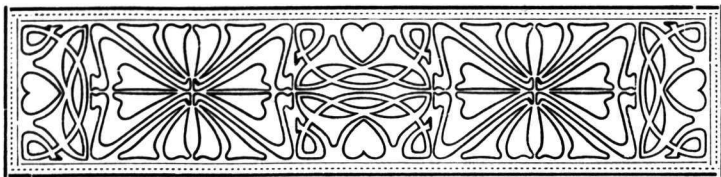
Depuis lors, le Comité de la Société sédunoise d'agriculture a décidé que l'ouvrage serait complété de la période 1903-1908, pour embrasser ainsi les 40 ans de vie de la Société, et ensuite livré à l'impression.

Nous ne nous faisons aucune illusion sur l'imperfection de notre travail. On a fait appel à notre bonne volonté ; nous n'avons pas cru devoir nous dérober. Nous prions le lecteur de bien vouloir se montrer indulgent et c'est dans cette confiance, que nous livrons ce travail à la publicité.

J. DE TORRENTÉ.



BÉNÉDICTION DU BISSE DE LA LIENNE
le 4 août 1903



LA SOCIÉTÉ SÉDUNOISE D'AGRICULTURE

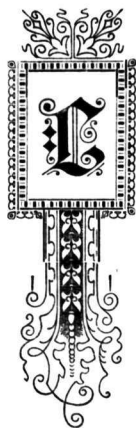
depuis sa fondation, 12 janvier 1868, à 1908

ET LE

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DE SION



PARTIE GÉNÉRALE



ES anciens ferments de divisions soulevés par les luttes civiles avaient en général disparu, ou s'il en restait quelques traces dans des esprits attardés, du moins n'en faisaient-ils pas étalage; les vieux patriotes qui s'étaient armés pour la revendication ou la défense de droits qu'ils estimaient sacrés, avaient tendu une main franchement fraternelle à leurs concitoyens ennemis dans les mauvais jours. Le moment était venu où tous les citoyens pouvaient, sans s'exposer à raviver de vieux souvenirs en de pénibles discussions, se réunir pour

concourir à la prospérité du Canton, et notre cher Valais, vivant enfin dans la concorde des jours meilleurs, tournait ses espérances vers le développement pacifique de ses institutions.

Cependant il était obligatoire alors d'introduire dans les statuts de toute société qui, par son essence même, devait rester étrangère à la politique, la clause interdisant une allusion quelconque à la politique, sous peine de la voir sombrer au milieu d'une désunion stérile.

Une ère économique nouvelle s'ouvrait pour le Valais par l'établissement du chemin de fer. L'entreprise de la Compagnie de la Ligne d'Italie avait projeté d'établir les communications de la France à l'Italie, à travers le Valais et le Simplon. Elle avait poussé la voie ferrée, en 1860, jusqu'à Sion et se préparait à inaugurer, dans quelques mois, le tronçon Sion-Sierre, mettant ainsi de plus en plus notre Canton, enfermé dans ses hautes montagnes, en contact avec les autres contrées.

Au lieu des fardiers pesamment chargés, transportant lentement au pas de lourds chevaux, les denrées et les quelques objets les plus nécessaires à l'existence d'un peuple, ce sont des wagons, bientôt des trains entiers emportant à la vapeur, non seulement le nécessaire, mais encore quantité de marchandises qui, jusqu'alors, avaient été considérées comme superflues ou que le Valais avait pu produire.

Pour contrebalancer l'énorme accroissement d'importation qui résultait des facilités des moyens de trans-

port, il fallait développer les ressources du pays, et c'est vers ce but que devait évoluer l'agriculture.

Il était, en effet, de toute nécessité que le Valais prit ses dispositions pour ne pas se trouver dans un état d'infériorité trop marquée dans la lutte pour l'existence, que la progression de ses relations avec l'extérieur ne pouvait qu'accroître.

Les autorités cantonales et communales, quelque bien disposées qu'elles fussent, ne pouvaient suffire à la tâche, si elles n'étaient secondées par la population, et ce concours du peuple, pour être vraiment efficace, devait se présenter non par l'individu, mais par l'association, association agricole, association industrielle.

Une cause qui devait hâter, dans notre cité, la formation d'une Société d'agriculture, c'était l'annonce officielle que la Société d'agriculture de la Suisse romande, sur la demande de ses membres valaisans, avait décidé de tenir en 1869, à Sion, un grand concours agricole.

Bien que la Société romande d'agriculture n'eût aucune attache avec les autorités des cantons où elle exerçait son activité et qu'elle fût seule chargée de l'exécution de la décision prise, elle comptait cependant, pour mener à bien cette œuvre, sur l'aide de ses membres valaisans, sur l'appui bienveillant des autorités et sur le travail de la commission locale qui allait être nommée.

Il importait donc de s'y préparer pour être en mesure de voir figurer honorablement dans l'exposition les animaux domestiques et les produits agricoles.

C'est donc à l'union des habitants de Sion que

l'on allait faire appel, pour aboutir à un résultat favorable.

Le 12 janvier 1868, sur l'initiative de quelques citoyens, animés des intentions les plus généreuses, fut définitivement constituée la *Société Sédunoise d'agriculture*. Elle prenait pour devise : *L'union fait la force*.

Son programme était : « Accroître par les améliorations de races et de cultures nos ressources nationales ; préparer l'indépendance du pays, au point de vue des produits alimentaires en particulier ; fonder un progrès durable, celui surtout d'être mis au courant de toutes les connaissances, de tous les instruments aratoires, de toutes les voies et moyens propres à élever le niveau moral et financier du cultivateur, sans exposer celui-ci aux risques d'une expérimentation hasardée ».

Telle était la mission qu'elle s'imposait, mission fort belle assurément, mais de combien de difficultés était hérissée la voie à suivre.

Vie de la Société

Une trentaine de personnes avaient répondu à l'appel du Comité provisoire ; mais, la Société constituée, ce nombre ne tarda pas à quintupler, pour arriver à la fin de l'année au chiffre de 212 membres, actifs et honoraires.

Sans perdre de temps, le nouveau Comité, sous la présidence de M. Alexandre de Torrenté, se met résolument à l'œuvre. Il commence par répartir les

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ

Année	Président	Vice-président	Secrétaire	Secrétaire	Caissier
1868	DE TORRENTÉ A.	DÉNÉRIAZ VICTOR	GARD MAURICE	ZIMMERMANN AD.	WUILLOUD XAV.
1869	»	»	»	»	»
1870	»	»	»	»	»
1871	»	»	»	»	»
1872	»	»	»	»	»
	Président	1 ^{er} Vice-président	2 ^e Vice-président	Secrétaire	Caissier
1873	DÉNÉRIAZ VICTOR	CROPT JOSEPH	DE LA PIERRE M.	ZIMMERMANN AD.	DE NUCÉ GUST.
1874	»	DE LA PIERRE M.	WUILLOUD XAV.	»	»
1875	»	»	»	»	»
1876	»	»	»	»	»
1877	»	de RIEDMATTEN P.M.	CROPT EDOUARD	»	»
1878	»	»	»	BARBERINI EM.	»
1879	CROPT EDOUARD	»	DE TORRENTÉ R.	»	»
1880	»	»	»	»	»
1881	»	»	»	DE RIVAZ JOSEPH	»
1882	DE TORRENTÉ R	»	DE RIVAZ JOSEPH	PITTELOU ALPH.	»
1883	de RIEDMATTEN P.M.	DE TORRENTÉ FL.	BONVIN OTHMAR	»	»
1884	RIBORDY JOSEPH	»	BRUNNER FERD.	»	»
1885	»	»	»	DE TORRENTÉ CH.	»
1886	»	»	»	»	»
1887	»	BRUNNER FERD.	DUBUIS BASILE	»	»
1888	»	»	»	»	»
1889	»	»	»	»	»
1890	»	»	DUBUIS EDOUARD	»	»
1891	»	»	»	»	»
1892	DUBUIS ED.	GABIOUD JOSEPH	KURIGER BENOIT	»	»
1893	»	»	DÉNÉRIAZ AMED.	»	GOLLET BALTH.
1894	»	»	»	DE RIEDMATTEN O.	»
1895	»	DÉNÉRIAZ AMED.	RIBORDY JOSEPH	»	»
1896	»	»	»	»	»
1897	»	»	»	DE TORRENTÉ J.	»
1898	»	»	»	»	»
1899	DE RIVAZ PAUL	DUBUIS EDOUARD	SPAHR EMILE	»	»
1900	DE RIEDMATTEN J.	»	»	»	»
1901	»	»	»	DE RIEDMATTEN F.	»
1902	»	SPAHR EMILE	DE TORRENTÉ J.	de KALBERMATTEN F.	»
1903	»	»	»	»	»
1904	»	»	»	»	»
1905	»	»	»	»	»
1906	»	»	»	»	»
1907	»	»	»	»	»
1908	»	»	»	»	»

THE JOURNAL OF THE

AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION

PUBLISHED WEEKLY

CHICAGO, ILL., U.S.A.

VOLUME 100

NUMBER 1

JANUARY 1955

Subscription price, \$5.00 per annum in advance

Single copies, 15 cents

Entered as Second-Class Matter, June 26, 1902

Postage paid at Chicago, Ill.

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Section 1103, Act of October 3, 1917

Authorizes sale at special rate of postage provided for in Section 1103, Act of October 3, 1917

Postmaster: Please send address changes to JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION, 535 N. Dearborn St., Chicago 10, Ill.

Second-class postage paid at Chicago, Ill.

Postage paid at Chicago, Ill.

Postage paid at Chicago, Ill.

Postage paid at Chicago, Ill.

Postage paid at Chicago, Ill.

Postage paid at Chicago, Ill.

Postage paid at Chicago, Ill.

membres de la Société en diverses commissions, de manière à procurer l'avancement des études agricoles par la division du travail, en appropriant celui-ci aux connaissances et au goût particulier de chaque sociétaire.

Les commissions sont les suivantes :

1. Comité de rédaction.
2. Bureau de renseignements.
3. Prairies, pâturages, irrigations, engrais.
4. Arboriculture.
5. Légumineuses.
6. Céréales.
7. Plantes exotiques.
8. Défrichements et défoncements.
9. Assolement.
10. Elève du bétail à cornes.
11. Reproducteurs de cette espèce.
12. Engraissement du bétail.
13. Espèce chevaline.
14. Espèces ovine, caprine et porcine.
15. Basse-cour.
16. Etude du sol et des influences atmosphériques.
17. Viticulture.
18. Vinification.
19. Constructions rurales.
20. Industrie agricole.
21. Législation agricole.
22. Instruments aratoires.
23. Pépinières.
24. Apiculture.
25. Laiterie.

Chaque commission, dans l'intérêt d'une marche simple et facile pour ses opérations en général, reçoit du bureau de rédaction un questionnaire, sans aucun préjudice toutefois à une liberté de discussion pleine et entière.

La proposition d'organiser un bureau de renseignements et de placement de domestiques est renvoyée à l'étude d'une commission spéciale.

Mais bientôt l'on s'aperçoit que par la grande division du travail on aboutit aux fins contraires de ce que l'on attendait, et que pour la bonne marche de la Société, il est avantageux de restreindre le nombre des commissions. C'est ainsi que l'on fond en une seule les commissions concernant les espèces bovine, ovine, caprine et porcine, avec la mission de s'occuper de tout ce qui a trait à l'élève, l'entretien, la reproduction et l'engraissement.

Vu les travaux dont le Comité est chargé et considérant ceux plus grands encore qui lui incomberont par le concours agricole de la Suisse romande, arrêté pour l'année 1869, il est décidé de lui adjoindre un certain nombre de membres pris autant que possible dans les différentes communes du district de Sion.

Par cette mesure, le Comité central est composé de 15 membres, dont 9 de la ville et 6 des communes environnantes. Toutefois les membres qui ne sont pas domiciliés à Sion ne sont pas tenus d'assister aux séances ordinaires ; par contre, les résidentaires sont assujettis à une amende de cinquante centimes, pour toute absence non justifiée.

Le Comité tient ses séances, tous les dimanches, à 2 heures de l'après-midi. Il en a eu 44 en 1868.

Les assemblées générales, toutes très fréquentées la première année, donnent les moyens aux sociétaires de discuter de questions agricoles et d'y acquérir de nouvelles connaissances ; elles fournissent au Comité et aux Commissions l'occasion de montrer tout le chemin parcouru depuis la fondation de la Société. D'intéressants rapports sont présentés : citons celui de M. de la Pierre, sur la viticulture ⁽¹⁾ ; de M. Gabioud Et., sur l'amélioration de l'espèce bovine ⁽²⁾ ; de M. Victor Dénériaz, sur les pépinières ⁽³⁾ ; de M. Jos. Solioz, sur l'espèce chevaline ; de M. Rob. de Torrenté, sur l'apiculture ; de M. Xavier Wuilloud, père, sur les prairies ; de M. Mce. Gard, sur l'arboriculture.

Le Département de l'Intérieur du Canton, reconnaissant le dévouement dont a fait preuve le Comité de la Société sédunoise, lui adresse une lettre élogieuse.

Le Conseil d'Etat, dans son rapport de gestion pour l'année 1868, fait la mention suivante :

« Nous nous faisons un devoir de constater comme
« un progrès réalisé dans le courant de cette année,
« la formation à Sion d'une société agricole, placée
« sous la direction d'un comité qui a su lui donner
« dès le début une impulsion faisant honneur aux
« personnes placées à la tête de la Société ».

⁽¹⁾ Instructions sur la culture de la vigne à la vaudoise, dans le district. — ⁽²⁾ Rapport de la commission des races bovines. —

⁽³⁾ Petit guide du pépiniériste. — De la culture des treilles en cordons horizontaux. Ces travaux ont été imprimés.

« Cette institution sera, nous l'espérons, le pivot
« autour duquel viendront se grouper les comités
« agricoles des districts, comités institués par décret du
« 27 mai 1867. Nous lui avons recommandé de mettre
« à l'étude un catéchisme d'agriculture, adapté aux
« besoins du pays et destiné à servir à l'enseignement
« dans les écoles primaires du Canton. Comment, en
« en effet, laisser ignorer à une population purement
« agricole les premières notions de l'art qui doit lui
« fournir ses moyens d'existence ».

1869

L'exposition agricole projetée par la Société romande d'agriculture devait se tenir en 1869, à Sion, malheureusement de nombreux sinistres et fléaux se sont abattus sur le Valais et la Suisse, qui forcent de la remettre à l'année suivante. On s'y prépare par un concours de bétail qui est fixé au 22 mai et un concours de produits et instruments agricoles, qui est tenu les 18 et 19 septembre.

Le zèle des membres actifs se ralentit, ils n'assistent plus aussi nombreux aux assemblées générales.

1870

Pour réveiller le zèle des membres actifs qui sommeille toujours plus, le Comité est obligé d'avoir recours à la menace de l'amende prévue par les statuts.

La même amende de 50 cent. sera infligée aux membres du Comité qui, sans avoir prévenu, ne se présenteront pas aux séances ; ceux qui arriveront avec un quart d'heure de retard, paieront 25 cent.

On met à l'essai les réunions familiaires dans lesquelles, sous forme de causeries ou de conférences, on traite des questions touchant l'agriculture ; ces réunions ont lieu le lundi et le jeudi de 5 à 7 heures du soir.

On juge opportun de réduire encore le nombre des commissions ; ainsi, on réunit en une seule celles de viticulture et de vinification ; de même celle des céréales, légumineuses, plantes exotiques, défrichement et assolement.

On se met énergiquement à l'œuvre pour organiser l'exposition qui doit avoir lieu dans le courant de l'année. Mais une grave épidémie de fièvre aphteuse qui sévit sur le bétail dans quelques communes du Haut et du Bas-Valais, et au surplus la guerre franco-allemande forcent d'ajourner l'exposition à des temps meilleurs.

1871

Le Comité a dû consacrer principalement ses efforts à la réussite de l'exposition qui, cette année, a enfin pu heureusement aboutir ; mais il n'en a pas pour autant oublié les obligations que lui impose le programme de la Société.

1872

On fait une nouvelle répartition des commissions qui, de 17 sont réduites à 8. Ce sont :

1. Viticulture et vinification ;
2. Arboriculture, pépinières, sylviculture ;
3. Espèce chevaline ;
4. Espèce bovine ;
5. Culture de la plaine, grande culture ;

6. Instruments agricoles ;
7. Bureau de rédaction ;
8. Apiculture.

Institution de la fête des récompenses sur la Place d'armes ; il en est accordé pour la viticulture, l'arboriculture et la bonne tenue des étables.

M. Alexandre de Torrenté demandant sa démission de président de la Société, d'instantes démarches sont tentées auprès de lui pour le faire revenir de sa détermination, mais sans succès ; l'assemblée lui vote des remerciements unanimes pour la peine qu'il s'est donnée dans l'intérêt de la Société.

1873

Les statuts sont révisés. La principale modification consiste dans l'institution de sections qui se répartissent les travaux.

M. P. M. de Riedmatten, délégué par le Canton du Valais à l'exposition de Vienne, dans le but de faire une étude sur toutes les branches se rapportant à l'agriculture, donne lecture à l'Assemblée générale d'un travail remarquable sur ce sujet.

Exposition de Weinfelden.

1874

Les règlements des sections d'arboriculture et des instruments sont approuvés.

1875

La fête de la distribution des récompenses, prenant plus d'ampleur, on adresse des invitations à M^{gr} l'Evêque,

au Conseiller d'Etat chargé du Département de l'Intérieur, aux Présidents de la Municipalité et de la Bourgeoisie, aux Sociétés d'agriculture de Sierre et Martigny, aux rédacteurs des divers journaux du Valais, en les priant de bien vouloir honorer de leur présence cette solennité agricole ; les instruments aratoires de la Société sont exhibés ; la Valéria, toujours bien disposée, prête son harmonieux concours.

1876

Le règlement de la section de viticulture est approuvé. La section de la culture de la plaine n'étant pas encore constituée, le Comité désireux de donner de l'essor à une branche aussi importante de l'agriculture, lui nomme un bureau provisoire.

Exposition de jeune bétail.

1877

Les femmes et filles de sociétaires sont admises comme membres honoraires ; elle ne sont pas tenues de payer de cotisation ; elles feront partie de la section d'horticulture.

Concours de Fribourg.

1878

La Société d'agriculture de la Suisse romande fait la proposition aux sociétés d'agriculture établies dans le Canton, de se constituer en fédération. Cette question est mise à l'ordre du jour de la réunion du 15 septembre, à Chamoson, des Sociétés d'agriculture

de Sierre, Sion, Chamoson, Martigny et Monthey. Les délégués de Sion reçoivent comme mandat de déclarer que la Société sédunoise adhère au principe de la fédération. Concernant les détails de l'organisation, le Comité les renvoie à la discussion qui aura lieu à Chamoson.

De plus, le Comité de la Société d'agriculture de la Suisse romande ayant demandé qu'on le désigne comme mandataire ou représentant, soit auprès des Autorités fédérales, soit auprès de la Société suisse d'agriculture, dans les questions qui ont un intérêt général pour toutes les Sociétés constituées dans la Suisse romande, les membres du Comité manifestent la crainte qu'il en résulte une centralisation qui peut devenir préjudiciable à l'activité des différentes sections. Il est en conséquence entendu que Sion ne soutiendra pas à la réunion de Chamoson la proposition du Comité de la Suisse romande.

Le règlement de la culture de la plaine est approuvé, sous réserve de quelques légères modifications.

On constate l'inégalité de la valeur des primes distribuées par les diverses sections de la Société. Pour remédier à des abus, le Comité arrête que les primes de 1^{re} classe ne pourront excéder 8 fr. et celles de 2^e classe 5 fr.

La section des instruments est chargée de pourvoir à la fourniture des objets remis comme primes.

Les commissions d'expertises devront être munies, à l'avenir, pour leurs visites de tabelles à points.

1879

Le mode suivant est fixé pour représenter la Société à l'ensevelissement d'un de ses membres défunts :

Pour un membre du Bureau, seront convoqués le Comité, ainsi que la Société; pour un membre du Comité, le Comité; pour un sociétaire, le président déléguera quatre membres.

Les présidents des cinq sociétés d'agriculture du Valais se réunissent à Sion, pour élaborer le règlement du Comité central.

Concours de petites races bovines.

1880

On décide qu'il ne doit pas être ajouté de prix ou d'autres valeurs aux mentions honorables.

M. le Dr Beck est agréé à l'unanimité comme membre honoraire de la Société.

1881

On nomme trois délégués pour représenter la Société sédunoise d'agriculture à la réunion qui doit être tenue à Lausanne, pour l'élaboration des statuts de la Fédération des sociétés d'agriculture de la Suisse romande. Le Comité recommande à ses délégués de veiller autant que possible à ce que chaque section ou société conserve son autonomie et à ce que la représentation ait lieu par canton et non par société.

Les diplômes de membres honoraires sont décernés à Mr H. Bioley, Conseiller d'Etat, chef du Département

de l'Intérieur, et à Mr J. M. de Chastonay, à Sierre : à celui-ci, pour les services qu'il a rendus aux exposants valaisans à l'exposition de Lucerne.

Exposition agricole suisse de Lucerne.

1882

Différentes circonstances, entre autres le déficit du présent exercice, ainsi que les dépenses qui découleront de la participation de la Société à l'exposition de Zurich, paraissant ne pas devoir permettre une distribution des récompenses, cette année, il est décidé de faire circuler une liste de souscription, afin d'obtenir des prix des sociétaires pour que la distribution des récompenses puisse avoir lieu comme les années précédentes.

1883

Deux opinions sont discutées au sein du Comité, au sujet de la Fédération cantonale d'agriculture : doit-elle être maintenue ou non ?

Les uns estiment que oui, afin de conserver une unité d'action dans les affaires agricoles, les autres, et c'est l'opinion de la majorité, prétendant, au contraire, qu'en la maintenant, on court le risque de n'être considéré dans la Fédération romande que comme ne formant qu'une seule société d'agriculture valaisanne, dont les différentes sociétés existantes en seraient les sections, ce qui ne manquerait pas de diminuer l'importance de chacune d'elles.

Les délégués de Sion voteront donc la dissolution de la Fédération cantonale à sa prochaine réunion. A

l'assemblée des délégués de la Fédération, celle-ci est maintenue, pour les deux motifs suivants : 1^o *afin de donner une certaine unité aux réponses dans les questions posées aux sociétés d'agriculture ; 2^o d'agir avec plus d'ensemble et plus d'autorité dans les questions qui regardent le progrès de l'agriculture en Valais.*

La Fédération des Sociétés d'agriculture de la Suisse romande dans un rapport qu'elle adresse, sous date du 15 avril 1883, au Département fédéral du Commerce et de l'Agriculture, sur les mesures à prendre pour l'amélioration de l'agriculture en Suisse, s'exprime de la manière suivante au sujet de la Société sédunoise d'agriculture :

« La Société sédunoise d'agriculture, dont le siège
« est à Sion, comprend 160 membres environ. Elle
« fait donner des cours et des conférences pratiques
« dans le Canton, sur différents sujets, principalement
« sur la vigne et l'arboriculture. Elle distribue des
« primes, après concours, surtout pour l'amélioration
« des races de bétail, la viticulture, l'arboriculture,
« l'horticulture. Elle dépense ainsi environ 600 fr. par
« an. De plus, la Société a pris l'initiative pour la
« création d'une laiterie à Sion (cette laiterie fonctionne
« maintenant) ».

« Elle a provoqué l'introduction de la culture des
« osiers et l'industrie de la vannerie ».

« Maintenant, elle travaille à l'établissement d'un
« moulin à os, ce qui permettrait au Canton de garder
« et d'utiliser cette matière. Ces trois derniers encou-
« ragements n'ont exigé aucun déboursé de la part de

« la Société. La Société sédunoise d'agriculture a donné
« une impulsion puissante à l'agriculture en général,
« mais tout particulièrement à la culture de la vigne
« et des arbres fruitiers ».

Exposition nationale de Zurich.

1884

A l'occasion de la visite des délégués de la Société d'agriculture de la Suisse romande à Sion et au bisse de Clavoz, le 14 juin, le Comité désigne le bureau pour les recevoir à la gare et assister au banquet. Tous les sociétaires sont cordialement invités à prendre part à cette fête.

Les délégués de Sion auprès de la Fédération des Sociétés d'agriculture de la Suisse romande (*), sont chargés de demander que la réunion de printemps, en 1885, ait lieu à Sion. On se propose d'y faire coïncider un concours des espèces bovine et porcine.

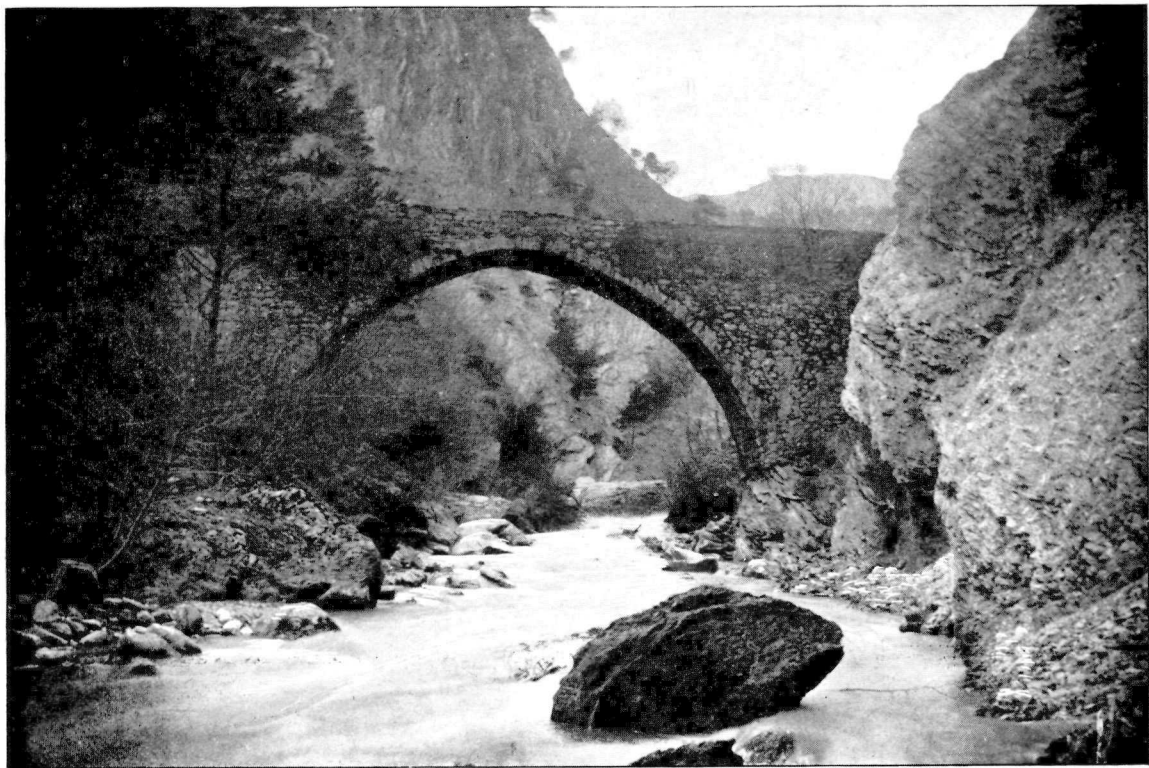
1885

La Fédération des sociétés d'agriculture de la Suisse romande tient, le 22 mai, à Sion, son assemblée générale de printemps et, à cette occasion, elle a organisé un concours hippique, au lieu du concours des espèces bovine et porcine, qui avait été projeté.

Pour obtenir une fréquentation plus assidue aux séances des différentes sections, le Comité rappelle aux

(*) La Fédération des Sociétés d'agriculture de la Suisse romande est distincte de la Société d'agriculture de la Suisse romande.

BISSE DE CLAVOZ



Aqueduc sur arc en maçonnerie pour le passage sur la Lienne.

membres actifs, qu'à teneur de l'article 3 des statuts, ils doivent faire partie d'au moins une section.

1886

Le Comité fixe comme suit les bases de l'indemnité de déplacement qu'il accorde à ses délégués :

Pour un jour, l'équivalent du coût du billet de chemin de fer en 2^e classe ; pour plus d'un jour, 5 fr. par jour en sus.

Le Comité fixe au 22 septembre la réunion des Sociétés d'agriculture du Valais, qui doit avoir lieu à Sion et la fait coïncider avec une exposition pomologique.

1887

La participation à l'Exposition suisse d'agriculture à Neuchâtel, par une exposition collective des fruits et vins du Valais, qui menaçait d'être une cause de division au sein de la Fédération valaisanne, a, au contraire, fourni aux sociétés du Canton l'occasion, par un travail entrepris en commun, de resserrer les liens qui les unissaient déjà, et qui aura pour résultat la fondation de l'*Association agricole du Valais*, sur des bases plus solides que celles de la *Fédération valaisanne* actuelle.

1888

Les statuts de la Fédération valaisanne ayant été révisés et celle-ci ayant pris le nom d'Association agricole du Valais, l'entrée dans l'Association est votée par la Société sédunoise d'agriculture, moyennant que les statuts de l'Association ne préjudicient en rien au droit de chaque société de correspondre directement avec

l'Autorité cantonale et avec la Fédération romande, lorsqu'il s'agit d'affaires intéressant une société isolément.

1889

Le Comité présente un projet de statuts nouveaux qui est approuvé.

Il propose la revision des statuts et règlements des sections, afin de leur donner plus d'uniformité.

Le rapport présidentiel sur la marche de la Société constate mélancoliquement que les dispositions que l'on avait cru devoir prendre pour rendre plus assidue la fréquentation aux séances des sections n'ont produit aucun résultat. Ce sont toujours les mêmes personnes qui sont à la tâche ; elles en ont heureusement pris leur parti.

1890

La Société sédunoise d'agriculture reçoit un legs de 100 fr. de Mr Alex. de Torrenté. En annonçant à l'assemblée ce don, le président ajoute l'éloge suivant :

« M. de Torrenté a été durant sa vie l'un des
« défenseurs les plus dévoués, les plus constants et
« les plus méritants de la cause agricole. Il a voulu
« par cette généreuse donation nous fournir une der-
« nière preuve de l'intérêt passionné qu'il vouait à
« l'agriculture et de la foi qu'il avait dans le dévelop-
« pement agricole du Valais. C'est plein de reconnais-
« sance que nous recueillons ce legs et nous vouons
« à la mémoire du généreux donateur notre plus vive
« gratitude ».

1891

La rédaction des statuts de la Société et des règlements des sections et leur coordination ont été terminées, l'impression en est achevée.

1892

Dans le courant de cette année, la mort a fait un vide sensible au sein du Comité, M. Gustave de Nucé a été enlevé à la force de l'âge. Caissier de la Société, depuis plus de 20 ans, il a toujours rempli ses fonctions avec le plus grand zèle et la plus scrupuleuse exactitude.

Membre dévoué, homme serviable et aimable, M. de Nucé a été regretté de tous.

1893

L'Association agricole du Valais ayant fixé au 5 février l'assemblée générale, à l'effet de prendre des mesures en vue de l'Exposition suisse de 1893, à Berne, le Comité donne à ses délégués les instructions suivantes:

« La Société sédunoise d'agriculture se joindra
« aux autres sociétés du Canton, en vue d'une exposition collective des vins et des fruits du Valais, en ce
« sens que chaque société fournira son apport et
« gardera ses frais. Si toutefois une ou plusieurs
« sociétés ne voulaient pas exposer et concourir en
« commun, elle se réserve la liberté d'agir comme bon
« lui semblera ».

1894

Le 17 janvier 1894, la Société a eu le malheur de perdre son dévoué secrétaire, M. Charles de Torrenté, enlevé par la mort à la fleur de la vie. Pendant 9 ans, il a rempli la fonction toute gratuite de secrétaire avec un talent, un empressement, une bonne volonté incomparables.

On fait remarquer, à la date du 23 décembre, que l'Association valaisanne n'a plus eu de réunion depuis une année et demie, qu'il est cependant nécessaire de fixer les bases pour l'exposition de Berne, qui avait été ajournée à 1895; on arrête que la Société sédunoise, en sa qualité de doyenne, prendra l'initiative de provoquer une réunion de l'Association.

Un gobelet et un lien de serviette en argent, sont offerts par la Société à M. Hopfner, directeur de l'école normale, en reconnaissance de toute la peine qu'il s'est donnée pour l'élaboration du Manuel du vigneron.

1895

L'activité de la Société s'est particulièrement portée vers la préparation de l'exposition Suisse d'agriculture à Berne.

1896

La proposition de fusionner les sections de la Plaine, de l'Amélioration du bétail et des Instruments, est approuvée. Est pareillement approuvé le règlement sur la police des cours de viticulture.

Exposition nationale suisse à Genève.

1897

Il est donné lecture des propositions que le Comité de la Fédération des Sociétés d'agriculture de la Suisse romande présente aux sociétés et qui paraissent être de nature à permettre l'entrée de la Fédération dans l'*Union Suisse des paysans* ; les délégués de Sion à l'Assemblée générale de la Fédération qui sera tenue, le 19 août, pour discuter cette question, reçoivent pour instruction d'adhérer aux propositions du Comité de la Fédération.

Constitution de la Société du Pavillon de la gare de Sion.

La Classe d'agriculture de Genève, arrivant à Sion, pour une course à l'alpage de Thyon, le Comité lui offre au pavillon de la gare, à Sion, au débarqué du train, le coup de l'étrier, avant l'ascension des Mayens, et le vin d'honneur à la collation que prendra la Classe d'agriculture sur la montagne.

1898

Un congrès international d'agriculture devant être tenu à Lausanne, du 12 au 17 septembre, le Comité décide d'y faire inscrire la Société sédunoise d'agriculture et d'y envoyer un délégué.

La Société fribourgeoise d'agriculture ayant eu l'attention d'envoyer à la Société sédunoise l'ouvrage : „ Notice commémorative du 50^{me} anniversaire de la fondation de la Société fribourgeoise d'agriculture 1848-1898 “, le Comité lui envoie ses félicitations.

Dans son rapport sur la marche de la Société le

président déplore que le chiffre des membres qui oscille entre 170 et 180, n'est pas en rapport avec l'importance agricole de Sion ; les sections ont déployé fort peu d'activité, sauf celle de viticulture, la plus importante, incontestablement, qui a maintenu sa vie ordinaire.

1899

L'Association agricole du Valais soumet à l'étude de ses sociétés un projet de statuts qui auraient pour but de la transformer en *Société cantonale valaisanne d'agriculture*.

La commission de la Société sédunoise, à laquelle cet objet avait été renvoyé pour examen, préavise pour la non entrée en matière, pour les motifs suivants :

« La centralisation des sociétés d'agriculture en
« une société cantonale se fera au détriment des sociétés
« locales ; on tuera ainsi l'esprit d'initiative ; la cotisation
« des membres étant portée de 20 à 50 cent. serait un
« surcroît de dépenses pour les sociétés qui ont déjà
« de la peine à boucler leurs comptes, sans être suffi-
« sante à la marche de la société cantonale ; elle
« couvrirait à peine les frais de bureau et les itiné-
« raires du Comité et des délégués. Un motif d'oppor-
« tunité encore s'oppose à ce que la Société sédunoise
« d'agriculture donne son adhésion aux statuts : ce
« serait certainement la cause de sa décadence ».

Le préavis de la Commission est approuvé par l'Assemblée générale, et les délégués reçoivent pour mandat de ne pas adhérer au projet de statuts.

Les délégués de Sion s'entendront avec les représentants de la Fédération romande pour demander que l'assemblée annuelle de printemps ait lieu en Valais.

Il est fait part du décès de M. Hopfner, directeur de l'école normale. Le Comité reconnaissant les services qu'il a rendus à l'agriculture et les relations toujours cordiales qui ont existé entre la Société et lui, décide d'assister *in corpore* à ses obsèques.

1900

Le projet de statuts présenté par l'Association agricole à l'assemblée des délégués est rejeté.

La réunion de printemps de la Fédération des Sociétés d'agriculture de la Suisse romande devant avoir lieu en Valais et l'Association cantonale agricole, ayant dévolu cet honneur, avec un subside de 100 fr., à la Société sédunoise, le Comité, assuré de l'appui généreux de l'Etat, de la Municipalité et de la Bourgeoisie, prend ses dispositions pour ménager aux hôtes de la Société une réception simple et cordiale, selon l'antique tradition sédunoise.

Le premier jour il offre, au banquet qui suit la séance, le vin d'honneur; pour le lendemain, le programme prévoit une course à travers le vignoble qui ne manquera certainement pas d'intérêt pour beaucoup de participants et, pour ceux qui redoutent les fatigues de la marche, il met à leur disposition un certain nombre de mulets; arrivés à Savièse, une collation, accompagnée d'un verre de vin réconfortant versé par l'autorité de cette commune, est offerte aux excursionnistes; rafraî-

chissements à l'ombre du Château de la Soie ; raclette générale dans la forêt de Châtroz, puis retour en voiture à Sion ; la Société sédunoise se charge de tous ces frais, heureuse de l'entrain joyeux, de la franche gaieté qui ont animé les deux jours de fête des 5 et 6 juin. Elle a l'espoir qu'ils ont laissé le meilleur souvenir dans l'esprit de nos confédérés de la Fédération romande.

Concours sur la culture des arbres à fruits à noyaux.

1901

Dans le cours de l'année, la Société sédunoise et tout spécialement son comité ont éprouvé deux pertes sensibles, par suite du décès de deux des plus dévoués de ses membres : MM. Edouard Dubuis et François de Riedmatten.

Edouard Dubuis avait rempli, pendant neuf ans, la charge assez lourde de président de la Société et ce n'est que sur ses instances formelles, que l'Assemblée lui avait donné un successeur à la présidence ; mais pour ne pas être privée de son expérience, la Société lui avait toutefois imposé le poste de vice-président.

Très entendu aux affaires, esprit d'initiative, caractère franc, il avait sa place marquée à la tête de toutes les œuvres sédunoises qui avaient pour but le progrès agricole.

François de Riedmatten était récemment sorti du Polytechnicum, avec le diplôme d'ingénieur agronome ; le Conseil d'Etat lui avait confié le secrétariat agricole, où il ne tarda pas à se faire apprécier ; la Société sédunoise qui avait besoin de se renouveler dans de

jeunes forces, se l'était attaché, l'année même, en qualité de secrétaire. Il est décédé le lendemain de la réunion de printemps des délégués, qui avait eu lieu à Vevey, où il avait assisté en parfaite santé.

Concours de cultures d'arbres à fruits à pépins, de moins de 10 ans de plantation.

1902

La lutte autour de la loi fédérale sur le tarif des douanes suisses, du 10 octobre 1902, qui doit être prochainement soumise au vote populaire, préoccupe fortement les agriculteurs et surtout les viticulteurs. Ceux-ci se bercent de l'espoir qu'un droit d'entrée élevé sera appliqué aux vins étrangers et que, par ce moyen, on parviendra à enrayer l'avilissement du prix des vins suisses.

La Fédération des Sociétés d'agriculture de la Suisse romande nomme son président en la personne de M. Jacques de Riedmatten, président de la Société sédunoise d'agriculture. Cet honneur rejaillit sur la Société.

Concours d'arbres fruitiers, de 10 ans au moins de plantation.

1903

Le Comité prend ses dispositions en vue de l'Exposition suisse de Frauenfeld. Il décide d'inscrire la Société pour un travail sur l'activité de la Société dans la division : „ Progrès de l'agriculture “.

Il y participera encore par une exposition collective des vins et fruits du Valais.

1904

Une motion concernant les entrepôts de vins et les privilèges qui leur sont accordés, est discutée en séance du Comité ; elle est présentée à l'Assemblée générale, laquelle décide d'en nantir la Fédération romande. Le Secrétariat de l'Union suisse des Paysans à qui elle fut aussi transmise, informe qu'il la soumettra à une étude approfondie.

Concours de caves.

1905

A l'assemblée générale, on attire l'attention sur le fait qu'un certain nombre de jeunes gens et jeunes filles des villages du Centre et spécialement de Grimisuat s'engagent comme ouvriers de vigne dans le Canton de Vaud. Il est donc à craindre que ces ouvriers, travaillant sans distinction dans des vignes phylloxérées ou non, n'introduisent le phylloxera dans nos vignobles. Cette remarque judicieuse est prise en considération. Le Comité en fera part au Département cantonal de l'Agriculture et le priera de prendre toute mesure qu'il jugera utile afin d'écarter le danger.

Conférence entre le Comité de la Société et les représentants du Valais aux Chambres fédérales sur la situation faite aux viticulteurs par l'application de la loi sur le tarif des douanes suisses dans la conclusion des traités de commerce, les tarifs de transport de vins sur les chemins de fer suisse, les entrepôts de vins et la loi sur les denrées alimentaires.

Le 14 juin 1905, s'éteignait, après une longue maladie, courageusement supportée, M. l'Ingénieur cantonal Paul de Rivaz qui, depuis plusieurs années, était membre du Comité. Il avait, malgré des occupations très astreignantes, consenti, mais pour une année seulement, à remplir les fonctions de président de la Société.

Il avait bien voulu encore se charger de la rédaction de l'excellente notice : *Des eaux dans leur rapport avec l'agriculture*, qui termine le présent ouvrage.

Sans aucune prétention malgré son érudition, jugement droit, Paul de Rivaz était un collègue affable et de bon conseil.

Concours de vignes, 1^{re} série.

Exposition de Liège.

1906

Découverte du phylloxera dans une vigne aux Ballettes, près de Sion.

Concours d'arbres fruitiers dans les districts de Sion et Hérens, organisé par le Département de l'Agriculture.

Diplôme de Membre d'honneur décerné à M. Borel, secrétaire de la Fédération des Sociétés d'agriculture de la Suisse romande.

Exposition de Milan.

Concours de vignes, 2^{me} série.

1907

Enquête sur les dommages causés par les lièvres aux jeunes arbres fruitiers, durant l'hiver 1906-07.

Fondation de l'Association viticole suisse.

Discussion sur les mesures à prendre au sujet des expéditions de moûts prématurés et peut-être frelatés.

Exposition des produits du sol; fruits, raisins et culture maraîchère.

1908

L'*Association Agricole du Valais*, fondée le 21 octobre 1888, se transforme en *Société cantonale valaisanne d'Agriculture*. Les sociétés locales en sont les sections*. Une disposition importante des statuts est l'institution d'un caissier-gérant, dont les attributions principales sont de tenir la comptabilité et la caisse de la Société, d'organiser les achats en commun de fournitures agricoles pour les remettre aux sociétaires.

Motion ayant trait à une revision de la loi fédérale concernant les voyageurs de commerce (voyageurs étrangers opérant en Suisse pour le placement des vins).

Le Comité décide de commémorer par une fête, dans le courant de l'automne, les 40 ans d'existence de la Société et de distribuer, à cette occasion, aux sociétaires un exemplaire du présent travail.

Enseignement agricole

La Société sédunoise d'agriculture eût désiré voir introduire dans les écoles primaires du Canton, ou tout au moins de la Ville, l'enseignement agricole, et elle avait fait des démarches dans ce sens auprès des Autorités cantonales qui, en principe, s'y étaient montrées

très favorables; mais la réalisation de ce projet eût été des plus difficiles et force fut de l'abandonner.

Cours de chimie agricole

En 1869, M. Brauns, chimiste distingué, à Sion, donne, en quelques leçons, un cours gratuit de chimie élémentaire appliquée à l'agriculture, qui attire un nombreux auditoire. Un résumé de ce cours a paru en brochure, aux frais de la Société, sous le titre „ Principes généraux de la nutrition des plantes et de la fumure “.

Cours d'agriculture

Un cours élémentaire d'agriculture d'une durée de 3 mois est ouvert, à Lausanne, le 14 novembre 1870. L'Etat du Valais alloue un subside aux élèves valaisans qui suivent le cours. La Société sédunoise y envoie deux jeunes gens.

Les avances de la Société pour solder les dépenses des deux élèves, se montent à fr. 398
dont à déduire le subside accordé par l'Etat . . . 280
Il reste à la charge de la Société fr. 118

Cours de tressage de la paille

En 1870, la Société sédunoise d'agriculture convoqua à une conférence la Commission de l'industrie agricole et le Comité de la Société industrielle, pour délibérer en commun sur les moyens les plus propices pour vulgariser le tressage des pailles et perfectionner cette industrie dans le Canton, afin de procurer du

travail aux personnes retenues à la maison et qui ne savent que faire de leur temps, surtout pendant les longues soirées d'hiver.

Une commission mixte des deux sociétés fut nommée, et sa présidence dévolue à M. Müller, président de la Société industrielle.

Mais les nombreux obstacles que la commission rencontra ne lui permirent pas de mettre ce projet aussitôt à exécution. Il ne suffisait pas de pourvoir uniquement à l'organisation d'une école de tressage, il fallait songer encore à utiliser le plus avantageusement possible les tresses fabriquées, afin que la production ne fût pas ralentie, arrêtée même, faute d'écoulement des produits. Ce n'est qu'au commencement de l'année 1874 que l'école de tressage de la paille fut ouverte ; le cours fut bien suivi et sa marche très satisfaisante ; des travaux soigneusement exécutés furent présentés aux experts.

Malheureusement ce cours ne fut pas repris les années suivantes.

Conférences agricoles

En dehors des cours de viticulture, taille et ébourgeonnement, que la Société organise régulièrement, chaque année, dans le but de former de bons vignerons, et des cours d'arboriculture qui, sauf une année ou l'autre, n'ont pas été négligés, quelques conférences, dont la nomenclature serait trop longue et peu intéressante, sur des sujets divers concernant l'agriculture, sont données annuellement par les soins, soit du

Département de l'Agriculture du Canton, soit de la Société d'agriculture. Pour les cours et conférences qui sont à la charge de la Société, celle-ci perçoit d'importants subsides par l'intermédiaire de la Fédération romande.

Il est à remarquer qu'en général les conférences qui ont rapport à la viticulture et à la vinification sont celles qui attirent le plus grand nombre d'auditeurs, sont suivies avec le plus d'intérêt et produisent le plus d'effet utile. Cette remarque souffre toutefois quelques exceptions.

Journaux agricoles

Comité de rédaction

Les travaux du Comité sont au début excessivement chargés.

Il envoie régulièrement aux deux journaux français du Canton paraissant bi-hebdomadairement, des correspondances pour intéresser le public aux questions agricoles et particulièrement aux travaux de la Société; tous les quinze jours il y publie un bulletin agricole. La correspondance avec les sociétés d'agriculture rentre dans ses attributions; il est en relations continues avec elles dans le but de se communiquer mutuellement les expériences tentées, les méthodes de culture, l'emploi d'instruments qui peuvent recevoir une application utile, les améliorations apportées à la race et à la nourriture des diverses espèces d'animaux utiles à l'agriculture. C'est à lui encore que sont renvoyés pour être élaborés divers règlements de la Société.

„ Villageois “

L'année 1871 voit éclore, à Sion, le journal agricole le *Villageois*, dont le rédacteur est M. Alexandre de Torrenté.

La Société sédunoise, ensuite de convention, prend à sa charge, pour le prix de 200 fr., l'abonnement collectif de tous ses membres ; le journal s'engage à reproduire les décisions du Comité. Pour les non-sociétaires, le prix de l'abonnement est de 2 fr. par an.

La rédaction est soutenue dans sa tâche par plusieurs correspondants valaisans ou étrangers, réputés dans le monde des agronomes.

Le *Villageois* renferme nombre d'articles fort intéressants, à côté de quelques boutades un peu fantaisistes. Il paraît, la première année, en 8 livraisons de 16 pages; l'année suivante, il est tiré en 12 numéros de 8 à 16 pages.

Le nombre des abonnés, augmentant d'une façon réjouissante, le *Villageois* paraît en 1873, deux fois par mois, en livraisons de 8 pages. Le prix d'abonnement est augmenté d'un franc, et la subvention de la Société pour l'abonnement collectif est porté à 300 fr.

Mais, en 1875, les ressources de la Société ne lui permettant plus de subventionner le *Villageois* pour le fournir gratuitement à ses membres, le Comité entre en tractations avec la rédaction, ensuite desquelles la subvention de la Société est remplacée par une souscription volontaire à un abonnement collectif, grâce auquel le prix d'abonnement est réduit à 2 fr. pour les sociétaires.

Par suite du décès de son rédacteur, le *Villageois* cesse de paraître à la fin de l'année 1888.

„ Messenger du Valais “

En 1897, un journal créé pour soutenir les intérêts des agriculteurs, des commerçants et des industriels du Canton, le *Messenger du Valais* fait ses débuts ; malheureusement, il ne rencontre pas l'appui qui lui était nécessaire pour assurer sa marche : le succès ne couronne pas ses efforts, et il succombe, au bout de trois ans d'existence.

„ Agriculteur valaisan “

Alors que le *Messenger* poursuivait péniblement sa route malaisée, un autre journal, l'*Agriculteur valaisan*, s'engageait, d'un pas assuré, en 1898, sur un chemin parallèle, réservé uniquement à l'agriculture, mais faute de ressources suffisantes, il disparaît au bout de 14 mois.

La condition du journal politique même est assez précaire dans le Canton du Valais ; cependant au moment voulu, il trouvera, s'il le faut, des ressources pour le sortir d'une position difficile. Pour le journal agricole, il n'en est pas de même : ici aucun intérêt politique ou privé n'est en jeu. Le talent du journaliste, allié encore au dévouement le plus complet, pourra peut-être faire vivre le journal, mais non son rédacteur. Il ne peut compter que sur l'intérêt général, dont l'Etat est le représentant naturel.

„ Valais agricole “

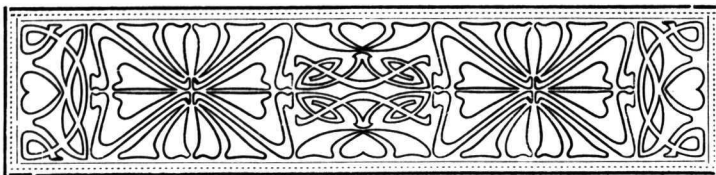
C'est basé sur l'appui financier de l'Etat et avec l'espoir du concours intellectuel autant que moral des

Sociétés d'agriculture et de l'Ecole d'Ecône, que le *Valais agricole* a été fondé en 1903. Le *Paysan suisse*, organe officiel de l'Union suisse des paysans est servi comme supplément à ses abonnés. La Société sédunoise fait des vœux pour que ce journal vive de nombreuses années, prospère et progresse toujours plus pour le plus grand profit de la cause agricole.

Abonnement aux journaux

Dès la fondation de la Société, on se préoccupe de mettre des journaux agricoles à la disposition de ses membres, afin de les tenir au courant des progrès réalisés en d'autres contrées; on s'abonne donc au *Cultivateur*, coût 5 fr.; à *La Revue horticole et vinicole* de la Suisse romande, 8 fr.; au *Journal d'apiculture*, 6 fr. 50; et au *Schweizerisches Landwirtschaftliches Centralblatt*, 3 fr.

Mais aussi longtemps que le *Villageois* a existé, la Société a renoncé à l'abonnement des journaux agricoles, sauf au *Journal d'apiculture*, par considération pour un vénérable apiculteur. Dès 1889, elle a mis de nouveau à la disposition des sociétaires les journaux suivants: *La Chronique agricole et viticole du canton de Vaud*, prix d'abonnement 2 fr.; le *Journal d'agriculture Suisse*, 5 fr.; le *Catalogue descriptif de la pomologie française*, 7 fr., remplacé, l'année suivante, par le *Bulletin d'arboriculture, de floriculture et de culture potagère, Belgique*, 12 fr.; *Gauschers Praktischer Obstbaumzüchter*, 11 fr.; *Revue internationale d'apiculture*, 4 fr.



EXPOSITIONS ET CONCOURS



Exposition agricole de la Suisse romande décidée pour 1869 et remise à 1870



u commencement de l'année 1868, la Société d'agriculture de la Suisse romande avait décidé que l'Exposition agricole de la Suisse romande aurait lieu, en automne 1869, dans la capitale du Valais. Cette nouvelle fut chaleureusement accueillie par la population de la ville de Sion. Sous l'impulsion de la Société sédunoise d'agriculture, récemment créée, on prit immédiatement les dispositions pour la réussite complète de cette œuvre, sur laquelle on fondait bien des espérances pour le développement du progrès agricole de la Ville et du Canton.

En même temps qu'un moyen d'émulation, cette joute pacifique devait être une fête populaire et patriotique.

Généreusement la Bourgeoisie de Sion avait accordé tous les bois nécessaires pour les constructions et les clôtures, et on était certain que la Municipalité et l'Etat ne resteraient pas en arrière.

Malgré des difficultés survenues dans le courant de l'année, le Comité de la Société sédunoise d'agriculture s'était énergiquement opposé à tout renvoi de l'exposition, lorsqu'au commencement de novembre 1868, il reçut une lettre de la Société romande, qui exposait la situation d'une manière très précise.

Le Comité central, y était-il dit, malgré ses instantes démarches, n'avait pu obtenir aucun subside du Conseil fédéral pour l'exposition. D'un autre côté, en présence des inondations récentes, qui ont jeté la désolation et la ruine dans nombre de localités de la Suisse et particulièrement du Valais, où, par surcroît de malheur, un incendie venait de consumer le village d'Obergesteln, de prompts et abondants secours seront sollicités des particuliers et des cantons pour venir en aide aux malheureux sinistrés; le moment ne paraissait donc pas propice pour se procurer les subventions qui, dans l'état actuel de la Caisse de la Société Romande, sont presque indispensables au succès de l'exposition.

Son renvoi s'imposait et on la remit au mois de septembre 1870.

Le temps disponible sera mis à profit pour préparer le Canton à figurer honorablement en 1870 et, à

Année	Recettes		Dépenses		Soldes		RECETTES							Observations	DÉPENSES												Observations			
							Cotisations à Fr. 5.—	Inscription pour les cours	Location d'ins- truments	Subsides divers	Viticulture	Arboricul- ture	Espèce bovine		Plaine	Apicul- ture	Instruments Achat	Primes et concours	Divers											
1868	907	70	909	57	1	87	895	—	—	—	—	—	—	—	81	45	—	—	—	—	—	—	166	15	—	—	205	30	Préparation au Concours de 1869. Brochure Brauns. (Subside à 2 élèves à Lausanne . . . fr. 398,— (Ouvrages publiés par la Société . . . „ 196,35. (Subvention au journal „ Le Villageois “ „ 125,—. (Rapport de Torrenté, fr. 35. (Au “ Villageois „ „ 87. Subvention au “ Villageois „	
1869	1750	06	1524	41	225	95	820	—	—	—	8	60	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	65	—	1103	35	65	—		
1870	1368	75	1338	21	30	54	830	—	—	—	29	70	280	—	15	—	—	—	12	60	—	—	—	—	150	—	174	—	719	35
1871	818	14	435	41	383	03	780	—	—	—	34	50	—	—	43	50	—	—	—	—	—	—	22	45	200	—	122	—	(Subvention au journal „ Le Villageois “ „ 125,—. (Rapport de Torrenté, fr. 35. (Au “ Villageois „ „ 87. Subvention au “ Villageois „	
1872	1093	78	904	86	188	92	655	—	—	—	44	45	—	—	106	60	—	—	—	—	—	—	445	—	43	95	200	—		
1873	1088	37	1079	39	8	98	730	—	—	—	160	05	—	—	40	—	—	—	—	—	—	—	416	15	100	—	200	—		
1874	965	83	934	20	31	63	810	—	—	—	146	45	—	—	80	—	13	50	—	—	—	—	165	20	40	80	225	—		
1875	929	38	976	52	47	14	750	—	—	—	107	80	39	95	82	50	49	80	15	—	—	—	—	186	10	—	—	168	—	
1876	921	90	956	49	34	59	780	—	14	50	124	40	—	—	204	—	83	10	15	—	—	—	—	—	—	161	80	—	—	
1877	1065	90	1137	74	71	84	805	—	45	—	215	90	—	—	176	—	44	—	80	—	—	9	45	49	30	145	65	—	—	
1878	1028	55	1055	54	26	99	855	—	40	—	131	15	—	—	218	—	48	—	60	—	—	—	—	—	—	103	70	—	—	
1879	1179	45	1200	14	20	69	910	—	103	50	122	15	40	—	323	—	37	—	24	—	48	—	—	—	—	107	75	—	—	
1880	1063	60	1090	94	27	34	835	—	107	—	111	60	—	—	248	50	86	40	—	—	142	35	—	—	60	—	97	—	—	—
1881	1024	65	1019	04	5	61	780	—	85	—	126	65	30	—	260	—	—	—	—	40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1882	953	81	1014	75	60	94	755	—	91	50	101	70	—	—	238	—	71	—	—	—	16	—	—	—	—	105	60	—	—	
1883	1180	05	1306	33	126	25	750	—	85	—	85	25	202	—	229	—	26	—	36	—	24	—	—	—	—	153	10	102	40	
1884	1225	10	1381	45	156	35	740	—	90	50	108	80	185	—	228	—	40	—	20	—	48	—	—	—	280	90	38	—	—	—
1885	1276	35	1684	85	41	50	830	—	69	50	95	65	473	25	287	—	15	—	24	—	18	—	—	—	75	—	354	35	—	—
1886	1994	40	1711	60	282	80	910	—	60	50	111	50	769	40	280	—	24	—	28	—	42	—	25	40	—	—	228	70	457	85
1887	2965	80	2542	85	422	95	870	—	73	—	86	—	1626	—	309	—	40	—	28	—	42	—	—	—	—	—	250	60	1115	80
1888	2187	65	1947	60	240	05	955	—	101	50	109	65	543	—	354	—	39	—	24	—	36	—	—	—	65	—	215	80	275	30
1889	1850	90	1786	45	64	45	970	—	81	50	151	55	393	—	336	—	53	—	20	—	36	—	28	—	272	35	272	30	—	—
1890	1983	65	1521	20	462	45	960	—	125	50	126	30	705	—	390	—	47	—	24	—	24	—	20	—	—	—	211	80	160	—
1891	3562	05	3279	20	282	85	940	—	118	50	164	70	1847	30	360	—	98	—	17	—	24	—	13	50	360	50	281	90	1200	—
1892	1504	45	1416	85	87	60	965	—	79	50	104	10	—	—	264	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1893	2054	25	1508	05	546	20	870	—	74	—	204	—	605	—	327	—	48	—	30	—	24	—	12	—	80	—	198	85	93	20
1894	2844	20	2263	10	581	10	870	—	82	50	192	50	928	—	508	—	43	—	61	—	30	—	20	—	225	—	202	60	—	—
1895	2512	60	1656	35	856	20	920	—	99	—	172	50	740	—	590	—	35	90	40	—	30	—	10	—	161	55	217	90	—	—
1896	3957	55	3272	81	684	74	815	—	86	50	160	90	1861	50	610	—	24	—	40	—	—	—	10	—	—	—	243	30	1585	50
1897	2867	79	1982	24	885	55	825	—	80	50	113	80	860	—	620	—	40	—	40	—	30	—	48	—	—	—	286	70	—	—
1898	2606	45	2064	90	541	55	800	—	78	—	136	60	706	30	565	—	48	—	40	—	30	—	40	—	—	—	326	80	332	60
1899	2076	70	1746	95	329	75	795	—	83	50	136	35	576	—	515	—	51	—	25	—	40	—	30	—	—	—	354	55	—	—
1900	2908	75	2862	30	46	45	865	—	78	—	147	55	1445	—	520	—	50	—	40	—	30	—	15	—	—	—	266	80	1144	70
1901	2640	95	2609	10	31	85	855	—	79	—	140	50	1070	—	520	—	35	—	40	—	30	—	15	—	50	—	689	15	—	—
1902	2458	75	2388	95	64	80	865	—	65	—	146	—	1345	90	460	—	156	—	18	—	30	—	15	—	—	—	746	80	100	—
1903	2206	80	1981	15	225	65	840	—	70	—	129	60	932	40	427	50	70	—	205	—	30	—	18	25	62	50	278	20	—	—
1904	2803	35	2545	07	258	28	895	—	85	—	156	10	1331	60	390	—	32	—	43	12	30	—	4	40	22	80	797	30	—	—
1905	2550	98	1946	37	604	61	830	—	46	—	121	—	1175	70	369	—	27	50	43	12	30	—	2	25	76	80	789	70	—	—
1906	2993	46	1585	69	1407	77	850	—	47	—	143	35	1348	50	428	05	30	—	43	12	30	—	—	—	—	—	285	70	—	—
1907	3910	37	2732	47	1177	90	875	—	42	—	105	10	1225	50	305	—	84	50	43	12	30	—	—	—	—	—	1405	95	50	—

Nota. — Les soldes débiteurs sont inscrits en caractères italiques.

cet effet, afin de maintenir l'esprit public en éveil, on se propose, dorénavant, d'organiser en 1869 des concours préparatoires, qui seront tenus en printemps, pour le bétail et en automne, pour les autres produits agricoles.

Concours de bétail à Sion

La commission de l'amélioration du bétail, chargée d'élaborer un programme, présente dans le courant de janvier, un projet dont les bases sont à peu près les mêmes que celles des concours organisés sous les auspices de la Société d'agriculture de la Suisse romande, afin de familiariser déjà le Valaisan avec les détails et avec les mesures qui seront impérieusement exigées à l'exposition qui doit avoir lieu à Sion, en automne 1870. Le 28 janvier, le projet est soumis à l'examen du Département de l'Intérieur. Le 7 février, le Comité décide, en principe, de réduire les frais au strict minimum, pour pouvoir consacrer les subsides alloués en primes et indemnités aux exposants. En conséquence, on s'en tiendra à la plus grande simplicité pour l'organisation du concours ; on ne construira point de baraquements ; on demandera, pour loger le bétail la nuit, l'usage des écuries de l'Etat. On priera aussi l'administration du chemin de fer d'accorder une réduction de prix, pendant la durée du concours, pour les visiteurs et les transports.

Après de nombreuses et laborieuses séances, consacrées à la discussion des articles du programme, celui-ci est enfin adopté.

En voici les dispositions les plus intéressantes :
Un concours général du bétail de tout le canton a lieu à Sion, le 22 mai 1869 ; une somme de 1500 fr. est allouée par l'Etat pour être affectée comme primes.

Cette somme est répartie comme suit :

Espèce bovine	Fr. 1000.—
soit à la race d'Hérens	Fr. 400.—
» de Conches »	300.—
» de Lötschen- Illiez »	300.—
Espèce chevaline	Fr. 300.—
Espèce porcine	» 110.—
Espèce ovine	» 55.—
Basse-cour	» 35.—
<hr/>	
Total	Fr. 1.500.—

Sont admis à concourir :

Espèce bovine, les taureaux de 2 à 4 ans; les vaches sans distinction d'âge, moyennant qu'elles soient portantes ou à lait; les génisses âgées de 15 mois et au-delà.

Espèce chevaline, les étalons de 3 ans au moins; les juments de tout âge, mais ayant été saillies en 1869; les poulains et pouliches, âgés d'un an et au-delà.

Espèce porcine, verrats et truies.

Espèce ovine, béliers et brebis.

Basse-cour.

Les exposants doivent se faire inscrire jusqu'au 1^{er} mai (prolongé au 9 mai) chez le préfet ou au comité

agricole du district, en indiquant l'âge, la race, le signalement de l'animal à exposer.

Les jurys sont pris dans les différentes parties du Canton.

Les jurys ont le droit de faire des virements dans les primes mentionnées au programme, dans le cas où, faute de sujets dignes d'être primés, les primes ne leur sembleraient pas devoir être toutes appliquées. Ces virements devront être soumis à l'approbation du Comité.

Il ne sera délivré, le jour du concours, que des diplômes pour les reproducteurs primés ; les primes décernées ne seront payées que le 1^{er} octobre suivant, sur présentation d'une déclaration de l'inspecteur du bétail, contresignée par le président de la commune, constatant que les dits animaux ont été employés à la reproduction jusqu'à cette époque.

Les exposants domiciliés à 6 lieues de distance et au-delà, qui arrivent le 21 mai et dont les animaux auront reçu des primes ou des mentions honorables, percevront une indemnité de déplacement.

La Société d'agriculture tient à la disposition des exposants des écuries où ils pourront loger gratuitement du 21 au 23 mai, le bétail qu'ils auront amené pour le concours.

La compagnie du chemin de fer, sur la demande de la Société d'agriculture, accorde une réduction du 50 % sur les billets de voyageur aller et retour, valables les 21, 22 et 23 mai, en outre une diminution sur les transports, équivalant au retour gratuit.

Les opérations du concours sont réglées comme suit :

21 mai : Réception et installation des animaux dans les écuries.

22 mai : 6 heures du matin : Réception et classement des animaux sur l'emplacement du concours, Avenue du couchant.

Dès 8 heures matin : Opérations des jurys.

Midi : Banquet.

2 heures après-midi : Distribution des prix sur la Place d'armes.

Après la distribution des prix, foire des animaux exposés.

Les commissaires du concours sont MM. Calpini, commandant, et Dénériaz Victor.

Résultat du concours

Il a été présenté 413 animaux ; une aussi forte fréquentation dépassait toute attente.

A) *Espèce chevaline* :

Etalons 7 présentés, 4 primés, pas de mention hon.

Juments 16 » 3 » 3 » »

Poulains et

pouliches 22 » 3 » 3 » »

Observations : Le concours de l'espèce chevaline a laissé beaucoup à désirer ; on signale cependant quelques beaux sujets.

B) *Espèce bovine* :

1^{re} Catégorie, race d'Hérens et analogues :

Taureaux, 33 présentés, 5 primés, 4 mentions honor.

Vaches, 85 présentées, 8 primées, 15 mentions hon.
Génisses, 30 » 6 » 20 » »

Observations : Le jury a remarqué qu'en général les taureaux de la race d'Hérens laissaient à désirer; cela tient à ce qu'on les emploie trop tôt à la reproduction; traces de croisement; plusieurs n'étaient pas même présentables.

Les vaches présentaient, en général, des qualités sur le développement des formes, soit en grandeur, soit en beauté, par contre les qualités laitières laissaient à désirer. Un défaut qui a été constaté, c'est la défecuosité à la naissance de la queue qui est trop relevée et donne un aspect disgracieux à l'animal.

Les génisses ont été trouvées satisfaisantes.

2^{me} Catégorie, races de Lœtschen, Illiez et analogues :

Taureaux, 8 présentés, 2 primés, pas de mentions hon.

(un prix non mérité, à reverser sur les vaches)

Vaches, 37 présentées, 6 primées, 3 mentions honor.

Génisses, 10 » 4 » 1 » »

3^{me} Catégorie, race de Conches et analogues :

Taureaux, 10 présentés, 3 primés, 1 mention honor.

Vaches, 16 » 4 » 1 » »

Génisses, 17 » 5 » 2 » »

Observations : Le jury regrette que la race de Conches ait été peu représentée dans les mâles; les échantillons produits laissaient à désirer. Les vaches ne se distinguaient pas par leurs formes, mais les qualités laitières étaient bien caractérisées.

C) Espèce porcine :

Verrats, 9 présentés, 4 primés, 4 mentions honorables
Truies, 20 » 6 » 4 » »

Observations : Le jury reconnaît que l'entretien des animaux qu'il a eu à examiner était bon. Il recommande d'une manière particulière la race Yorkshire.

D) Espèce ovine :

Béliers, 14 présentés, 5 primés, pas de mention honor.
Brebis, 9 » 4 » » » »

Observations : Le jury regrette d'avoir eu à constater un état de dépérissement dans l'espèce ovine qui manque d'un entretien et d'une alimentation suffisante.

E) Basse-cour :

20 prix, 6 mentions honorables.

Malgré les critiques nombreuses au sujet des vaches-reines, les propriétaires des plus fameuses d'entre elles n'auraient pas été satisfaits s'ils n'avaient pu clôturer la fête par un combat de reines, qu'ils organisèrent sur la Place d'armes.

Le rapport sur le concours constate la pleine réussite de l'œuvre. C'est aussi l'impression de M. Auberson, président de la Société romande, qui a assisté au concours et qui adresse au Comité ses félicitations sincères pour son beau succès.

Concours préparatoire de produits agricoles

Le concours du bétail est à peine terminé que déjà le Comité doit prendre ses dispositions, en vue du concours préparatoire embrassant tous les produits de la terre et de l'industrie agricole dans le Canton,

qu'elle organise pour les 18 et 19 septembre suivant, avec le bienveillant appui de l'Etat. La Société discute et approuve le programme arrêté par le Comité sans y apporter de modifications importantes.

Une somme de 700 fr. sera affectée pour les récompenses.

Les produits exposés sont classés en trois divisions principales :

1^{re} Produits de la terre ; 2^{me} Industrie agricole proprement dite ; 3^{me} Instruments et outils aratoires.

I Division : Produits de la terre

1^{er} Concours - Vins fins du Valais, blancs et rouges. 30 fr. en trois prix.

2^e Concours - Vins ordinaires du Valais blancs et rouges. 50 fr. en quatre prix.

3^e Concours - Raisins. 30 fr. en trois prix.

4^e Concours - Tous les produits des champs et des prés, céréales, graines oléagineuses, pommes de terre, etc. 100 fr. en dix prix.

5^e Concours - Légumes, plantes potagères et horticoles, de toutes variétés. 50 fr. en huit prix.

6^e Concours - Fruits de toutes variétés. 50 fr. en huit prix.

7^e Concours - Fleurs en vase, bouquets, fleurs coupées, corbeilles et jardinières. 20 fr. en trois prix.

8^e Concours - Barbues pour plantations de vignes, arbustes et produits de pépinière. 50 fr. en huit prix.

II Division : Industrie agricole

9^e Concours - Fromages gras et maigres de toutes

qualités, beurres et tous autres produits d'alpage et de laiterie. 70 fr. en huit prix.

10^e Concours - Produits de l'agriculture, produits conservés, pailles tressées ou façonnées, les laines, les chanvres, les lins filés ou tissés. 50 fr. en six prix.

*III Division : Instruments aratoires et outils
utiles à l'agriculture*

11^e Concours - Charrues, herse, rouleaux, fouilleuses, appareils de distillerie et de dessiccation des fruits, outils d'agriculture, d'arboriculture et d'horticulture, fourches, rateaux, chars, harnais etc. 100 fr. en huit prix.

Il sera décerné en plus 5 prix d'honneur de 10 fr. pour collection.

Dans chaque concours il pourra être accordé des mentions honorables.

MM. Mce de la Pierre, et Mce Gard sont désignés pour remplir les fonctions de Commissaires généraux.

Les jurys pourront opérer des virements, dans le cas où les primes à décerner à une catégorie ne leur sembleraient pas méritées ; ils peuvent les reporter sur une autre, avec l'approbation du Comité.

Une loterie d'instruments agricoles et des autres produits exposés sera organisée durant l'exposition par les soins du Comité.

Opération du Concours

17 septembre - Classement des instruments et des produits au théâtre.

18 septembre - Opérations du jury, de 7 à 12 h.

A 1 heure, ouverture de l'exposition, entrée gratuite. Concert.

19 septembre - Ouverture gratuite de l'exposition, dès 8 heures du matin. - Concert. - A 4 heures, distribution des prix aux exposants, aux vigneronns et aux élèves qui ont suivi les cours de viticulture.

Observations : L'exposition a réussi au-delà de toute attente ; on a compté près de sept cents exposants, aussi l'emplacement était-il insuffisant. Les produits ont dû être amoncelés, entassés sur les tables, mais ils l'ont été avec beaucoup de goût par le soin des dames, et se présentaient admirablement bien. Le jury a dû procéder en gros dans l'encombrement des objets exposés, vu l'exiguïté du temps consacré à cette besogne. Affluence énorme de visiteurs.

**Exposition Suisse de Sion remise de 1869 à 1870
et de nouveau renvoyée**

Exposition générale suisse pour les animaux et les produits ; internationale pour les instruments et les machines.

Heureuse d'avoir conduit à bon terme, dans le courant de l'année 1869, les deux concours préparatoires, la Société d'agriculture de Sion, entourée de la sympathie de toute la population sédunoise, et confiante en l'appui financier et moral de la Confédération, du Canton et de la Ville, reprend avec une nouvelle ardeur, sous les auspices de la Société d'agriculture de la Suisse romande, l'œuvre de l'exposition que les calamités survenues en 1868, l'avaient forcée d'abandonner.

M. Mce de la Pierre qui a bien voulu accepter la charge de commissaire général, a comme adjoints MM. Mce Gard et V. Dénériaz.

Le 19 décembre 1869, on constitue le Comité local de l'exposition qui est divisé en 34 commissions :

1. Commissariat général.
2. Finances.
3. Police intérieure de l'exposition.
4. Police de la ville.
5. Comité de réception.
6. Espèce chevaline.
7. Espèce bovine.
8. Espèce porcine.
9. Espèce ovine.
10. Basse-cour.
11. Instruments d'extérieur.
12. Instruments d'intérieur.
13. Grande culture.
14. Jardinage.
15. Fruits.
16. Fleurs.
17. Vins.
18. Fourrages et litières.
19. Produits fabriqués.
20. Eaux et constructions.
21. Ornementation.
22. Logements.
23. Cantine.
24. Banquets.
25. Musique.

26. Bureau.
27. Laiterie.
28. Essai des instruments.
29. Réception des objets et colis à la gare, et classement dans les locaux divers.
30. Bureau de vente.
31. Comité de rédaction.
32. Comité spécial.
33. Commissaires cantonaux.
34. Comité des dames pour ornementation.

Dans chaque district, on constitue un Comité de district composé de trois membres.

Voici en quels termes la Société romande d'agriculture annonçait l'exposition aux Etats confédérés :

« Nous avons l'honneur de vous faire parvenir les premiers exemplaires du programme de notre prochain concours agricole ».

« Ce sont là nos prémices que nous vous offrons affectueusement ».

« Ainsi que vous pouvez vous convaincre par la lecture de cet avis officiel, la somme de dix sept mille francs est, dès maintenant, consacrée à l'ensemble des prix de l'exposition ».

« Celle-ci embrassera tous les produits et les animaux de provenance suisse ; l'exposition est ouverte aux instruments et aux machines, sans aucune distinction de nationalité ou d'origine ».

« Il est donc de l'intérêt de tous les Etats confédérés, nous disons plus, de leur dignité que l'exhibition et l'étude comparative des objets à présenter

soient facilitées et rendues aussi complètes que possible ».

« Le Valais a, pour la première fois, l'avantage d'offrir, en pareille circonstance, une main cordialement fraternelle à ses fidèles et chers Confédérés ».

« C'est vous dire, très honorés Messieurs, qu'il éprouve le pressant et le profond besoin de resserrer de plus en plus les liens qui le rattachent à la bien aimée patrie ! qu'il entend s'initier aux progrès réalisés tout autour de lui et y prendre une part aussi fructueuse que persévérante ».

« Dans ce but, il importe que chacun, dans les limites de sa sphère d'action, contribue au développement et au succès de l'œuvre patriotique ».

« Pour les exposants du dehors et les plus éloignés en particulier, il faut que l'on puisse offrir une rémunération convenable, sinon on le tient forcément à l'écart, et le résultat du concours est subordonné d'une manière indubitable à la participation des producteurs et des produits, ainsi que du public en général ».

L'art. 14 du programme porte : « La somme de 2500 fr., est mise à la disposition des Jurys, pour être distribuée en médailles et en argent, en récompenses aux produits qui mériteront des distinctions ».

« La somme de 17000 fr. est dès maintenant consacrée à l'ensemble des prix du concours de Sion. Cette somme pourra être augmentée en raison du nombre des animaux et des objets exposés, ainsi que des fonds dont la Société pourra disposer dans ce but, au moment de l'exposition, de la même manière qu'elle

l'a fait dans ses précédents concours. Indépendamment des prix fixés ci-dessus, il sera décerné, s'il y a lieu, des médailles, classifiées selon leur valeur, et des mentions honorables avec argent, aux animaux et aux produits qui seront jugés dignes de ces récompenses selon l'appréciation du Jury ».

« Il dépendra naturellement de tous ceux qui s'intéressent aux améliorations agricoles, soit par état, soit par leur position officielle, soit par leurs sympathies, soit par leur dévouement à la chose publique, de procurer les moyens les plus efficaces de combler les lacunes et appliquer le plus largement que faire se pourra cette disposition éventuelle de l'article 14 adoptée et insérée expressément en vue de fortifier et de stimuler, selon leur mérite, les éleveurs et les cultivateurs, qui sont entrés dans la voie d'un progrès digne d'encouragements ».

« En dehors du subside fédéral, nous avons obtenu jusqu'ici, avant toute réclame basée sur l'organisation du concours, quelques subventions qui allègent la marche épineuse du Comité ».

« Ainsi : l'Etat du Valais a voté un crédit de 6000 fr. ; la Société de la Suisse romande, 2000 fr. ; la Municipalité de Sion, 3000 fr. ; la Bourgeoisie de Sion, une concession de 1800 plantes de bois pour construction ; la Société des Arts à Genève, 40 fr. ; un des petits districts du Valais, Conthey, 300 fr. ; le district de Martigny, 800 fr. ; les communes rurales de Sion, 300 fr. »

« Le Valais est composé de 14 districts, administrativement parlant. De tous côtés, on nous annonce que les Comités agricoles se constituent sous de bons auspices ».

« C'est une œuvre nationale que nous avons entreprise, à nos périls et risques ».

« Le Valais a été choisi par la Société d'agriculture de la Suisse romande pour la grande exposition de 1870, parce que ce Canton est au nombre des Etats confédérés qui n'ont jamais eu l'avantage de profiter jusqu'ici, vu leur position topographique, des joûtes et des réunions nationales organisées en vue de tracer au campagnard une marche agricole conforme à ses besoins. Les inondations périodiques ont placé le Valais dans une impasse dont il ne pourra sortir qu'avec beaucoup d'intelligence, d'union et de courage ».

« Le Valaisan a la forte volonté du montagnard suisse; il faut que l'on procure au cultivateur les moyens d'appliquer les méthodes de culture les plus rationnelles, les plus profitables sur un terrain véritablement pratique. L'examen approfondi des résultats obtenus sur les animaux et les produits, l'enseignement mutuel et journalier entre cultivateurs, tels sont les grands moyens qui ont produit partout ailleurs les fruits les plus heureux sur le terrain agricole ».

« Les pouvoirs publics on fait preuve de leurs excellentes dispositions : le peuple s'y associe. ».

« L'appui vraiment précieux des Etats confédérés ne nous fera pas défaut non plus, nous en avons la confiance la plus intime ».

« La devise éminemment suisse : *Un pour tous, tous pour un*, est une de ces grandes vérités pratiques que nous proclamerons les uns et les autres et constamment avec bonheur ».

« Nous ne doutons pas que votre Gouvernement s'associera à nos efforts ; qu'il donnera à notre programme la publicité la plus large et la plus bienveillante et qu'il engagera les cultivateurs à participer activement au prochain concours agricole ».

« Au revoir, du 7 au 12 septembre 1870, chers et fidèles Confédérés. Nous aurons le plaisir de vous y convier par des cartes spéciales ».

« Veuillez agréer, etc. ».

« Pour la Société d'agriculture de la Suisse romande :

Le Président :

(signé) A. DE TORRENTÉ ».

L'Autorité fédérale a répondu comme suit à cette invitation :

« La Chancellerie de la Confédération suisse au Comité de la Société d'agriculture de la Suisse romande, à Sion ».

« *Messieurs,*

« Le Conseil fédéral a reçu avec la lettre que vous lui avez adressée le 7 courant, 24 exemplaires du programme relatif à la prochaine *Exposition agricole de 1870*, qui aura lieu, à Sion, par les soins de la Société romande d'agriculture ».

« C'est avec une vive satisfaction qu'il a pris connaissance de cette lettre, dictée par le plus pur patriotisme, et il a chargé la Chancellerie soussignée

de vous remercier, Messieurs, des sentiments que vous lui exprimez, ainsi que de la gracieuse invitation d'assister à cette belle fête nationale, invitation qu'il accepte avec le plus grand plaisir et à laquelle il donnera suite dans la mesure du possible ».

« En s'acquittant de cette commission, la Chancellerie soussignée a l'honneur de vous assurer, Messieurs, de sa considération très distinguée ».

« Au nom de la Chancellerie fédérale :

Le Chancelier de la Confédération
(signé) SCHIESS ».

Les premiers jours de janvier 1870, le Comité local discute le programme proposé par le Comité central de Lausanne, auquel on le retourne avec prière d'y apporter quelques modifications.

On prend aussi des dispositions pour les constructions d'écuries, grands couverts, couverts latéraux, clôtures qui nécessiteront, suivant estimation de Mr l'architecte de Kalbermatten, 40000 pieds de bois ronds et 60722 pieds de planches.

L'exploitation des bois accordés par la Bourgeoisie, à prendre à Thyon, est adjugée pour 1 fr. 08 la plante, celle de Daillet à 0.90 cent, le tout rendu à la Planta.

Le 18 avril, on approuve le cahier des charges relatif aux constructions élaboré par MM. Clo, ingénieur, et de Kalbermatten, architecte; les travaux devront commencer pour le 1^{er} juillet, au plus tard, et être achevés pour le 15 août. L'entrepreneur fournira un cautionnement de 5000 frs. Les bois accordés par la Bourgeoisie seront remis à l'entrepreneur pour la valeur

qui est attribuée au don de la Bourgeoisie, à laquelle sont ajoutés les frais d'exploitation, soit au total pour 4700 fr.

On décide aussi la construction d'une cantine, qui est l'inséparable de toute fête suisse ; elle sera établie au midi de tout le prolongement du jardin de l'Evêché, faisant face à la Place d'armes ; sa longueur, du levant au couchant, sera de 100 pieds et sa largeur de 50 pieds. L'Evêché fournit avec empressement la cave et l'emplacement pour la cuisine. On met encore au concours la construction du buffet à l'intérieur de l'exposition. Le cahier des charges pour l'exploitation de la cantine et du buffet est adopté. Il en est de même de celui pour les fournitures de fourrages et de litière. On est aussi en tractation avec différents corps de musique.

Au milieu de tous ces préparatifs, au commencement de juillet, la rumeur se répand que la fièvre aphteuse sévit sur le bétail dans quelques communes du Haut et du Bas Valais.

Cette rumeur n'est que trop vraie. Déjà l'on agite la question de l'ajournement à une autre année. Et les préparatifs qui sont si avancés ! et les frais d'installations, il faudrait les recommencer une autre année ! Et les nouvelles de la participation au concours de la Suisse romande comme de la Suisse allemande, de l'étranger même, qui s'annonçaient des meilleures !

Peut-être pourrait-on enrayer le mal ?

Telles sont les questions que l'on se pose anxieux, et auxquelles une commission de vétérinaires vaudois

et valaisans, consultés par le Département de l'Intérieur du Valais, ne tarde pas à donner, le 7 juillet, la solution la seule applicable :

Différentes causes, explique-t-elle, ont amené une malignité réelle dans cette affection qui était bénigne à son apparition en plaine. Elle déclare, qu'en raison de la forme grave que la maladie a prise dans les montagnes, il n'y a pas d'autre alternative que d'ajourner l'exposition, ou au moins de supprimer le concours du bétail. Bravement, on en prend son parti.

Sur ces entrefaites, survint la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne.

On suspend les travaux, en attendant toute décision du Comité central. On est unanime pour ajourner l'exposition et l'on arrête les mesures que dictent les circonstances. On en donne avis dans divers journaux suisses. Puis le Comité local procède à la liquidation du fourrage et des avoines ; il résilie le contrat avec les entrepreneurs des constructions qui demandent 14000 fr. de dédit. Le Comité trouve la proposition de l'entreprise exorbitante ; ses journées et dépenses ascendant à fr. 6917.65, il propose d'allouer le 10 % comme indemnité, soit fr. 691.75, et au total fr. 7609.40, que les entrepreneurs ont le bon esprit de finir par accepter. On prend les mesures de conservation des bois, planches et travaux, qui pourront être utilisés l'année suivante.

Exposition de Sion du 19 au 24 septembre 1871

Le 10 mars 1871, la commission locale que deux ans d'attente et deux renvois successifs, imposés par les circonstances, n'ont pu lasser, reprend avec une nouvelle ardeur la série de ses travaux. Si le succès de l'exposition ne devait dépendre que de sa volonté énergique, il serait assuré.

Cependant, des bruits alarmants de maladie du bétail circulent de nouveau ; mais cette fois il ne peut plus être question de renvoi, dût-on ne pas voir figurer le bétail au concours, éventualité qui serait fort regrettable. Du reste, les bâtiments, construits pour une durée de 6 mois, ne seraient probablement plus assez solides pour une autre année. Les travaux avancent normalement ; les subventions et les souscriptions ascendent à un joli chiffre. C'est le moment pour la commission de rédaction, dont font partie les représentants de la presse valaisanne, d'entrer en campagne : elle a pour mission d'attirer l'attention des populations sur l'exposition, non seulement dans les journaux locaux, mais dans ceux de la Suisse, et même de l'étranger.

L'exposition est définitivement fixée du 19 au 24 septembre. Elle est ouverte à toutes les branches de l'agriculture et de l'horticulture, dans l'ordre suivant :

- 1^{re} Classe : *Espèce chevaline.*
- 2^e » *Espèce bovine.*
- 3^e » *Petit bétail.*

4^e Classe: *Basse-cour.*

5^e » *Instruments.*

6^e » *Produits du sol.*

Sont admis à concourir dans toutes les classes les animaux, instruments et produits appartenant à des personnes domiciliées en Suisse, sans distinction de canton. Sont aussi admis à concourir les instruments provenant de l'étranger, quelle que soit la nationalité de l'exposant.

Classifications et récompenses

Première classe : *Espèce chevaline.*

1^{re} Catégorie: *Chevaux reproducteurs de service agricole.*

1^{re} Section, Mâles de 3 ans et au-dessus, présentés 20.

2^e » Femelles pleines ou suitées » 27.

3^e » Elèves mâles et femelles de
moins de 3 ans » 19.

2^e Catégorie: *Mulets.*

1^{re} Section, Etalons-baudets de 3 ans et
au-dessus présentés 2.

2^e » Mulets et mules élevés en
Suisse, de 3 ans et au-dessus » 15.

3^e » Mulets et mules élevés en
Suisse, de moins de 3 ans » 4.

Le somme des prix destinés à l'espèce chevaline est fixée à 2800 fr.

Deuxième classe : *Espèce bovine.*

1^{re} Catégorie: *Grandes races tachetées.*

Mâles de 12 mois et au-dessus, présentés 16.

1^{re} Section, Vaches portantes ou à lait » 38.

2^e » Génisses de 3 ans au plus » 9.

2^e Catégorie : *Grandes races brunes.*

Mâles de 12 mois et au-dessus, présentés 7.

1^{re} Section, Vaches portantes ou à lait . » 12.2^e » Génisses de 3 ans au plus . » 11.3^e Catégorie :*Petites races brunes* (Oberhasli, Conches et analogues).

Mâles de 12 mois et au-dessus, présentés 13.

1^{re} Section, Femelles portantes ou à lait » 19.2^e » Génisses de 3 ans au plus . » 11.4^e Catégorie :*Petites races de montagne* (Hérens et analogues)

Mâles de 12 mois et au-dessus, présentés 30.

1^{re} Section, Femelles portantes ou à lait » 119.2^e » Génisses de 3 ans et au-dessus » 52.5^e Catégorie :*Petites races tachetées* (Illiez, Ormonts, Lötschen et analogues).

Mâles de 12 mois et au-dessus, présentés 14.

1^{re} Section, Femelles portantes ou à lait » 60.2^e » Génisses de 3 ans au plus » 30.

La somme des prix destinés à l'espèce bovine est fixée à 6600 fr.

Troisième Classe : *Petit bétail.*1^{re} Catégorie : *Espèce porcine.*1^{re} Section, Races anglaises . . . présentés 11 lots.2^e » Races du pays ou croisées » 13 »2^e Catégorie : *Espèce ovine*, présentés 42 lots.

La somme des prix destinés au petit bétail est fixée à 1200 fr.

Quatrième classe : *Basse-cour.*

59 lots en 12 numéros présentés.

La somme de 300 fr. est mise à la disposition du jury pour être distribuée en récompenses.

Cinquième classe : *Instruments.*

1^{re} Catégorie : *Pour travaux d'extérieur*, 38 numéros présentés.

2^e » *Pour travaux d'intérieur*, 339 numéros présentés.

La somme de 2000 fr. est mise à la disposition du jury, pour être distribuée en récompenses.

Sixième Classe : *Produits du sol.*

1^{re} Catégorie : Les plantes alimentaires fourragères et industrielles, 248 numéros présentés.

2^e » Les fruits de toutes espèces et variétés, 94 lots présentés.

3^e » Les produits de fabrication agricole, 178 lots présentés.

Les vins et liqueurs, 400 lots présentés.

4^e » Les fleurs . . . 21 » »

La somme de 2500 fr. est mise à la disposition du jury, pour être distribuée en récompenses.

Les animaux devront être amenés à l'exposition le 20 septembre, les instruments et produits le 15 septembre, les fleurs, fruits et plantes potagères, le 19 septembre.

Opérations du Concours

19 septembre — Classement des instruments et des produits.

20 septembre — Réception des animaux et classement des plantes potagères, fruits, fleurs. Opérations des jurys d'instruments.

21 septembre — Opérations de tous les jurys. Ouverture de l'exposition, dès 1 h. de l'après-midi.

22, 23 et 24 septembre — Ouverture de l'exposition, dès 8 h. du matin.

22 septembre — Courses de chevaux au trot, attelés et montés, sur la route de Sion-Bramois, de 1 h. à 4 h. après-midi, et épreuves de force.

23 septembre — Distribution des prix, à 2 h. après-midi.

L'exposition agricole de Sion dans son ensemble devait plaire par le caractère agreste et rustique qui la distinguait de toutes ses devancières et qui est le vrai caractère des expositions de ce genre.

Malheureusement le temps se maintint constamment à la pluie.

Les correspondants des journaux qui l'ont visitée, à part quelques remarques qui concernent l'inclémence du temps, ne tarissent pas de louanges. Nous extrayons les renseignements suivants d'une lettre qu'un bienveillant correspondant adresse à la *Gazette de Lausanne* :

« L'ouverture de l'exposition a eu lieu à l'heure indiquée dans le programme, par une pluie torrentielle. C'est grand dommage, car le regard reste émerveillé devant cette profusion de richesses agricoles et cet

arrangement si simple et en même temps si gracieux et si intelligent. Le Valais, il faut l'avouer, a fait tout ce qu'il lui était possible de faire pour donner du relief à ce concours ». Suit une gracieuse description de l'emplacement du concours et des objets exposés, que le cadre étroit de cet ouvrage oblige à restreindre à un résumé aride.

L'exposition est installée au nord de la Place d'armes; l'entrée du parc est flanquée de deux châteaux agrestes, reliés entre eux par un arc de triomphe aux emblèmes de l'agriculture; la première enceinte figure un jardin étoilé de massifs de fleurs. Les fruits, les vins, tous les produits de la terre et de l'industrie sont soigneusement classés dans une galerie couverte, disposée en fer de cheval. On s'arrête à admirer le coloris et le développement des fruits du Valais. En face, sur une verte pelouse sont étalées les machines agricoles. Parallèlement à cette prairie, s'alignent sur deux rangées les boxes de la galerie réservée aux animaux. Non loin de là est édifié un chalet de la Gruyère, habité par des Armaillis, qui sont employés à la fabrication du fromage.

La Place d'armes est occupée par la Cantine, et par les nombreuses attractions foraines de tous genres qui la couvrent de baraques de toile.

Dans l'un ou l'autre journal, les vins du Valais sont l'objet d'éloges, mais, en même temps, d'une critique juste et raisonnée. Les viticulteurs valaisans, écrit l'un, ont un grand tort: c'est de cultiver cinquante espèces de vignes, au lieu de s'en tenir à

celles qui réussissent particulièrement dans la vallée du Rhône. Tous les vins du globe, depuis le Muscat au Johannisberg, depuis l'Humagne au Lacryma-Christi, croissent dans les vignobles valaisans. Cette variété peut donner une haute idée des miracles que le soleil opère en Valais, mais elle n'est pas pratique. Le critique conseille de renoncer à cette manie d'amateurs et non de vigneron.

Dans l'*Union libérale de Neuchâtel*, le correspondant renonce à énumérer toutes les espèces de vins du Valais exposés ; chaque propriétaire se pique d'avoir une espèce particulière. Certains vins ont fait les délices de plus d'un connaisseur neuchâtelois, et l'un deux voyait déjà poindre à l'horizon une concurrence redoutable, lorsque la culture de la vigne aura fait les progrès que l'on remarque sur les coteaux des environs de Sion. Les Valaisans, ajoute-t-il, espèrent rivaliser un jour avec Yverne, dont ils cultivent le plant à la manière vaudoise, sous le nom de *fendant*, mais, jusqu'ici, ce vin n'a pas encore conquis sa place sur notre marché suisse. Quoiqu'il en soit, le raisin parfaitement mûr ici, s'expédie en quantités considérables dans les cantons allemands et l'industrie vinicole paraît avoir un grand avenir en Valais.

Terminons les citations par le discours prononcé par Mr Dubs, Président de la Confédération, au banquet officiel, le 24 septembre, qui est des plus flatteurs.

« Je viens d'une des plus grandes villes de l'Italie; une exposition générale de fruits et de produits de toute espèce y a eu lieu et j'ai eu l'avantage de l'étudier

dans ses détails. Je suis heureux de pouvoir vous dire, aujourd'hui, sans aucun détour : l'exposition de Sion concourt avec honneur, elle rivalise de beauté avec celle de Turin, sous beaucoup de rapports, et elle dépasse notamment cette dernière par la qualité d'une foule de ses produits. Je rends hommage au Valais, aux promoteurs de Sion et de la Suisse romande en particulier, qui ont inauguré cette remarquable ère de rénovation ».

Compte général de l'exposition

Recettes

Subventions de la Confédération, des Cantons et Districts du Valais	Fr. 28740.—
Du Bureau de la Société d'agriculture de la Suisse romande, sur un subside de 6000 fr. de la Confédération »	4050.—
Souscriptions dans les Cantons romands »	3269.30
Dons de Sociétés »	2680.—
Dons de divers »	637.20
Entrée à l'Exposition »	7296.28
Location de places à la Place d'armes »	750.45
Logements »	2182.10
Vente de fourrages »	5732.22
Produit des bâtiments, locations, vente de planches, bois, etc. »	6823.90
Ventes diverses, programmes, fleurs, etc. . . . »	2630.62
Solde en caisse »	154.27

A reporter Fr. 64946.34

Report Fr. 64946.34

Déficit du concours, soldé en partie par
la Caisse de la Société d'agriculture de
la Suisse romande et en partie par le
Département fédéral de l'Agriculture » 4354.79

Total des recettes . Fr. 69301.13

Dépenses

Primes Fr. 16628.28 }
Médailles » 2200.— } Fr. 18828.28

Constructions » 22816.38

Impressions » 3683.79

Musique » 1351.85

Jurys » 2698.70

Etablissement de fontaines, canalisations
(sont compris dans les prestations de
la Municipalité de Sion).

Décors, ornementation » 3210.23

Bureaux » 2285.07

Locations, indemnités » 1243.10

Location et achat d'ustensiles » 508.08

Services, gardiens, fromagers » 1193.60

Logements » 2353.15

Fourrages » 5220.28

Imprévus et divers » 3908.62

Total des dépenses . Fr. 69301.13

Exposition agricole suisse à Weinfelden du 5 au 14 octobre 1873

Le protocole de la Société sédunoise est muet sur cette exposition, à laquelle des propriétaires de Sion ont participé. Il leur a été décerné une médaille d'argent et une de bronze pour les vins et une prime de première classe pour collection de raisins.

Concours de jeune bétail, 1876

Bien que l'Etat reste presque étranger aux efforts qui se font pour l'amélioration de l'agriculture et des races de bétail, on peut dire que ces deux branches de notre économie nationale continuent à progresser, grâce au dévouement et au désintéressement des Sociétés d'agriculture. C'est ainsi que les Sociétés de Sion, Sierre et Martigny ont organisé à Sion, pour le 26 mai 1876, un concours des élèves de la race bovine, nés dès le 25 mai 1874 jusqu'au 1^{er} février 1876. Ce concours a réuni 188 animaux, et une somme de 500 fr. provenant de dons offerts par les districts et les particuliers, a été distribuée en récompenses.

(Extrait du Rapport de Gestion du Conseil d'Etat, pendant l'année 1886).

Exposition de Fribourg, 1877

Les Sociétés d'agriculture de Sierre, Sion et Martigny, avaient jugé opportun d'organiser dans ces trois localités, dans le courant de septembre, une exhibition préalable de fruits, dans l'intention d'en faire un choix

convenable pour les exposer collectivement à Fribourg et de dresser un catalogue des variétés les plus recommandées pour l'usage domestique et pour le commerce.

1243 lots de fruits furent recueillis et étalés à Sion; à Sierre, plus de 600 lots et à Martigny, y compris les fruits de Monthey, 1000 lots, soit près de 3000 lots, comprenant plus de 200 variétés de poires et 150 de pommes. Sur tous ces fruits, il fut fait un choix de 92 variétés de poires et 103 de pommes, qui furent exposées au concours agricole de Fribourg avec une belle collection de raisins, où ils obtinrent la plus haute distinction prévue dans le programme, soit un premier prix, avec une médaille de vermeil et 100 fr. en numéraire.

Concours des petites races bovines

les 23 et 24 mai 1879

Le Grand Conseil du Canton du Valais, ayant voté dans sa dernière session un crédit pour un concours en vue de l'amélioration des petites races bovines, les Sociétés d'agriculture consultées décidèrent que ce concours aurait lieu à Sion. La Confédération accordait de son côté une subvention. Les Chambres fédérales venaient d'adopter un postulat ainsi conçu :

« Le Conseil fédéral est invité à faire examiner par des experts la question de savoir si les petites races bovines suisses sont avantageuses pour les contrées où on les élève et, en cas d'affirmative, à présenter un rapport sur les voies et les moyens propres à améliorer les dites races ».

Mais pour le Valais, la question était loin de paraître douteuse. Le moment était donc venu pour les éleveurs de montrer ce que valaient ces petites races.

Le concours est organisé par la Société sédunoise d'agriculture, sous le patronage de la Société d'agriculture de la Suisse romande, avec l'appui bienveillant de la Confédération, de l'Etat et des sociétés agricoles du pays. Le concours a pour but de constater l'amélioration des races bovines du Valais et de procurer l'occasion à des experts compétents de faire une étude aussi complète que possible sur les avantages que présentent les petites races sous le rapport de la conformation, de la production laitière et de l'aptitude à l'engraissement.

M. Robert de Torrenté remplit les fonctions de commissaire général du concours.

Vu les ressources limitées, la plus grande simplicité préside à l'organisation du concours.

Les jurys sont formés de connaisseurs émérites, en majeure partie étrangers au Canton.

Le concours est divisé en trois catégories :

1^{re} Catégorie : *Concours des animaux au point de vue de la conformation.*

Race d'Hérens :

	Taureaux de 2 à 5 ans	Taureaux de 12 à 24 mois	Vaches	Génisses
présentés	31	10	80	93
primés	10	1	12	14
primes frs.	460	30	250	200

Race de Lötschen-Illiez :

	Taureaux de 2 à 5 ans	Taureaux de 12 à 24 mois	Vaches	Génisses
présentés	7	9	17	21
primés	4	4	5	4
primes	290	125	135	80

Race de Conches :

présentés	10	2	13	16
primés	10	2	5	5
primes frs.	290	85	135	105

Quelques mentions honorables avec 5 fr. ont été accordées.

2^e Catégorie : Production du lait.

Race d'Hérens : 3 vaches primées, 30 fr. de primes, 8 mentions honorables.

Race de Lötschen : 3 vaches primées, 30 fr. de primes, 2 mentions honorables.

Race de Conches : 3 vaches primées, 30 fr. de primes, 1 mention honorable.

3^e Catégorie : Animaux engraisés.

11 présentés, 4 primés, 100 fr. de primes, 1 mention honorable, 5 fr.

Le concours de Sion, au dire des experts, aurait été le premier concours des races bovines suisses où l'on essayât le lait au point de vue de la qualité.

Les essais de lait concernant le poids spécifique furent faits par le Lactodensimètre de Quevenne et, pour le pour cent de crème, on se servit du Crémomètre Chevalier. Mais pour intéressants que ces essais pouvaient être, il n'avaient rien de concluant,

les fatigues du voyage, une traite plus ou moins bien exécutée, la chaleur et le manque de repos, sont des facteurs qui devaient nécessairement influencer sur la qualité autant que sur la quantité du lait.

Quant aux proportions de grandeur des différentes parties du corps, voici les chiffres moyens obtenus ensuite d'une mensuration opérée chez les animaux primés.

Race :	Hauteur du corps	Longueur	Périmètre du thorax	Longueur de la tête	Largeur du front
A) HÉRENS					
Taureaux (mètre)	1,20	1,77	1,76	0,42	0,23
Vaches	1,27	2,04	1,85	0,43	0,21
Génisses	1,22	1,93	1,48	0,43	0,21
B) CONCHES					
Taureaux	1,22	1,83	1,70	0,47	0,24
Vaches	1,26	2,05	1,84	0,45	0,22
Génisses	1,19	1,87	1,71	0,44	0,21
Animaux engraisés des deux races					
Vaches et génisses	1,27	2,09	1,93	0,44	0,21

La race de Loetschen-Illiez rentrant dans la grande race tachetée suisse, aucune mensuration ne fut entreprise.

Les experts ont reconnu que la race d'Hérens formait une race spéciale et l'ont surtout appréciée parce qu'elle semble faite pour habiter les hautes montagnes.

Nota. — Les observations et conseils des jurys, servant de point de départ pour l'amélioration du bétail, sont renvoyés au chapitre qui traite de ce sujet.

Exposition agricole suisse à Lucerne du 29 septembre au 5 octobre 1881

Sur les instances de Mr J. M. de Chastonay, commissaire choisi pour représenter notre Canton à Lucerne, le Département de l'Intérieur avait élaboré un travail intitulé „ *Du mouvement agricole dans le Canton du Valais de 1873 à 1880* “ soit depuis l'exposition de Weinfelden. La Société sédunoise d'agriculture y apporta sa contribution en fournissant les rapports sur l'activité déployée, pendant cette période, par la section de viticulture et vinification et par la section chargée de l'amélioration des animaux de ferme, des laiteries et des alpages, qui sont reproduits dans cet ouvrage ; elle y a annexé les règlements des sections et différentes brochures qu'elle avait éditées.

Sur la proposition de la Société sédunoise, la Fédération agricole du Valais y prend part par une exposition collective de fruits du Valais, à laquelle participent les Sociétés d'agriculture de Sierre, Sion, Chamoson et Martigny. Mais, afin de faire un choix judicieux des fruits destinés à Lucerne, on organise une exhibition préparatoire de ces fruits qui a lieu à Martigny-Ville, du 22 au 24 septembre.

La Société sédunoise d'agriculture charge la section pour l'amélioration des animaux de ferme de faire son possible pour trouver un choix de sujets du type de la race d'Hérens, afin de les faire figurer à Lucerne.

L'exposition des raisins de Sion à Lucerne comprend plus de 40 variétés : les exposants sont la Société

d'agriculture, la Société vinicole, et des propriétaires de Sion. A cette occasion, la Société sédunoise d'agriculture dresse le Catalogue des différentes variétés de raisins qui y sont exposés ; il comprend 49 espèces de plants provenant tous du vignoble de Sion.

Un diplôme d'honneur, soit la plus haute distinction, pour collection de fruits, est décerné à la Fédération des Sociétés d'agriculture du Valais. Un exposant de Sion obtient une médaille d'argent pour fruits.

La Société sédunoise d'agriculture, section de viticulture, reçoit une médaille d'argent de 2^e classe et fr. 30 pour les raisins. Deux médailles de bronze, 30 fr. et une mention honorable sont attribués à des propriétaires de Sion pour des raisins. Les vins de Sion obtiennent 5 médailles d'argent et 9 de bronze.

8 primes de 3^e et 4^e classe sont accordées à la race d'Hérens. Celle-ci ayant été la seule race alpestre représentée, la question des petites races de montagne reste pendante. Dispositions peu favorables à la race d'Hérens.

Il n'est pas fait mention dans les récompenses de l'important travail exposé par le Département de l'Intérieur. Comme 4 cantons seulement et la Confédération avaient concouru, on ne jugea pas à propos de leur décerner une prime, pour ne pas froisser, paraît-il, les cantons qui n'avaient rien envoyé.

Exposition nationale suisse de Zürich inaugurée le 1 mai et clôturée le 1 octobre 1883

La Suisse célèbre cette année à Zürich sa grande Exposition nationale. C'est le cas plus que jamais de faire de nouveaux efforts pour présenter aux yeux de nos confédérés une image bien complète de l'arboriculture et de la viticulture valaisannes.

Il s'agit de maintenir et d'étendre encore la réputation si péniblement acquise de nos produits agricoles. C'est pour la quatrième fois que la Fédération des sociétés d'agriculture du Valais se permet d'adresser au public agricole un pressant appel en vue de la seconder dans son œuvre éminemment nationale.

En exécution d'un vote des sociétés fédérées, la Fédération participe collectivement au nom du pays à l'exposition des produits de l'arboriculture et de la viticulture. Dans le but de présenter une collection aussi complète et abondante que possible, le Comité de la Fédération avait décidé de réunir toutes les variétés de fruits conservés de 1882, les fruits d'été, en conserve dans des bocaux spéciaux, les fruits d'automne et une collection de raisins coupés et sur ceps. En vue de la classification technique des fruits et de la participation à l'Exposition de Zürich, une exhibition préparatoire des fruits et raisins est fixée aux 16 et 17 septembre, à Sion.

C'est à la Société sédunoise d'agriculture qu'incombe le soin de l'organiser. Les fruits seront classifiés par Mr Kraft, pomologue-expert, assisté de délégués des sociétés fédérées. Après l'exhibition préparatoire,

le catalogue des fruits et raisins sera définitivement arrêté et publié.

La collection de fruits exposés à Zürich comprend :

- 10 variétés de pommes conservées de 1882.
- 12 » » d'été.
- 171 » » d'automne et d'hiver.
- 16 » de poires d'été.
- 128 » de fruits d'automne et d'hiver.
- 49 » » à noyaux cerises, prunes etc.,
conservées dans des bocaux.

Dans la liste des jurys choisis par les Comités de la Fédération des Sociétés d'agriculture de la Suisse romande et de la Société d'agriculture de la Suisse allemande, figurent les noms de trois membres de la Société sédunoise d'agriculture, ce sont :

Mr Mce de la Pierre, pour les fruits et la viticulture ; Mr P. M. de Riedmatten, pour les vins et boissons spiritueuses ; Mr Furger, vétérinaire, pour la race bovine brune (bétail de montagne).

Un diplôme d'honneur a été décerné à la Fédération des Sociétés d'agriculture du Valais, pour sa collection de fruits, raisins, fruits conservés et pour la culture de la vigne.

Le premier des quatre diplômes d'honneur accordés pour les vins est obtenu par la Société vinicole de Sion. Les vins de Sion reçoivent encore une médaille de vermeil et 4 médailles d'argent.

Il est regrettable que les exposants valaisans n'aient pas été plus nombreux dans cette section ; car, détail

à noter, une récompense a été décernée à tous les exposants de vins du Valais.

Il paraîtrait, à lire certains journaux, que les nouveaux lauriers conquis par le Valais pour ses vins, auraient empêché quelques rivaux de dormir ; on aurait tenté de lui substituer dans l'opinion publique un rang inférieur à celui de tête que le jury lui avait accordé.

Exposition pomologique à Genève septembre 1883

A la demande de la Société d'horticulture de Genève qui organise cette exposition, la Société sédunoise décide d'y participer ; elle y envoie une collection de fruits qui est classée *hors concours*.

V Exposition suisse d'agriculture à Neuchâtel du 11 au 20 septembre 1887

Les desiderata formulés par les sociétés d'agriculture au sein de l'Association agricole du Valais, au sujet de la participation à l'Exposition de Neuchâtel marquent une grande divergence entre elles. Tandis que les délégués de Sion, remplissant leur mission, expriment le désir que les fruits du Valais soient exposés collectivement par la Fédération, que les vins, par contre, fassent l'objet d'une collection par district, et que l'Etat veuille bien se charger de l'organisation du bétail de montagne, les délégués de Martigny manifestent l'intention de concourir isolément. Cela étant, comme l'entente ne parvenait pas à s'établir entre

les sociétés, Sion prit ses mesures pour exposer isolément une collection de fruits et une collection de vins du district de Sion. Cependant, sur la demande des sociétés d'agriculture de la partie supérieure du Canton, le Département de l'Intérieur invita la Société sédunoise d'agriculture à se faire représenter à une réunion convoquée par lui, dans le but de provoquer une entente, en vue de l'Exposition de Neuchâtel, entre toutes les sociétés d'agriculture qui constituent la Fédération valaisanne. A cette réunion, les délégués de Sion promirent la participation de la société qu'ils représentaient pour une exposition des fruits et des vins à Neuchâtel, sous certaines conditions, dont la principale était que les sociétés qui ne prendraient point part à cette exposition collective des fruits et des vins du Valais soient exclues de la Fédération valaisanne.

Les conditions posées par la Société sédunoise étant admises par les autres sociétés, les délégués arrêtent en principe que les sociétés concourront comme Association valaisanne pour un prix unique, mais que chacune d'elle expédiera sa collection séparément et que les collections resteront distinctes, au local de l'exposition sous une seule et même devise.

Le Bureau de l'Association est chargé de prendre toutes les mesures relatives à l'organisation de l'exposition collective des fruits et des vins.

La Société sédunoise d'agriculture invite ses sections d'arboriculture et de viticulture à se mettre sérieusement à l'œuvre, afin qu'à Neuchâtel, Sion

apporte son tribut de fruits et de vins et contribue pour une large part à la réussite de l'entreprise.

La collecte des fruits et des vins et surtout la préparation de ceux-ci est une tâche astreignante et délicate, mais ce n'était pas en vain qu'appel était fait au dévouement de ces deux sections et spécialement de ceux qui les dirigeaient.

La section de viticulture parvint à recueillir pour être exposées, les séries de vins suivantes :

Fendant	.	10 années de 1877 à 1886,	40 bouteilles
Humagne	.	5 » 1880 » 1886,	20 »
Muscat	.	3 » 1884 » 1886,	12 »
Muscat flétri		1 »	4 »
Amigne	.	7 » 1880 » 1886,	28 »
Arvine	.	5 » 1882 » 1886,	20 »
Ermitage	.	5 » 1882 » 1886,	20 »
Johannisberg		7 » 1880 » 1886,	28 »
Malvoisie	.	7 » 1880 » 1886,	40 »
Malvoisie flétrie		1 »	4 »
Rhin	.	7 » 1880 » 1886,	28 »
Bordeaux		3 » 1884 » 1886,	12 »
Bourgogne		5 » 1882 » 1886,	28 »
Cortaillod	.	5 » 1880 » 1886,	20 »
Dôle	.	7 » 1880 » 1886,	28 »
Rouge du pays		5 » 1882 » 1886,	20 »

Total 352 bouteilles

**Tableau comparatif du nombre de bouteilles de vins
exposées à Neuchâtel par les districts de**

Vins blancs	Loèche	Sierre	Sion	Conthey	Martigny	Total
Fendant	16	16	40	16	32	120
Humagne			20	12		32
Muscat	4	16	16	8		44
Rèze		12		12		24
Amigne			28	35		63
Arvine			20	12	48	80
(Coquimpey) Arvine					24	24
(La Marque) Arvine					24	24
Ermitage			20			20
Glacier (rèze) . . .		20				20
Johannisberg			28			28
Malvoisie	12	16	40		4	72
Malvoisie flétrie . .	12	12	4			28
Rhin	12	12	28	12	4	68
Totaux	56	104	244	107	136	647

Vins rouges						
Bordeaux			12			12
Bourgogne		12	28			40
Cortailod		4	20			24
Dôle	12	12	28	4	8	64
Baillioz, rouge du pays				4		4
Enfer » »	24					24
Rouge du pays . . .		16	20	8	16	60
Totaux	36	44	108	16	24	228

Le vignoble du Valais avait encore fourni à l'exposition ses plus beaux raisins. Toute une salle du Collège était tapissée de ceps de vigne auxquels pendait la récolte. L'Association des sociétés d'agriculture du Valais obtint un diplôme d'honneur dont le motivé est conçu comme suit :

a) pour collection distinguée et variée de vins ;
b) pour sa belle collection de cépages et raisins avec nomenclature accompagnée de notice. (Ces notices fort intéressantes avaient été fournies par la Section de viticulture de Sion).

Ce diplôme n'était pas le seul décerné dans cette Division ; il ne porte pas non plus de numéro d'ordre, les Cantons n'ayant pas concouru entre eux. Mais ce qui assigne au Valais le premier rang, c'est la coupe de vermeil qui accompagnait ce diplôme et qui fut remise solennellement à l'Association valaisanne. Cette coupe donnée par le Cercle des Agriculteurs de Genève est d'ailleurs mentionnée dans la liste officielle des récompenses, à la suite du motivé élogieux du diplôme.

Tandis que dans les expositions précédentes, la Fédération valaisanne s'était bornée à produire une seule collection composée des plus beaux spécimens de fruits des différentes parties du Canton, dans celle-ci les sociétés avaient chacune formé leur collection et rivalisaient entre elles par la beauté de leurs fruits. Ces collections réunies dans une salle du rez-de-chaussée du Collège, gracieusement décorée, offraient un coup d'œil charmant. Elles valurent à l'Association valaisanne un diplôme d'honneur.

Si des résultats aussi brillants ont été obtenus, c'est grâce à l'entente complète des sociétés d'agriculture.

Deux propriétaires de Sion qui avaient exposé une collection de fruits obtinrent, un, le seul diplôme d'honneur décerné pour les expositions individuelles de fruits et l'autre, un deuxième prix, soit une médaille d'argent et 20 fr.

Mentionnant cette exposition dans son rapport de gestion de 1887, le Conseil d'Etat dit entre autre :

« Cette réussite a été le fait principalement de nos bons et excellents produits, mais encore fallait-il les présenter dans des conditions favorables, en faire un choix judicieux et les bien grouper. Ce travail difficile et coûteux qui exigeait du dévouement, des connaissances spéciales et un travail assez long, a été mené à bonne fin par nos sociétés d'agriculture fédérées, qui en ont assumé l'entreprise au nom de tous les propriétaires du canton, lesquels leur ont confié ce que leurs serres, leurs vignes et leurs celliers contenaient de meilleur ».

« Elles ont été aidées et secondées par le commissaire cantonal que le Conseil d'Etat avait choisi dans la personne de Mr Charles de Torrenté à Sion ».

« Mr de Torrenté s'est dévoué et s'est montré à la hauteur de sa tâche qu'il a accomplie à notre entière satisfaction ».

Exposition suisse d'agriculture à Berne

du 13 au 22 septembre 1895

Cette exposition était annoncée pour avoir lieu en 1893, et déjà le 22 novembre 1891, l'Association agricole se préoccupait des mesures à prendre pour y participer. Déjà aussi la Bourgeoisie de Sion, toujours généreuse dans l'intérêt de l'agriculture, avait versé entre les mains du Caissier de la Société un acompte de 200 fr., représentant la première annuité du subside de 600 fr. qu'elle avait alloué en vue de l'Exposition fédérale de 1893.

Au commencement de l'année 1893, la Société sédunoise avait pris ses dispositions, afin de contribuer de son mieux à la réussite de l'exposition collective des fruits et des vins.

Mais, vu la pénurie des fourrages provoquée par la sécheresse du printemps et la gêne qui en résulta pour la majeure partie des agriculteurs suisses, l'exposition de 1893 fut ajournée à l'année 1895.

La Société sédunoise d'agriculture est demandée par l'Association agricole pour remplir l'office de station centrale chargée de préparer, pour l'exposition, les vins que lui adresseront les sociétés faisant partie de l'Association. C'est un énorme travail qui lui est imposé qu'elle accepte à son corps défendant et qu'elle mène heureusement à bon terme.

De nouveau, les sections d'arboriculture et de viticulture sont mises à contribution pour la collecte des fruits et des vins.

Pour rendre sa collection plus complète, la section d'arboriculture demande à la Fabrique de conserves alimentaires de Saxon, qui veut bien s'y prêter, de conserver dans des bocaux les fruits précoces.

Des efforts considérables seront faits par nos confédérés viticulteurs ; il s'agit pour le Valais de maintenir le rang d'honneur conquis dans les expositions et d'acquérir de nouveaux débouchés pour nos vins. L'entreprise est sérieuse ; à chaque exposition elle devient plus lourde et aussi plus coûteuse, d'autant plus que le Comité de l'Exposition de la ville fédérale ayant horreur de boucler par un déficit, sait s'arranger pour ne pas avoir à en supporter les conséquences.

Mais la Société sédunoise peut compter sur la Municipalité, qui lui accorde un subside de 400 fr., comme sur la Bourgeoisie ; les communes du district de Sion seront aussi appelées à contribution.

L'Association valaisanne s'appuie sur les ressources de l'Etat.

Comme, sur les 50,000 litres de vin blanc et les 25,000 litres de vin rouge achetés pour la Cantine de l'Exposition, pas un litre ne provient du Valais, la Société sédunoise d'agriculture croit utile de fournir au public agricole, pendant la durée de l'exposition, l'occasion de connaître et d'apprécier les vins valaisans. Déjà un local bien situé, pour y tenir un débit de vin, sur le chemin de l'exposition, est arrêté par le Comité d'initiative, sous réserve de l'autorisation de la Municipalité de Berne ; mais malgré d'instantes démarches, la demande en autorisation, transmise au Comité de

l'Exposition pour préavis, fut rejetée, pour ne pas faire concurrence aux débits locaux. A Neuchâtel, en 1887, l'autorité avait été plus accommodante envers une entreprise privée valaisanne ; plus tard, à Genève, le *Village suisse* offrira lui-même les locaux.

Dans ces circonstances, le Comité d'initiative jugea à propos de se mettre au bénéfice d'une patente déjà existante et conclut avec un débitant de vins de Berne une convention, en vertu de laquelle le dit tenancier cédait le local qu'il dessert pour le prix de 1000 fr. à la Société sédunoise d'agriculture pour la durée de l'exposition, soit pendant 14 jours. Quoique tout présageait qu'il n'y avait aucun bénéfice à espérer, la liste de souscriptions pour subvenir aux frais d'établissement et aux pertes éventuelles, trouva le meilleur accueil auprès du public sédunois.

L'Association agricole de son côté décida de louer pour le prix de 150 fr., dans l'enceinte de l'Exposition, un Pavillon de dégustation, où les vins se vendraient à 20 cents. le verre. Ce n'était non plus une spéculation ; mais il faut savoir semer à temps pour pouvoir plus tard récolter. Ce fut encore à la Société sédunoise d'agriculture que fut dévolu, malgré une vive opposition de ses délégués, la tâche d'administrer le Pavillon.

Sur les 262 sortes de vins exposés par l'Association agricole du Valais représentées chacune par 3 bouteilles, soit 786 bouteilles, le district de Sion en a fourni 123, soit le tiers. Ce sont :

Fendant Uvrier 4 années de 1891 à 1894, 12 bouteilles

» Grandinaz 4 » 1891 à 1894, 12 »

Fendant Clavoz	4	années de 1891 à 1894,	12	bout.
» Château de				
Montorge	4	»	1891 à 1894,	12 »
» Château de				
la Soie	4	»	1891 à 1894,	12 »
» Vieux	15	»	1876 à 1890,	45 »
Humagne	6	»	entre 1880 et 1894,	18 »
Muscat	3	»	de 1892 à 1894,	9 »
Muscat flétri	1	»	1889,	3 »
Amigne	7	»	entre 1877 et 1894,	21 »
Arvine	8	»	» 1880 et 1894,	24 »
Hermitage	4	»	» 1886 et 1894,	12 »
Johannisberg	11	»	» 1884 et 1894,	33 »
Malvoisie	11	»	» 1876 et 1894,	33 »
Malvoisie flétrie	1	»	» 1890,	3 »
Rhin	8	»	de 1887 à 1894,	24 »
Bordeaux	5	»	1890 à 1894,	15 »
Bourgogne	4	»	entre 1885 et 1894,	12 »
Cortailod	3		de 1892 à 1894,	9 »
Dôle	8	»	entre 1883 et 1894,	24 »
Rouge du pays	8	»	de 1887 à 1894,	24 »
123				369 bout.

En même temps que les vins, l'Association agricole a exposé, en conformité des dispositions du programme général, une collection complète de raisins sur assiettes et sur souches, les instruments viticoles, et des brochures, etc.

Le Valais a remporté un succès éclatant dans les groupes des produits de la viticulture et de l'arboriculture.

La lutte a été surtout vive dans la section des vins, où trois concurrents principaux étaient en présence :

L'Association agricole du Valais, qui a obtenu 9 points sur 10,

Le Syndicat des vins vaudois, qui a obtenu 7 $\frac{1}{2}$ points sur 10,

La Collectivité des vigneronns Douane-Gléresse-Tuscherz-Bienne, qui a obtenu 7 points sur 10.

Le jury a décerné aux trois un diplôme d'honneur et, d'après le nombre de points obtenus, le diplôme d'honneur de l'Association agricole du Valais devait figurer en premier rang.

Mais, grande fut la surprise des organisateurs de l'exposition valaisanne et du public en lisant, dans des journaux étrangers au Canton, que le Syndicat des vins vaudois avait obtenu le premier diplôme d'honneur. Ne pouvant admettre une erreur aussi manifeste, les représentants de l'Association agricole du Valais ont adressé un recours au jury d'arbitrage, lequel, après enquête minutieuse et vérification des rapports du jury des vins, a décidé que le diplôme d'honneur obtenu par l'Association agricole du Valais devait être placé en premier rang et celui du Syndicat des vins vaudois en second (*).

(*) Notre devoir de chroniqueur nous obligeait à relater ces rivalités un peu trop chauvines, mais nous n'en inférons pas pour autant que les vins du Valais soient supérieurs à ceux du Canton de Vaud, ni que ceux-ci surpassent ceux-là. Ce sont là discussions non seulement oiseuses, mais malheureuses, les bons crus vaudois et valaisans ayant chacun des mérites communs et spéciaux qu'il serait souverainement injuste de contester.

Depuis lors, bien des divergences sont tombées et en présence de la concurrence néfaste faite aux vins suisses, les viticulteurs confédérés ont trouvé préférable de s'unir pour défendre leurs intérêts.

Les vins de Sion ont encore obtenu une médaille d'argent.

Dans l'exposition collective des produits de l'arboriculture, l'Association agricole du Valais a obtenu la totalité des points, 20 sur 20, et a remporté la prime de première classe de fr. 100, prime unique, *pour la collection la plus belle et la plus riche de fruits variés.*

Le programme général ne prévoyait pas de diplôme d'honneur pour ce groupe.

De plus, des exposants de Sion ont obtenu une médaille d'argent pour les raisins et une prime de 2^{me} classe, prime unique, pour les fruits.

Un 3^{me} prix de fr. 50 avec médaille de bronze a été décerné à la Section d'apiculture de la Société sédunoise d'agriculture.

Exposition nationale suisse à Genève en 1896

Dans la réunion des délégués de l'Association agricole du Valais, tenue le 1 février 1896, il avait été décidé, sur le refus catégorique de la Société sédunoise de se charger de nouveau de la manipulation des vins qui doivent être exposés à Genève, que chaque société préparerait ses vins elle-même et que ceux-ci seraient exposés collectivement au nom de l'Association et par district; de plus, conformément au programme, les particuliers pourraient concourir individuellement. Concernant les fruits, l'exposition serait collective.

Le Conseil d'Etat, auquel une demande de subside en faveur de l'exposition valaisanne de vins,

fruits et raisins avait été adressée, s'était déclaré très sympathique aux efforts faits par l'Association agricole, mais aussi très peiné de l'abandon du système de manipulation adopté pour Berne. Il était unanime à estimer qu'il est de toute nécessité de faire subir aux vins une manipulation homogène, avant leur départ pour Genève ; et, qu'agir autrement, c'était aller au devant de l'incertain.

Cela étant, le Conseil d'Etat préférerait renoncer à l'exposition, plutôt que d'aller au devant d'un échec éventuel et, comme représentant de l'honneur cantonal, il ne pourrait donner la main, par une subvention à l'entreprise de l'Association, si louable fut-elle, jusqu'à ce qu'un système offrant plus de sécurité ait prévalu. La Société sédunoise d'agriculture, en présence de la pression toute flatteuse exercée sur elle, et sur les vives instances de Mr le Chef du Département de l'Intérieur, pour la faire revenir de sa détermination, ne crut pas devoir maintenir son refus et se déclara disposée à assumer la tâche de préparer les vins pour Genève.

Les directions suivantes sont données aux sociétés: Tous les vins vieux et nouveaux devront être à Sion, pour le 2 mars ; un délégué de la société expéditrice assistera à la réception des vins ; ceux-ci seront dégustés en sa présence et tous ceux reconnus mauvais ou douteux seront éliminés d'emblée ; un délégué de chaque société devra encore se trouver présent lors du passage du jury cantonal. Chaque exposant fournira 4 bouteilles, de 7 décilitres chacune, des 3 dernières

années : 1893, 1894, 1895 ; pour les vins vieux 3 bouteilles suffiront.

Le président de l'Association fut autorisé à consigner 1200 bouteilles auprès du Comité de l'Exposition.

Mais, au lieu de 1200 bouteilles, c'est 2000 bouteilles que la Section de viticulture de Sion a dû préparer pour leur donner une limpidité parfaite, qu'elle a ensuite expédiées à Genève. Ces 2000 bouteilles se répartissent comme suit :

District de Loèche	106	bouteilles
» Sierre	229	»
» Sion	827	»
» Conthey	207	»
» Martigny	527	»
» St-Maurice	50	»
» Monthey	54	»

La collectivité des vins du Valais a reçu un diplôme d'honneur.

Il lui a de plus été décerné : 5 médailles de vermeil, 29 médailles d'argent, 103 médailles de bronze et 50 mentions honorables.

Les exposants de Sion ont eu pour leur part : 3 médailles de vermeil, 33 médailles d'argent, 39 médailles de bronze et une certaine quantité de mentions honorables.

Mais si ce succès est déjà grand, l'exposition des raisins a démontré, une fois de plus, l'excellence des raisins du Valais qui ont obtenu, en effet, la première distinction prévue : plus de 60 variétés de raisins ont

été exposées. Le jury a décerné pour l'exposition collective de raisins un prix de première classe, fr. 100, *avec diplôme et félicitations spéciales du jury*. Mentionnons ici la part active que la Section de viticulture de Sion a prise à ce dernier concours, en envoyant une collection complète de raisins et une trentaine de ceps entiers dans des vases.

Si l'association agricole du Valais ne reculait devant aucune dépense pour étendre la renommée des crus du pays, elle ne négligeait non plus de faire connaître les produits magnifiques de son arboriculture. La collection de fruits qu'elle avait exposée était superbe. Une prime de première classe, avec 100 fr. et médaille de vermeil lui fut décernée pour *collection complète de fruits*.

Dans la division „*Progrès de l'agriculture, Sciences*“ l'Association a encore obtenu une médaille de bronze pour le « Guide pratique du vigneron valaisan » et le « Catalogue pomologique ».

La Direction de la Commission du « Village suisse » avait offert en location à l'Association agricole du Valais le chalet dit « de Champéry », pour y établir un pavillon de dégustation des vins du Valais, pendant la durée de l'exposition. Cette construction est vaste et bien située au centre du village ; il est seulement regrettable que les conditions soient aussi lourdes, soit 10,000 fr. de location et 20 % sur le prix de vente des boissons.

Discutée en Société sédunoise, la question effraie un peu le Comité ; il prévoit un résultat financier très peu encourageant de cette entreprise. Cependant comme

c'est un moyen de mieux faire connaître nos vins, le Comité estime que le Valais ne peut rester en arrière des cantons viticoles de la Suisse romande qui tiendront pareillement des débits de leurs crus au Village suisse. En conséquence, les délégués de Sion auprès de l'Association agricole pousseront de toutes leurs forces à la location du chalet de Champéry.

A l'assemblée des délégués de l'Association agricole, tenue le 8 décembre 1895, après une longue discussion, dans laquelle on a constaté que la participation aux expositions devenait très onéreuse, malgré le déficit qui pèse sur l'entreprise du Pavillon de Berne et tout en constatant que les serres de l'aigle sont encore plus lourdes que les pattes de l'ours, la location du chalet dit « de Champéry » est votée à l'unanimité. En ce qui concerne le déficit probable qui résultera de l'exploitation de ce pavillon, les districts viticoles se sont engagés en proportion de leurs intérêts.

Ensuite de tractations, c'est un consortium sédunois qui prend l'entreprise du chalet sous le nom « d'Auberge valaisanne », moyennant une subvention à fonds perdus de 7000 fr. qui sera couverte comme suit :

- 3000 fr. par une allocation de l'Etat ;
 - 3000 fr. par les districts viticoles (le district de Sion est tarifé pour 900 fr.)
 - 1000 par le subside offert par M. von der Mühl, pour la vente exclusive de ses tabacs dans « l'Auberge valaisanne ».
-

Exposition suisse de Frauenfeld du 18 au 27 septembre 1903

Après les moissons de lauriers que les viticulteurs et arboriculteurs valaisans ont recueillis dans les expositions précédentes, il était du devoir de l'Association agricole de faire un nouvel effort, afin que notre Canton figurât honorablement à Frauenfeld.

Si *Noblesse oblige*, il est un autre adage, pas sentimental celui-là, *Qui n'avance pas recule*, que l'on ne saurait mettre en oubli. Les bonnes positions que nos vins et nos fruits se sont conquises sur le marché de ces produits doivent être conservées et de plus en plus élargies.

C'est de nouveau la Société sédunoise d'Agriculture qui est priée de s'occuper de l'exposition collective des fruits et des vins. Elle en assume volontiers la charge ; elle en a suffisamment la pratique maintenant.

A son tour, le Comité de la Société fait appel à la bonne volonté de quelques uns de ses membres, dont le dévouement a été mis plus d'une fois à l'épreuve. A peu d'exceptions près, ce sont toujours les mêmes. Pourquoi ne les nommerait-on pas ?

MM. Jacques de Riedmatten et Léon de Torrenté ont pour mission de recueillir les vins et les raisins de Sion, de traiter les vins de l'Association et d'en organiser l'exposition.

MM. Jules Spahr et J. Wehrli s'occuperont des fruits de Sion et prépareront l'exposition des fruits de la collectivité à Frauenfeld.

M. François de Kalbermatten, le dévoué secrétaire de la Société (il est dans la nature du secrétaire de la Société de se montrer dévoué : beaucoup de besogne, peu d'honneur et point d'émoluments) tiendra les écritures.

Enfin le Comité décide d'inscrire la Société dans la Division : Progrès de l'agriculture et, à cet effet, il charge M. Jules de Torrenté d'entreprendre un travail relatant la vie et l'activité de la Société depuis sa fondation, tout en faisant ressortir son influence sur le développement agricole de Sion. C'est en se recommandant à ses collègues du Comité, afin qu'ils veuillent bien lui prêter un appui efficace, que M. de Torrenté accepte sa tâche.

L'Association avait basé son budget de dépenses de l'exposition sur la supposition que 500 bouteilles environ y seraient expédiées. Mais cette estimation demeura bien en-dessous de la réalité. Ce n'est pas 500, mais 1075 bouteilles qui furent présentées au jury. Ce chiffre se répartit comme suit :

Société d'agriculture de

Loèche	2	exposants	avec	24	bouteilles
Sierre	9	»	»	174	»
Lens	7	»	»	127	»
Sion	30	»	»	576	»
Vétroz	1	»	»	18	»
Saxon	1	»	»	24	»
Martigny-Ville	7	»	»	132	»

Total 57 exposants avec 1075 bouteilles.

Les étalages de vins, raisins et fruits avaient été préparés avec soin et ornés avec goût, mais ce qui donnait à l'emplacement réservé au Valais un cachet particulier, c'est la disposition en forme de tablat de vigne de toutes les variétés de cépages cultivés dans le Canton, qui avaient été provignés en pots pour la circonstance.

Les ceps bien garnis de raisins avaient conservé toute leur fraîcheur et étaient placés à distance de plantation, tandis que les pots étaient recouverts d'une couche de brisé et, comme décor, tous les instruments employés dans la culture de la vigne, depuis le lourd piochard jusqu'aux indispensables barilles de pot et de quarteron.

Les primes octroyées au Valais sont :

Pour les vins :

Un diplôme d'honneur à l'Association agricole ;

9 médailles de vermeil ;

36 » d'argent ;

9 » de bronze ;

2 mentions honorables.

Tous les exposants furent donc primés.

Sur cette quantité de récompenses, les exposants de Sion obtinrent :

7 médailles de vermeil ;

18 » d'argent ;

3 » de bronze ;

2 mentions honorables.

Pour les raisins :

Il n'y eut que 2 prix de 1^{re} classe et 100 fr. lesquels furent décernés à des exposants valaisans dont l'un était l'Association agricole du Valais.

Pour les fruits :

Un des deux prix d'honneur et 100 fr. avec médail de vermeil, à l'Association agricole du Valais, la plus haute récompense.

Un prix d'honneur et 100 fr. avec médaille d'argent, la seule, à un autre exposant valaisan.

Un diplôme d'honneur a été décerné à la Société sédunoise d'agriculture pour son ouvrage.

Le Valais pouvait légitimement être fier de ses succès. Un cortège fut organisé pour attendre à la gare de Sion les délégués de la Société d'agriculture, à leur retour de Frauenfeld.

De son côté le Conseil d'Etat eut la louable pensée de reconnaître l'aide de ses collaborateurs à l'exposition en leur offrant un banquet.

En terminant, nous nous faisons un plaisir de citer un passage du rapport du Conseil d'Etat ayant trait à cette exposition :

« Nous considérons comme un devoir de reconnaître les excellents services rendus, à cette occasion, par M. Jacques de Riedmatten, à Sion, en qualité de commissaire cantonal, par l'Association valaisanne des sociétés d'agriculture et les autres collaborateurs qui n'ont rien négligé pour assurer à notre canton un rang des plus honorables parmi les cantons confédérés. »

Exposition Universelle et Internationale de Liège 1905

L'Association agricole du Valais, n'ayant pas voulu s'inscrire pour cette exposition, le Comité de la Société sédunoise d'agriculture ne se décide qu'après avoir examiné la question sous ses différents côtés, commerce, exposants, finances.

Commerce : Les frais d'exposition seront-ils compensés par le débouché que la Belgique peut offrir à nos vins ? On aime à l'espérer. Il y a aussi le côté réclame qui doit être envisagé.

Exposants : Se présenteront-ils en nombre pour former une collectivité suffisamment importante ? On compte sur une douzaine d'inscriptions.

Finances : Sur quel chiffre de subventions peut-on se baser ? Le Gouvernement du Valais accorde un millier de francs. Le subside de la Confédération qui était fixé à 630 fr. fut porté, grâce à l'intervention de Mr J. M. de Chastonay, député aux Etats, à 1050 fr.

Mr Jacques de Riedmatten, de Sion, est délégué par le Conseil d'Etat du Valais en qualité de Commissaire du Canton. Il fonctionne aussi comme membre du jury des vins.

La Société sédunoise d'agriculture forme une collectivité avec 10 exposants pour 350 bouteilles.

Les récompenses décernées sont :

Grand Prix d'honneur à la Société sédunoise.

3 diplômes d'honneur.

6 médailles d'or.

1 » d'argent.

Total 10 récompenses aux 10 exposants de Sion.

Grâce à la vigilance du Commissaire valaisan, nos exposants de Sion purent se mettre à couvert d'actes visant l'escroquerie, d'un individu à l'allure semi-officieuse, chevalier d'industrie que l'on rencontre parfois dans les expositions, qui s'était imposé à plusieurs exposants par quelques petits services.

Exposition internationale de Milan 1906.

L'exposition de Liège n'a pas encore fermé ses portes que, déjà, il faut s'inscrire pour celle de Milan. En effet, à la date du 15 septembre 1905, un communiqué du Département de l'Agriculture du Canton, inséré dans le *Bulletin officiel*, avise que les délais d'inscription expirent déjà à la fin du mois.

Il n'y a donc pas de temps à perdre pour prendre une décision.

Bien que le Valais soit inondé de vins rouges d'Italie, on pense qu'il ne sera peut-être pas inutile d'y faire connaître nos vins blancs et nos fruits ; puis, les relations de bon voisinage établies depuis que l'on a percé la porte dans le mur mitoyen qu'est le Simplon, enfin une circulaire du secrétariat de l'Union suisse des Paysans engageant les sociétés d'agriculture à s'intéresser à cette exposition, tous ces motifs et d'autres encore déterminent le Comité de la Société sédunoise d'agriculture à inviter l'Association agricole du Valais à prendre toute mesure qu'elle croira opportune, au cas où il serait jugé utile pour le Valais d'y exposer ses produits.

Mais, tout en l'informant que notre société est prête à lui apporter son concours, on lui déclare aussi qu'elle ne se chargera, en aucun cas, de l'organisation générale, ni pour les fruits ni pour les vins; que si l'Association ne veut pas prendre la chose en main, que chaque société intentionnée d'exposer se charge du travail qui lui incombe.

Cependant avant de se prononcer, le Comité de la Société sédunoise estime que si le chiffre exorbitant de 8 bouteilles de vin, par année, exigé par le Comité de l'Exposition est maintenu, il ne doit être question de s'inscrire pour les vins et qu'il y a lieu avant toute décision, de demander une réduction de ce nombre.

Ensuite des démarches qui ont été faites, le chiffre des bouteilles de vin, par année, a été réduit à 6.

En assemblée extraordinaire tenue à Saxon, le 24 septembre 1905, l'Association agricole du Valais décide de participer à cette exposition pour les fruits d'automne et les vins, à la condition que l'Etat supporte tous les frais et de l'exposition et de la commission cantonale y préposée.

Cette décision a été motivée par l'état de la caisse de l'Association qui contribue du reste à la même œuvre pour fr. 300.

Un espace de 100 mètres carrés lui paraît nécessaire pour ses étalages. Le prix de la place étant de 10 fr. le mètre carré, la place seule coûterait donc déjà 1000 fr.

Il n'y a rien d'étonnant que les exposants trouvent les expositions toujours plus onéreuses et demandent qu'elles soient davantage espacées.

L'Association agricole du Valais avait groupé 11 exposants de vins, dont un fut classé *hors concours*, en sa qualité de membre du jury des vins.

Les récompenses suivantes ont été décernées :

Pour les vins :

Grand prix à l'Association agricole du Valais, 3 diplômes d'honneur, dont 2 à des exposants de Sion.

2 médailles d'or.

5 médailles d'argent.

Tous les exposants groupés dans l'Association ont donc obtenu des récompenses.

Un autre exposant de Sion reçut un diplôme d'honneur.

Pour les fruits (Pommes et poires) :

Diplôme d'honneur et médaille d'or de la Société horticole de Lombardie à l'Association agricole du Valais.

Une médaille d'argent de collaborateur fut remise aux deux organisateurs des expositions de vins et de fruits (les deux, membres de la Société sédunoise d'agriculture et présidents des sections de viticulture et d'arboriculture).

Conclusion

« Décidément, il n'y en a point comme eux » sera probablement la conclusion que tirera du chapitre consacré aux expositions et concours, tel esprit gouailleur, dont la spécialité réside dans l'art d'énervier les bonnes volontés et de ridiculiser le mérite ; à supposer encore qu'il ait eu le courage de lire les quelques pages qui précèdent.

Notre conclusion est toute différente. Elle s'inspire du précepte évangélique : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui revient à Dieu ».

Rien ne fait mieux que ces expositions successives ressortir le chemin parcouru par notre Canton dans la voie du progrès agricole.

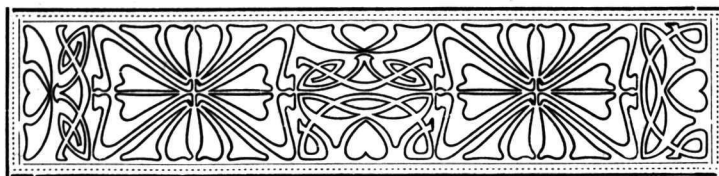
Evidemment, il a fallu une forte dose de dévouement et d'énergie aux membres de la Société sédunoise d'agriculture qui, avec une minime rémunération et souvent gratuitement, se sont occupés de la participation du Valais aux expositions et l'ont conduit d'étapes en étapes, de Sion 1871, où il n'y faisait encore que modeste figure, à Frauenfeld 1903. Puis on le voit s'aventurant en pays étrangers, à Liège et à Milan, où il fait admirer ses fruits et ses vins.

En sa qualité de section de l'Association agricole, notre Société se plaît à rendre hommage au Gouvernement du Valais, dont la main s'est largement ouverte pour subvenir aux frais des expositions que la caisse de l'Association n'était pas à même de supporter.

Nos remerciements vont aux Administrations municipale et bourgeoisiale de Sion, ainsi qu'aux Communes du district qui, toutes les fois qu'il leur a été fait appel, se sont empressées d'accorder une subvention à notre Société.

Nous reconnaissons avec satisfaction que nos collecteurs de fruits et vins en vue des expositions ont toujours reçu dans notre cité un sympathique accueil, alors même qu'il s'agissait d'obtenir quelques crus réservés dans le bouteiller pour des circonstances spéciales.

Cependant, malgré toutes les bonnes volontés et dévouements, nonobstant les subventions les plus généreuses, en dépit des progrès réalisés, peu remarquables auraient été nos collections, si la Providence, qui a créé une nature si grandiose pour notre Valais, ne se chargeait encore de peindre nos fruits des plus brillants coloris et de leur donner la saveur et le parfum exquis qui les font distinguer.



TRAVAIL DES SECTIONS



Amélioration de l'espèce chevaline Société hippique



l'époque où la Société sédunoise d'agriculture se fondait, l'élevage rationnel du cheval dans le Canton du Valais était en pleine décroissance. Malgré les fortes primes en perspective, le concours cantonal des étalons, tenu à Sion le 4 mai 1868, avait été, comme celui de l'année précédente, très faible tant au point de vue des animaux présentés que de leur qualité. Le mauvais résultat de ce concours confirmait de plus en plus le Conseil d'Etat dans l'idée qu'il serait préférable d'affecter le montant destiné aux primes à des subsides qui seraient donnés aux communes ou aux sociétés intentionnées de faire des sacrifices pour l'achat d'un étalon de race.

Entrant dans ces vues, la Commission de la Société sédunoise d'agriculture pour l'amélioration du cheval se déclara toute disposée à contribuer dans la mesure de ses forces au relèvement de l'espèce chevaline dans le Canton.

Le Conseil fédéral venait de soumettre aux Chambres un projet d'amélioration de l'espèce chevaline.

D'après ce projet qui fut plus tard adopté, la Confédération offrait aux Cantons, qui voudraient s'intéresser à la régénération du cheval, de leur procurer des reproducteurs demi-sang anglais avec une réduction du 30 % sur le prix d'achat.

A cette occasion, le Conseil fédéral faisait connaître qu'il avait soumis à l'examen des experts les plus compétents la question de préférence à accorder à telle ou telle race pour atteindre le but proposé. Le résultat de cet examen avait été entièrement favorable au demi-sang anglais.

Le Conseil fédéral posait les réserves suivantes aux Cantons qui auraient déclaré s'associer à la mesure qu'il venait d'arrêter :

1^o Que les Cantons, de leur côté, contribuent pour une valeur égale à celle qui incombe à la Confédération ;

2^o Que, pendant 6 ans au moins, les reproducteurs cédés par la Confédération soient affectés au service pour lequel ils ont été acquis ;

3^o Que des mesures de contrôle soient prises pour que l'on n'admette pas des juments impropres aux améliorations projetées ;

4^o Qu'il soit tenu un registre généalogique des juments et des produits, afin d'arriver à une étude sincère des progrès réalisés ».

Quatorze Cantons, et le Valais de ce nombre, adhèrent au projet du Conseil fédéral.

Mais cette question devait donner matière à ample discussion.

Tandis que les experts spéciaux de la Confédération sont unanimes pour déclarer que le demi-sang anglais est le reproducteur étranger qui doit être préféré comme moyen d'amélioration de l'espèce chevaline en Suisse, les avis émis auprès de la Société sédunoise d'agriculture sont tout différents. Autant de têtes, autant d'idées. Le Département de l'Intérieur et la Commission chevaline préavisent en faveur de la race navarraise ou de Tarbes, petite, agile, très rustique, ayant de jolies formes ; l'un demande que l'on examine si le cheval des Franches Montagnes, ne répondrait pas mieux au but ; l'autre propose de ne pas recourir à des reproducteurs étrangers, mais de conserver notre race pure, (pure ?) tout en faisant une sélection sérieuse parmi les sujets qui possèderaient les meilleures qualités. On fait aussi remarquer que, si la race dite « de Charrat » jouit d'une réputation bien méritée, c'est à l'étalon hongrois qu'elle en est redevable.

Cependant à la suite de renseignements reçus et puisés aux sources mêmes, il ressort que la race navarraise doit être éliminée et que le demi-sang anglais

qui possède les qualités qui font défaut au cheval suisse, lui est de beaucoup préférable (1).

Après plusieurs séances consacrées spécialement à la question hippique et après de nombreux pourparlers avec l'autorité cantonale pour obtenir un subside, vu que le temps utile pour se procurer un étalon demi-sang anglais, auprès du dépôt fédéral d'Aarau, est écoulé, le comité décide : 1^o de faire venir un étalon anglo-normand des haras impériaux du Pin, en Normandie. (Ces haras sont constamment régénérés par du pur sang anglais); 2^o de constituer, sous les auspices de la Société sédunoise d'agriculture, une association, laquelle au moyen des subsides légaux de la Confédération et du Canton, se chargerait de l'achat et de l'entretien de l'étalon, conformément aux prescriptions du cahier des charges.

Sur le champ, l'association est constituée définitivement sous le nom de « Société hippique ». C'est une entreprise généreuse organisée sans aucune perspective de spéculation. La solution heureuse de cette question importante impose à la Société d'agriculture le devoir de faciliter, par tous les moyens, l'accomplissement des obligations qui pèsent sur la Société hippique.

En conséquence, un délégué envoyé au nom de l'Etat du Valais fit l'acquisition, à la foire du haras du

(1) Aujourd'hui, à 40 ans de distance, en présence des résultats si médiocres obtenus non seulement en Valais, mais en Suisse, confirmés par les plaintes formulées de toutes parts, on est à se demander si l'on n'a pas fait fausse route.

Un étalon de la Confédération, provenant des Franches Montagnes, dessert actuellement la station de monte de Sion.

Pin, d'un étalon anglo-normand, Jouteur, animal fort beau, que tous les connaisseurs ont apprécié.

Son prix de revient, transport compris, est de 4100 fr., qui ont été couverts par un subside de 1000 fr. accordé par la Confédération, 2000 fr. par l'Etat du Valais et le solde, soit 1100 fr. par la Société hippique.

Ensuite des démarches faites par le Comité, la Bourgeoisie de Sion accorde un subside annuel de cent francs, et de plus, fait abandon de 11,400 mètres de terrain, à prendre dans les Iles.

La Municipalité, de son côté, de concert avec le Conseil mixte, concède la jouissance de la moitié du Pré des étalons dont l'étendue est d'environ 6 seiteurs (4800 toises, 18,220 mètres carrés).

En séance du 7 février 1869, Mr le Président informe que le roi de Suède a fait don à la Société d'agriculture de la Suisse romande de deux reproducteurs de l'espèce chevaline de race norvégienne, provenant du haras royal, que Mr de Dardel est chargé de chercher à Christiania. Selon les renseignements qui sont parvenus, cette race souple et robuste est surtout propre pour les montagnes et le Valais pourrait espérer, parmi les cantons de la Suisse romande, retirer par ces reproducteurs des avantages considérables pour la régénération projetée de l'espèce chevaline. Il est décidé d'entrer en négociations pour l'acquisition de ces reproducteurs. Au concours de Morge, où la Société romande les avait exhibés, ce couple de chevaux de taille moyenne d'un blanc jaunâtre, sauf une raie noire qui part de la tête et parcourt tout le dos de l'animal, en sorte que

la crinière est formée de crins blanc et noirs, avait été fort remarqué.

Après des pourparlers qui ont abouti heureusement, le Comité central de la Suisse romande a adjugé les reproducteurs norvégiens au Valais, moyennant remboursement des frais de transport. Les frais de transport ascendent au total à 1100 fr.

Thor, l'étalon, est remis pour le prix de 300 fr. à la Société des guides de Martigny et sera utilisé pour les croisements avec la race dite de Charrat, afin d'obtenir des produits utiles au transport des voyageurs ; la Société hippique de Sion qui s'est imposé pour près de 2000 fr. de sacrifice, reçoit, comme compensation, la jument pour 100 fr. et l'Etat du Valais solde le reste, soit 700 fr.

La sobriété et la douceur de cette race, remarque le Rapport de Gestion du Conseil d'Etat de 1869, nous portent à croire que si elle s'acclimate dans notre Canton, elle pourra, avec le temps, remplacer les mulets dans tous les travaux réservés à ceux-ci et surtout pour le transport des touristes.

L'étalon anglo-normand a été trouvé fort beau au concours de Morges ; comme il n'avait que 4 ans il n'a pu être primé, mais il a obtenu une coupe d'honneur.

Au concours préparatoire de 1869 à Sion, Jouteur obtient le premier prix.

Le Conseil d'Etat, dans son rapport sur sa gestion de l'année 1870, émet les remarques suivantes sur l'amélioration de l'espèce chevaline : « Nous vous avons annoncé, il y a un an, que l'étalon anglo-normand,

fort apprécié pour la beauté de ses formes, avait été mis au service des éleveurs. Nos espérances n'ont pas été déçues, car il contribue puissamment à l'amélioration de notre race chevaline. 28 poulins et pouliches sont nés de ce reproducteur, depuis son arrivée dans le Canton. Les connaisseurs leur attribuent d'avance une valeur commerciale importante ».

« 33 juments ont été saillies par lui en 1870. »

« L'étalon norvégien, acquis par un citoyen de Marligny, rend aussi de très bons services dans le Bas-Valais. La jument norvégienne a mis bas deux poulains et une pouliche ; elle porte de nouveau. On peut donc espérer d'obtenir, à côté d'une race croisée, une race pure, celle des chevaux norvégiens proprement dits ».

A l'exposition de Sion, en 1871, une prime de 25 fr. fut décernée pour l'étalon Jouteur. Thor, l'étalon norvégien était bien conservé, malgré le rude travail auquel il avait été soumis et qu'attestait l'état de son dos pelé, depuis le rein jusqu'au garrot.

Vers 1875, la Société hippique se dissout.

Les norvégiens croisés avec les chevaux du pays ont donné l'un ou l'autre sujet réussi ; mais, à côté, combien de produits manqués, résultats de croisements anormaux et d'un élevage défectueux.

On voit encore, de temps à autre, arriver à Sion des chevaux de campagnards, de couleur fauve, rappelant la robe isabelle, mal conformés, généralement plus petits que ceux du pays, perdus dans une limonière trop vaste. Ce sont des dégénérés de rejets bâtards du cadeau royal du souverain de Suède et Norvège. On en augurerait mieux.

Syndicat d'élevage du cheval

En 1906, M. le vétérinaire Favre, lança un appel aux éleveurs du canton pour la fondation d'un « Syndicat valaisan d'élevage du cheval de trait et du mulet ». Celui-ci fut fondé à Sion, le 30 mai 1906, dans une assemblée comprenant 39 délégués venus des différentes parties du canton.

Le Syndicat a pour but de produire un cheval *de trait* bien étoffé, avec une bonne allure, en second lieu, le mulet. Il est inscrit au registre du commerce et ses membres sont légalement responsables des dépenses décrétées ou approuvées par l'assemblée générale.

Il prend part aux concours fédéraux qui ont lieu chaque automne et compte actuellement 66 juments poulinières inscrites à un registre généalogique.

Il a loué, à Charrat, pour l'estivage de ses poulains et pouliches, le pâturage du Grand-Botza, appartenant à la Bourgeoisie de Martigny-Ville.

Ce pâturage contient environ 23 Ha de terrain, parfaitement plat. Le syndicat y a fait faire une clôture et élever un beau paddock; les frais d'installation et de construction se sont élevés à 8000 fr. environ, dont près de 4000 ont été payés grâce aux subsides fédéral et cantonal.

Actuellement le Syndicat compte 134 membres. A la tête du comité, se trouvent deux membres de la Société sédunoise d'agriculture.

Amélioration du bétail

La question amélioration de l'espèce bovine se présente à Sion d'une manière fort complexe, suivant le côté dont on l'envisage, la production du lait, de la chair ou le perfectionnement de la race. Aussi compren-on l'hésitation de la commission pour l'amélioration du bétail chargée, en 1868, de rapporter sur ce sujet.

Les différents types de bétail élevés en Valais se sont donnés rendez-vous dans les écuries de Sion, entremêlant leur sang, ordinairement suivant le taureau le plus facilement disponible. Comme on tient le bétail pour le lait et l'engrais, rares sont les éleveurs ; la pureté de race n'intéresse guère, les produits mâles sont occis, 10 à 15 jours après leur naissance ; des femelles, on s'en débarrasse au plus tôt auprès de quelque éleveur des environs qui les paiera 2 ou 3 francs de plus que le boucher. Aucune loi ne réglant l'élevage du bétail, il n'y a rien d'étonnant si le type pur d'Hérens n'apparaît que comme une exception, dans certaines localités qui, soit-disant, élèvent cette race.

La commission s'inspirant des idées alors généralement en cours en d'autres pays (amélioration du bétail par le croisement) affirmait, dans son rapport, que ce n'est que le croisement des races choisies qui peut être utile, et elle proposait, pour divers motifs, comme races à croiser pour le Valais, celle d'Evolène ? avec la race Schwytz ou avec le Durham-Schwytz. Toutefois pour les montagnes, elle recommandait le croisement de l'Hérens avec le Lötschen.

Cependant les propositions de la commission n'obtiennent pas l'adhésion de l'assemblée générale. Les opposants veulent bien reconnaître que la régénération au moyen d'une race étrangère peut produire de bons résultats, mais ils déclarent que l'expérience a démontré que la sélection, soit le choix des meilleurs sujets de la race indigène pour la reproduction, puis les soins à donner à l'élève, la nourriture, la propreté, l'aération des étables, un âge convenable pour les animaux admis à la saillie, sont autant de conditions principales à remplir pour arriver à un résultat favorable.

Faisant abstraction de la race, les uns n'avaient envisagé que l'amélioration du bétail bovin en général, les autres cherchaient le perfectionnement d'une race déterminée, et dans le cas particulier, la race d'Hérens.

La question ne parut pas assez élucidée pour être tranchée définitivement.

Par contre, l'assemblée fut unanime pour approuver les vœux manifestés par la commission touchant l'élevage, l'entretien, l'hygiène, les soins en général dont l'animal doit être entouré.

Elle énumérait les desiderata suivants :

1^o Choisir des reproducteurs de race pure, bien élevés et parfaitement mûrs.

2^o Fixer à 30 mois le minimum d'âge pour les taureaux admissibles.

3^o N'accepter dans les concours que des sujets d'un type net et bien caractérisé.

4° Provoquer une décision de l'autorité compétente, afin de faire castrer, au besoin, les reproducteurs de mauvaise qualité.

5° Entourer les veaux des soins prescrits.

6° Ne pas alper sur les hautes montagnes les veaux de l'année.

7° Interdire sur les alpages la présence de taureaux dans le sein des troupeaux composés de jeunes élèves.

8° Ne jamais faire saillir une génisse, avant l'âge de 2 ans.

9° Faire exécuter la loi sur la cessation des parcours abusifs, à titre de servitude, et avant l'époque normale de l'alpation, sur les hautes montagnes.

10° Abolir les privilèges absurdes de la reine et accorder par contre un peu plus de soins et de ration aux autres pièces de l'étable qui sont affamées.

11° Tenir un peu moins de bétail, mais le nourrir raisonnablement.

12° Restreindre la participation d'alpage, en tenant compte des droits respectifs de chaque consort. Agir à cet effet sur les administrations des montagnes pour obtenir la cessation du système qui consiste à alper d'après le nombre des pièces de bétail, au lieu de tenir compte des besoins réels et de la production elle-même en herbage des hautes montagnes.

13° Stimuler le zèle des éleveurs par des concours.

On constate avec satisfaction que l'Etat, déférant au désir manifesté par la Société sédunoise d'agriculture, a modifié dans le programme des concours de

taureaux, pour l'année 1868, la clause de l'âge pour le service des taureaux et l'a fixé de 2 à 4 ans, au lieu de 18 mois à 3 ans.

Si le bétail d'Hérens n'a pas obtenu à l'exposition de 1871, à Sion, des récompenses qui fussent, en une certaine mesure, en rapport avec le nombre de têtes exposées, la faute principale doit retomber sur les éleveurs qui avaient présenté des sujets aux manteaux des plus bigarrés; bien certainement les croisements avaient dû produire leur œuvre destructive sur les caractères de la race pour nombre d'animaux. Dans ces conditions, l'appréciation de la race d'Hérens devait être d'autant plus difficile que le jury, dans lequel ne figurait aucun valaisan pour le renseigner, ne connaissait pas, suivant l'aveu tardif d'un de ses membres, les caractères typiques de cette race.

En 1873, par suite de la revision des statuts de la Société sédunoise d'agriculture, la commission pour l'amélioration du bétail s'organise en section; cependant ce ne sera qu'en 1879, qu'elle sera dotée d'un règlement approuvé par la société.

Mais son activité ne se borne pas à perfectionner le bétail seulement; elle embrasse aussi l'amélioration des alpages et des laiteries. C'est ainsi qu'en juin 1873, on discute les modifications qu'il serait urgent d'introduire dans l'administration de l'alpage de Thyon, pour y faire cesser les nombreux abus qui s'y pratiquent, et il est décidé qu'une délégation chargée de représenter les intérêts des consorts sédunois et autres ira à la réunion du 29 juin à Vex, avec un programme signé

des intéressés, demandant qu'il soit apporté divers changements dans l'administration actuelle de la dite montagne, entre autres :

1. Interdiction d'alper des taureaux avec la bergerie des génissons et avec les vaches, en dehors du nombre nécessaire, et reconnus aptes au service;

2. Nomination d'une commission chargée de prévoir et de diriger les travaux annuels pour l'amélioration des pâturages;

3. Interdiction de fabriquer des fromages pesant moins de quinze livres;

4. Rendement annuel des comptes de la montagne à l'assemblée des consorts;

5. Nomination d'une commission pour la vérification des comptes de l'administration.

Le 26 avril 1874 les consorts revisèrent les *arrêts*, soit le règlement de jouissance.

Ces modifications furent admises et produisirent immédiatement d'excellents résultats dont tout le monde se montra satisfait.

La Section pour l'amélioration du bétail favorise la bonne tenue des animaux, des étables et des fumiers, en accordant des primes modiques et des mentions aux domestiques qui soignent le mieux leurs écuries. Elle fait dans ce but, annuellement, deux inspections; les observations les plus importantes sont consignées dans un rapport, dont il est donné lecture en public.

Ces inspections, rapports et récompenses ont été un heureux stimulant pour encourager les propriétaires, et les vachers ou vachères. Bien que la plupart des écuries,

à Sion, soient de construction très défectueuse, les experts constatent que les soins au bétail ne laissent pas trop à désirer ; par contre, l'entretien des fumiers est l'objet de critiques annuelles, malheureusement trop fondées, et c'est d'autant plus regrettable que les engrais étant très recherchés pour la culture de la vigne leur prix en est fort élevé.

C'est dans la pensée que les fumiers pourront être mieux soignés que, déjà dans la première séance de Section de la Culture de la Plaine en 1873, l'on fait la proposition d'inviter la Société d'agriculture à entrer en arrangement avec la Municipalité de Sion, afin que celle-ci remette à un prix convenable, aux propriétaires de bétail qui en feraient la demande, des places à fumier sur son terrain des Vergers des Mayennets. Devenant possesseurs du terrain, les propriétaires de bétail l'aménageraient certainement de façon que les tas de fumier qui, jusqu'alors étaient exposés à tous les vents, de même qu'aux ardeurs du soleil, et ne recevaient pour ainsi dire aucun soin, perdaient de la sorte la plus grande partie de leur valeur fécondante, seraient tenus à l'avenir dans de bonnes conditions. Mais cette proposition ne reçut pas la solution demandée.

En mai 1874, le Département de l'Intérieur charge la section de l'organisation d'un cours de fruitiers dirigé par Mr Schatzmann. Il est fréquenté par 162 élèves. Les frais sont à la charge de l'Etat.

Cette même année la péripneumonie contagieuse, ayant été constatée dans le centre du Valais, les Bureaux de la Société sédunoise d'agriculture et de la Section

du bétail sont convoqués par la Municipalité de Sion pour prendre des décisions au sujet des foires d'automne.

En 1876, la section organise un concours de jeune bétail de la race d'Hérens, fort bien réussi, et pour lequel un subside de 100 fr. est alloué par les districts qui élèvent cette race.

Le programme de l'exposition agricole de Fribourg de 1877 fournit aux champions de la race d'Hérens l'occasion d'entrer en lice pour faire valoir ses titres de race que l'on cherche à lui contester. A la lecture du programme, la section convaincue que la race d'Hérens est exclue du concours, vu qu'elle est d'un type tout à fait spécial, et qu'elle ne peut être classée comme sous-race dans les races tachetées et brunes et encore moins dans les races étrangères, puisqu'elle est une race suisse, décide à l'unanimité de charger son bureau d'obtenir des personnes compétentes dans la matière une déclaration constatant que la race d'Hérens est une race spéciale.

Voici les autorités que le bureau crut faire valoir :

1^o L'ouvrage de Mr le Dr Wilkens : *Les Races bovines de l'Europe centrale*, qui fait ressortir que la race d'Hérens, par ses formes toutes particulières, par son manteau châtain, par sa tête large et courte, par sa taille petite mais solidement plantée et épaulée, diffère entièrement des autres races bovines suisses.

2^o La lettre de Mr le professeur Rütimeyer à Bâle (anatomie comparée) déclarant que la race d'Hérens, seule de toutes les races suisses, appartenait à la race des *brachycéphales*.

Muni de ces déclarations formelles, le Département de l'Intérieur fut prié de vouer ses bons offices pour demander au Comité central de la Société d'agriculture de la Suisse romande, à Genève, que la race d'Hérens formât une catégorie à part à l'exposition. En réponse à la lettre du Département de l'Intérieur, le Comité central répondit par un refus formel, sous prétexte qu'il n'était plus possible de déroger au programme déjà établi. A une nouvelle recharge du Département de l'Intérieur, la Société d'Agriculture de la Suisse romande opposa un nouveau refus. Toutefois, elle promit d'autoriser les jurés de faire la part qui revient aux races du Valais. Il s'en suit que le bétail d'Hérens fut médiocrement représenté à l'exposition de Fribourg.

Cette première démarche bien qu'infructueuse, au prime abord, ne manqua de produire une certaine impression ; car, nous voyons en 1878, l'Assemblée fédérale s'occuper des petites races de montagne et décider, qu'au cas où elles seraient jugées avantageuses pour les contrées qui les élèvent, il y a lieu d'étudier les moyens de les améliorer. Un subside de 3000 fr. est prévu au budget fédéral de 1879. Le Département fédéral de Commerce et de l'Agriculture est chargé d'approfondir cette question d'une si haute importance pour une grande partie du pays.

Après avoir entendu l'opinion d'hommes compétents des différentes parties de la Suisse, convoqués à Berne, sous la présidence du Chef du Département du Commerce et de l'Agriculture, (la Société sédunoise d'agriculture y avait délégué un membre) il fut décidé qu'une

enquête sérieuse serait faite au concours de Sion en 1879.

L'organisation, la préparation de ce premier concours des petites races bovines suisses absorbent toute l'activité de la section. Les différents rapports des experts s'accordent à reconnaître que les petites races bovines suisses des hautes montagnes et spécialement la race d'Hérens, sont de toute nécessité pour ces contrées élevées et escarpées et méritent une attention toute particulière de la part des autorités fédérales et cantonales. De nombreuses marques de croisements plus ou moins accentués ont été constatées sur les sujets de race d'Hérens par les experts; aussi recommandent-ils aux éleveurs de ne pas tarder à améliorer les formes et augmenter le rendement en lait par des soins plus assidus, par la sélection et un choix judicieux des reproducteurs, en évitant toute espèce de sang étranger.

C'est dans le but d'instruire sur les défauts nombreux inhérents à notre race de montagne, une population imbue de préjugés et de lui faire connaître les moyens pratiques de les faire disparaître, que nous voyons la Section de l'amélioration du bétail organiser des conférences populaires sur l'hygiène du bétail, sur l'alimentation rationnelle et économique, sur le choix des reproducteurs et les qualités qu'ils doivent posséder. Ces conférences, au nombre d'une vingtaine, ont été données dans les principales localités des districts de Sierre, Hérens, Sion et Conthey.

En 1880, la Section présente au Comité de la Société sédunoise d'agriculture son rapport sur les

caractères distinctifs de la race d'Hérens qui est adopté, sauf la mention des cornes grosses et développées, qui sont un défaut du sujet et non un caractère typique de la race.

Les caractères distinctifs seraient définis comme suit :

Manteau châtain.

Tête large et courte.

Oeil vif et énergique.

Poitrine large.

Devant bas.

Membres fins.

Le Comité de la Fédération a adopté les propositions présentées par la Société sédunoise, à l'exception de la couleur du manteau que la Société de Martigny prétend devoir être rouge et blanc.

Le Grand Conseil ayant voté une allocation de 1000 fr. pour l'amélioration de l'espèce bovine, la section demande qu'il soit proposé à la Fédération valaisanne d'appliquer 250 fr. pour conférences sur l'élève du bétail et le solde, en encouragements aux propriétaires de jeunes taureaux.

Une conférence est tenue à Romont, le 28 janvier 1880, au sujet de l'organisation du *Herd-Book* suisse, la Société sédunoise y envoie deux délégués. Il y a été décidé que le *Herd-Book* resterait ouvert aux petites races du Valais qui seront admises, non pas comme variétés de la grande race, mais comme races distinctes.

En 1882, la Société et la Section s'occupent de mener à bien la création d'une laiterie à Sion.

Cette même année la Confédération affectant une somme de 2000 fr. à l'amélioration des espèces porcine et ovine et l'Etat du Valais, s'engageant à payer la moitié du prix d'achat de reproducteurs, déduction faite du subside fédéral, pour un sujet de chaque espèce par société, il est décidé d'accepter les propositions de l'Etat et de s'inscrire pour un verrat de race berkshire et un bélier southdown.

En 1884, ensuite des avantages manifestes que procure en bien des cas l'opération de la castration des vaches, on prie Mr Bieler, vétérinaire, de donner une conférence sur ce sujet.

Le président et le secrétaire signent, au nom de la Société, la pétition à faire parvenir aux Chambres fédérales et traitant de la création d'une école vétérinaire fédérale.

En 1885, la Municipalité de Sion prie la Société sédunoise d'agriculture de bien vouloir préaviser sur le choix des races bovines que la Commune de Sion devra consigner conformément à la loi du 24 novembre 1884 sur l'amélioration du bétail, la demande de la Municipalité est transmise à la Section de l'espèce bovine pour examen et rapport. Le préavis suivant est émis : « Nous estimons qu'il est utile d'élever à Sion les trois races : Hérens, Lötschen et Conches. La proportion des taureaux devra être la suivante: Hérens 2, Lötschen 1, Conches 1 ».

La Fédération des Sociétés d'agriculture du Valais avait dans le courant de l'année 1886 confié aux

sociétés l'étude de diverses questions entre autres les suivantes :

1^o Amélioration de l'espèce porcine. Y aurait-il lieu d'organiser des concours de cette espèce ?

2^o Y aurait-il lieu d'augmenter le nombre des vétérinaires en fondant une école vétérinaire !

A la première, le Comité de la Société sédunoise préavise négativement. Avant de prendre une décision à ce sujet, il convient d'attendre les effets de la loi sur l'amélioration du gros et du menu bétail. L'Etat ayant pris l'initiative, une décision prise en ce moment par les sociétés d'agriculture sur cette question n'aurait pas sa raison d'être.

Pour répondre à la seconde question, le Comité charge une commission de l'étudier et de faire rapport.

A la suite d'un excellent rapport et d'une discussion nourrie, le Comité répondit à la Fédération qu'il estimait qu'une école de ce genre, en Valais, serait sinon impossible du moins excessivement difficile.

L'Etat pourrait, par contre, dans les localités où les vétérinaires font défaut, engager les autorités de commune et de district à subventionner des élèves qui voudraient se vouer à cette profession : ceux-ci, s'engageraient à exercer de leur côté leur art dans tel district, pendant un temps déterminé.

Les autorités devraient protéger ces personnes, en veillant surtout à la répression de l'exercice illégal de l'art vétérinaire.

Lors de la discussion de l'avant projet de l'exposition de Neuchâtel au sein de la Fédération romande,

les délégués des Sociétés d'agriculture du Valais demandèrent que des dispositions ayant trait à l'admission de la race d'Hérens fussent votées. Son admission ayant été assurée, il importait qu'elle fut représentée par des sujets absolument qualifiés.

L'appui du Département de l'Intérieur est donc sollicité ; car de cette exhibition dépendront, selon le dire de personnes bien informées, l'admission de la race d'Hérens, comme race distincte aux concours agricoles suisses et sa participation à la subvention fédérale annuelle pour l'amélioration du bétail.

De même qu'à Neuchâtel, la race d'Hérens, le bétail de montagne de Conches et de Lötschen furent exposés à Berne, 1895, Genève, 1896, et Frauenfeld, 1903, où ils reçurent leur contingent de récompenses.

Cependant, avant de laisser participer à l'exposition de Milan la race d'Hérens seulement, dont l'amélioration est pourtant étonnamment marquée, de nouvelles difficultés surgissent. En effet, la conjonction des astres qui représentent les grandes races suisses de bétail laisse conjecturer la tendance d'exclure des concours fédéraux le bétail dit de montagne, à l'exception toutefois de la race d'Hérens, qui paraît avoir acquis définitivement son droit de cité. De plus, un aréopage d'augures, dans lequel le Canton du Valais n'avait pas été appelé à se faire représenter, convoqué au mois d'octobre 1905, à Berne, présageait que les portes de l'exposition de Milan seraient fermées aussi bien au bétail d'Hérens qu'à tout bétail de montagne. Il fallut toute la ténacité, toute l'énergie,

tout le zèle déployés par le Département de l'Agriculture du Canton du Valais pour parvenir à conjurer le mauvais sort et faire admettre 4 pièces d'Hérens à Milan, dans la catégorie des races à aptitudes diverses, travail, lait et boucherie. Il lui fut par contre impossible d'y présenter le bétail de Conches et de Lötschen. La race d'Hérens obtint, comme groupe, une médaille de bronze décernée par le Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce du royaume d'Italie et, individuellement, une médaille d'argent, une de bronze et deux mentions honorables.

Mentionnons, en passant, que l'avant-projet de la loi cantonale sur l'assurance du bétail du 8 mars 1907 a été élaboré par une commission de 3 membres, dont deux font partie de la Société sédunoise d'agriculture.

Par suite de la mise en vigueur de la loi cantonale du 24 novembre 1884 sur l'amélioration du bétail et du règlement d'exécution du 9 mai 1885, la Société sédunoise d'agriculture et, par répercussion, la Section du bétail voient leur champ d'activité en cette matière fortement restreint.

Aussi se borne-t-elle depuis lors à faire annuellement les inspections des étables, à pourvoir, par l'achat de verrats Yorkshire améliorés, au service des éleveurs de l'espèce porcine.

Ces brouilles ne sont pas suffisantes pour alimenter la vie de la Section de l'amélioration du bétail; c'est pourquoi, la voyons-nous, en 1896, se croiser avec les Sections de la Plaine et des Instruments. Mais avant

de disparaître comme section individuelle, elle a provoqué la formation d'un syndicat d'élevage du bétail qui est en pleine prospérité.

Syndicat d'élevage du district de Sion

Les préliminaires de la constitution de ce syndicat datent de 1895, mais ce n'est que le 26 septembre 1896 qu'il est définitivement constitué; quelques jours après, le 21 octobre, le syndicat élargit ses portes pour recevoir les demandes d'entrée et s'inscrit au Registre du commerce sous la dénomination de *Syndicat d'élevage du district de Sion*.

Ce syndicat d'élevage a été un puissant stimulant à l'amélioration de la race d'Hérens dans le district de Sion et l'on peut ajouter qu'il excite une rivalité salubre dans les autres syndicats de la race d'Hérens.

Ne sont admis à faire partie du syndicat que les propriétaires de bétail du district de Sion, pouvant présenter au concours des pièces de race d'Hérens dignes d'être primées. Une pénalité est prévue pour les membres du syndicat qui ne s'y conformeraient pas.

La nomenclature suivante fera mieux ressortir les progrès accomplis.

En 1895, soit avant la constitution du syndicat, le district de Sion avait 4 familles primées comprenant 15 têtes ayant obtenu 61 points au-dessus du minimum, sur 158 sujets primés de la race d'Hérens avec 357 points.

Primes obtenues par le syndicat :

Année	SUJETS		Points obtenus au-dessus du minimum	Primes	Valeurs affectées en primes à la race d'Hérens
	présentés	primés			
				Fr.	Fr.
1896	32	29	95 à 5 fr.	475.—	2580.—
1897	55	46	163 à 5 fr.	815.—	4225.—
1898	90	72	234 à 5 fr.	1170.—	4920.—
1899	94	72	253 à 5 fr.	1265.—	5305.—
1900	50	50	468 à 3.20	1497.60	5382.40
1901	93	78	257 à 5 fr.	1285.—	6295.—
1902	124	103	284 à 5 fr.	1420.—	7685.—
1903	127	117	296 à 5 fr.	1480.—	9655.—
1904	134	114	264 à 5 fr.	1320.—	10970.—
1905	142	123	277 à 5 fr.	1385.—	11405.—
1906	168	145	293 à 5 fr.	1465.—	12335.—
1907	149	93	126 à 4 fr.	504.—	5956.—
»*)	—	17	163 à 5 fr.	815.—	4640.—

Observations annuelles du jury :

1896. Le concours de familles, grâce au Syndicat du district de Sion, était, relativement au nombre de pièces exposées, le meilleur parmi ceux de la race d'Hérens.

1897. Le concours de familles se distinguait par des animaux des mieux développés et des mieux doués de qualités de rendement de la race d'Hérens. Le Syndicat de Sion fait honneur à ses organisateurs.

*) Exposition cantonale de Monthey.

1898. Le Syndicat de Sion continue à progresser d'une manière réjouissante.

1899. Le concours de groupes organisé sur la Planta avait un aspect imposant. Le Syndicat de Sion, comprenant 94 pièces, se distinguait par du bétail de choix.

1900. *Exposition de Brigue.* - Le syndicat obtient la seule médaille d'argent offerte par la Société d'agriculture de la Suisse romande et un diplôme d'honneur.

1901. Au concours de groupes où figurait le bétail du Syndicat de Sion qui comptait 93 bêtes, on rencontra en général du bétail de choix. Les progrès réalisés, dans le domaine de l'élevage, sont des plus encourageants, etc.

1902. Le Syndicat de Sion présente plus de 120 pièces, parmi lesquelles on rencontre les plus beaux spécimens de la race d'Hérens; sur ce nombre de 120, on compte 50 génisses et génissons, fait qui témoigne de la vitalité de cette association qui mérite bien le nom de „*Syndicat d'élevage*“.

1903. Dans le concours de groupes, il y a, par contre, un progrès bien marqué. Le bétail du syndicat se distingue, en général, par son développement, ses qualités et l'importance de son élevage. La couleur trop foncée a fait place au ton acajou ou rouge-châtain.

1904. Au concours de groupes, il y a certainement progrès pour le Syndicat de Sion. Les animaux de choix ne sont pas rares. On a pu constater une forte proportion de jeunes sujets.

1905. Le Syndicat de Sion a présenté près de 150 pièces, dont un bon nombre d'animaux de choix. On pouvait remarquer par la grande quantité de jeunes têtes exposées, l'importance de l'élevage dans cette association.

1906. Le Syndicat de Sion est en progrès.

1907. Le Syndicat de Sion se distinguait, comme les années précédentes, par un grand nombre de pièces de choix et surtout par un bel élevage. Aussi a-t-on pu prélever un groupe relativement important pour l'exposition.

Grâce aux subsides de l'Etat, des communes du district de Sion et du syndicat, le syndicat peut organiser chaque année, à partir de 1898, des concours de jeune bétail du district. Les élèves exposés sont divisés en deux catégories : la première catégorie comprend les animaux d'un an à la pose des premières dents de lait ; la seconde, ceux de 3 à 12 mois.

Année	Elèves présentés	Primés		Primes distribuées Fr.
		1re catégorie	2e catégorie	
1898	42	15	18	460
1899	49	22	13	458
1900	51	16	18	451
1901	60	18	21	477
1902	62	16	30	473
1903	101	33	40	449
1904	59	15	28	448
1905	55	7	29	385
1906	46	10	29	459
1907	43	6	31	448

Le Syndicat de Sion a été dissous à l'assemblée générale du 22 mars 1908 et reconstitué, séance tenante. Les conditions d'entrée ont été abaissées, afin de permettre à un plus grand nombre d'éleveurs d'en faire partie. Les parts ont été fixées à 10 fr. pour les membres fondateurs et à 12 fr. pour les nouveaux membres. Aussi, ces facilités ont-elles procuré une forte augmentation du nombre des sociétaires.

Ecuries et Quartier agricole

Combien de fois les rapports d'inspection sur la tenue des écuries de Sion n'ont-ils pas relevé l'installation défectueuse des étables, pour la plupart trop exigües, basses, humides, mal aérées, peu éclairées !

A la grange, ils ont constaté que le foin moisissait sur l'aire et le long des parois, par le fait de la pénétration de la vapeur des étables. Aux places de dépôt des fumiers, ils ont noté que, faute de fosse à purin, le lisier se perdait dans les allées, que l'engrais pas arrosé, en s'échauffant, prenait le blanc à l'intérieur et se desséchait à l'extérieur.

La conséquence en était bétail mal soigné et produisant plus de perte que de bénéfice, fumier avarié, peu fertilisant, enfin déboires et découragement de nombre de propriétaires de bétail.

Aussi, voyons-nous peu à peu les écuries se transformer en caves, ateliers, logements. Pour celles qui restent, les propriétaires attendent patiemment l'occasion favorable pour s'en débarrasser. Il ne peut être question de démolir pour reconstruire des écuries à l'intérieur de

la ville, et encore moins d'y annexer des places de dépôt pour les engrais. N'y eût-il que le motif de salubrité que l'édilité, soucieuse de la santé publique, n'accorderait pas cette autorisation.

Seule l'administration de l'hôpital de Sion, dont l'exploitation agricole est située en dehors de la cité, a démoli ses écuries qui tombaient en ruine et a édifié à leurs places, en 1899, de vastes écuries et granges que l'on peut citer comme modèle du genre. La distribution de l'étable a été réglée pour y loger 50 pièces de gros bétail.

Cette année-ci, 1908, la même administration a fait construire une porcherie installée avec les derniers perfectionnements connus en Suisse.

Les écuries devenant toujours plus rares, leur prix de location s'élève ; tandis que la population sédunoise augmente, le nombre de pièces de bétail reste stationnaire, s'il ne diminue, et le lait renchérit.

Cet état de fait, déplorable non seulement pour l'agriculture, mais pour toute la population urbaine, ne pouvait durer davantage.

A l'Assemblée primaire du 27 mars 1904, deux citoyens, tous deux membres du Comité de la Société d'agriculture, firent ressortir la nécessité de créer aux abords de la Ville un quartier destiné à l'exploitation agricole et demandèrent qu'il plût au Conseil municipal de mettre cet objet à l'étude.

Cette question n'était pas précisément neuve, car, depuis quelque temps déjà, des personnes qui s'intéressent aux choses de la cité en avaient reconnu l'urgence ;

aussi fut-elle favorablement accueillie par l'Assemblée primaire et prise en considération par le Conseil, lequel chargea une commission de cette étude.

La Commission se mit sans retard à l'œuvre, mais, avant d'entreprendre toute étude technique, il lui importait de connaître :

- a) la quantité de bétail qu'il y avait actuellement en Ville ;
- b) le nombre d'écuries existantes ;
- c) sur ce nombre d'écuries, combien y en avaient-ils qui étaient destinées à être déplacées avant peu et dans quel sens devaient-elles être déplacées, suivant les prévisions, au haut ou au bas de la Ville ;
- d) quelle quantité de terrain nécessiterait cette opération.

De l'enquête qui fut faite, on dressa une statistique, dont il résulte que Sion, la cité, compte 130 écuries ; sur ce nombre, 73 se trouvent dans la partie inférieure de la localité et 57 dans la partie supérieure. Comme toutes les granges ne peuvent pas être, au point de vue de leur démolition, rangées dans la même classe, l'on a subdivisé cette statistique en trois catégories qui se répartissent de la manière suivante :

Granges destinées à disparaître :		Haut de la Ville	Bas de la Ville
I	Catégorie à brève échéance	6	17
II	» dans un temps moins court	12	10
III	» dans un espace de temps plus ou moins lointain	39	46
Total		57	73

Cette question élucidée, la Commission chargée de l'étude fit une enquête éditale.

A cet effet, l'Administration municipale invitait, par publication du 20 août 1904, insérée au *Bulletin officiel*, les agriculteurs et les propriétaires d'installations agricoles à se présenter au bureau des Travaux publics de la Ville, du 29 août au 5 septembre, pour faire valoir leur opinion au sujet de l'établissement de ces quartiers.

Et, afin d'avoir en main des données plus précises sur les intentions des personnes intéressées à la création de ces quartiers agricoles, l'Administration municipale établit un questionnaire dans lequel tous les agriculteurs ou propriétaires d'installations agricoles indiqueraient la quantité de terrain qu'ils désiraient (sans toutefois engagement de leur part) au haut ou bas de la Ville.

Cette manière de procéder a établi d'une façon très nette, de quel côté de Sion la nécessité de créer un quartier agricole s'imposait pour l'heure présente.

L'Administration municipale fit établir 3 projets de plan de distribution de ce quartier. La variante N° 3 fut approuvée. Nous ne ferons mention que de celle-ci qui comporte 4000 m² de terrain affectés aux routes, dont la rue principale se trouve dans le prolongement de la rue des Bains avec ses voies secondaires, toutes à angle droit et tournées au midi. De plus, elle a l'avantage d'avoir un chemin prévu à 3 m. de largeur, partant de la ruelle des Tanneries ou du

nouveau pont sur la Sionne, pour aboutir à une place aménagée pour recevoir une fontaine publique.

Le terrain destiné aux constructions est divisé en 30 parcelles.

Le Conseil communal, dans sa séance du 27 janvier 1905, prenait les décisions suivantes :

« Vu le rapport de l'enquête faite, de laquelle il ressort que 30 personnes ont demandé un quartier d'écuries au midi de la Ville et une seulement au nord, il est décidé :

- a) Il sera élaboré des plans et devis pour la création d'un quartier agricole au midi de la Ville ;
- b) Il est fait choix, à cet effet, du terrain situé au levant de la Sionne « Sous le Scex » ;
- c) L'avant-projet de distribution du quartier N° 3 est adopté ;
- d) Il sera procédé à l'expropriation de ce terrain, sous la réserve prévue à l'art. 32 de la loi du 1^{er} décembre 1887 sur les expropriations pour cause d'utilité publique ;
- e) Il est sursis, jusqu'au moment où le besoin s'en fera sentir, à l'étude de la création d'un quartier d'écuries au nord de la Ville.

Le Conseil d'Etat ayant déclaré d'utilité publique la création d'un quartier des écuries à Sion, le Conseil propose à l'Assemblée primaire, convoquée pour le 26 mars 1905 :

- 1^o que le choix du quartier des écuries au midi de la Ville soit adopté ;

2^o que l'Assemblée se prononce sur la création de ce quartier, dès que les plans et devis auront été établis.

Ainsi fut-il voté.

Le devis pour l'établissement du quartier se monte à 52,500 fr. Dans ce devis, n'est pas compris le terrain acquis par la Commune pour être vendu aux particuliers et formant une surface de 7000 m².

Le Conseil municipal édicta un règlement sur l'aménagement de ce quartier qui fut adopté par l'Assemblée primaire, le 24 mars 1907.

Jusqu'à présent, la Municipalité a vendu 13 parcelles sur 30; 3 bâtiments ont été édifiés dans le courant de l'année 1908.

Par les lignes qui précèdent, le lecteur aura pu se convaincre, que l'entreprise du quartier agricole a été sérieusement étudiée et ensuite rapidement menée à exécution par le Conseil municipal.

Nous nous sommes étendu longuement sur cette question, la jugeant de la plus haute importance pour l'avenir économique de la Ville de Sion.

Laiterie

Une laiterie avait été établie à Sion, il y a plus d'un demi siècle; elle rendait d'excellents services à la population et semblait devoir prospérer; on y apportait de 300 à 400 pots de lait par jour, qui était vendu en nature ou transformé en fromage et beurre. Les fournisseurs retiraient environ 15 cents. par pot.

Cependant, quelques propriétaires de bétail estimaient que, par suite de l'accroissement sensible de la population sédunoise et de l'usage du café au lait, qui se généralisait toujours plus, en remplacement de la soupe nutritive, il y avait avantage pour eux à vendre le lait directement aux consommateurs, pour le prix de 20, 22 et 25 centimes le pot.

A l'époque où la Société sédunoise d'agriculture se fondait, la laiterie venait de fermer ses portes. Parmi les nombreuses commissions qui furent constituées, figure celle de la laiterie, mais aucun fait, si minime soit-il, ne prouve qu'elle ait donné signe de vie.

Le 24 décembre 1872, la commission de l'espèce bovine est priée d'étudier la question des laiteries et de faire rapport.

En 1880, on fait des démarches auprès du Conseil municipal de Sion, pour qu'il organise des inspections dans les débits de lait, à l'effet de faire l'épreuve des laits mis en vente.

Enfin, le 1^{er} février 1882, après une délibération fort intéressante, le Comité unanime, reconnaissant l'utilité incontestable d'une laiterie pour l'agriculture sédunoise, décide la constitution d'un Comité d'initiative, composé de 5 membres, aux fins d'arriver, le plus tôt possible, à la fondation d'une laiterie, à Sion.

Le 8 mars le comité d'initiative informe que le projet de règlement d'une laiterie est à l'étude et que la souscription a atteint 800 litres par jour.

1883. — *Laiterie de Sion.* — Enfin le 1^{er} février 1883, après une préparation assez longue, la laiterie était établie pour une durée de dix ans.

Les actions, de la valeur de 10 fr., sont nominatives et délivrées à raison d'une action par cinq litres de lait souscrit. La répartition du bénéfice a lieu par action. 34 sociétaires, pour 108 actions, ont adhéré aux statuts.

Voici les faits les plus saillants qui font le mieux ressortir le développement pris par cette utile association.

1884 — Il résulte des comptes de 1883 que la laiterie, après avoir payé le lait 16 centimes le litre, a réalisé, du 1^{er} février au 31 décembre 1883, un bénéfice net de fr. 1590,24, soit fr. 18,70 par action de 10 fr.

Il est décidé de répartir fr. 14 par action, et de verser le surplus au fond de réserve.

Pour l'avenir, la répartition des bénéfices, en modification des statuts, se fera sur les bases suivantes :

$\frac{2}{8}$ au fonds de réserve ;

$\frac{3}{8}$ aux actions ;

$\frac{3}{8}$ aux fournisseurs de lait, au prorata du lait fourni.

Le prix des nouvelles actions est fixé à 30 francs.

On arrête en principe de n'accepter que des propriétaires tenant, toute l'année, leur bétail à Sion.

Pour obvier au manque de lait qui se fait sentir pendant les mois de septembre, octobre et novembre, il est décidé de payer le lait, pour ces mois, 18 cents. le litre.

1885. — Parmi les membres nouvellement admis se trouvent des personnes qui mettent d'habitude leur bétail à la montagne durant l'été, et comme la décision de principe prise l'année précédente leur est applicable, elles ont dû souscrire un engagement formel, par lequel elles s'obligent à descendre de la montagne, le nombre de pièces de bétail que le Comité jugera nécessaire pour la bonne marche de la laiterie.

Les actions sont portées à fr. 50.

Le local est jugé insuffisant. Une commission est nommée avec mission d'en procurer un qui réponde mieux aux exigences du service.

1886. — Les bénéfices réalisés par la laiterie, provenant en majeure partie de la vente du lait, on constate que la répartition de $\frac{3}{8}$ des bénéfices par action, prévue en 1884, n'est pas équitable, d'autant plus qu'il est des sociétaires qui, pour une raison ou pour une autre, ne portent point de lait ; c'est pourquoi il est arrêté que l'on ne paiera annuellement aux non fournisseurs que le 10 % de la valeur nominale de l'action, soit 1 fr.

1887. — Le bénéfice de l'année est de 4727 fr. Le prix de l'action est élevé à 100 fr.

1888. — Les demandes d'admission de personnes domiciliées hors de la commune sont rejetées.

La Société décide que le prix des nouvelles actions sera de 120 fr.

L'acquisition du local Wellig est votée. Le prix d'achat et les frais d'installation s'élèveraient à 5000 fr.

1890-1891. — Les actions nouvelles sont à 130 fr.

1892. — Une commission est nommée pour reviser les statuts et les mettre en harmonie avec le Code fédéral des obligations.

1894. — Les nouveaux statuts sont adoptés.

La durée de la nouvelle société est fixée à dix ans à dater du 1^{er} janvier 1893.

La fortune sociale, mobilier, marchandises, créances et immeubles, s'élève, au 1^{er} janvier 1903, à fr. 13,090, divisée en 187 parts de 70 fr. chacune.

Le prix des parts nouvelles comprendra :

1^o un droit fixe de 50 fr.

2^o la somme résultant de la division de la fortune sociale, selon le dernier bilan, par le nombre de parts.

Le bénéfice réalisé se répartit comme suit :

a) au fonds de réserve $\frac{1}{10}$;

b) aux parts, le 5 % de leur valeur ;

c) le surplus, à proportion du lait fourni.

1898. — La laiterie fait l'acquisition d'une centrifuge, coût 550 fr.

1900. — Vu l'exiguité du local, aucun nouveau membre n'est admis.

1902. — Le règlement de la laiterie présenté par le Comité est voté.

Pour obvier, autant que possible, à la pénurie du lait, pendant les mois d'août, septembre, octobre et novembre, il est décidé de payer le lait 19 centimes le litre pour ces 4 mois.

1903. — Malgré toutes les recherches il a été impossible de trouver un emplacement propice pour la construction d'une laiterie. La société a dû se résoudre à apporter les améliorations nécessaires au local existant. Ces améliorations ont coûté 849 fr. 32 cent.

La société vient de terminer au 1^{er} février 1903 sa vingtième année d'existence. La continuation sur les mêmes bases est votée à l'unanimité.

1906. — Vu le renchérissement de la vie, l'augmentation du prix de la main d'œuvre et des loyers, il est décidé de fixer le prix de vente du lait à 25 cent. le litre, de juin à novembre.

1907. — Un livre sera ouvert à la laiterie, dans lequel les sociétaires pourront inscrire les offres de vente, d'achat de produits agricoles ou de location de ruraux.

Concernant la tuberculose, on rappelle la teneur de l'art. 3 des statuts, interdisant de porter à la laiterie du lait de vaches phthisiques. A cet effet, les propositions suivantes sont adoptées :

1^o Toutes les vaches des sociétaires de la Laiterie de Sion devront passer à l'essai de la tuberculine, au moins une fois par an ;

2^o Les frais occasionnés seront supportés par la caisse de la Laiterie (la Confédération en rembourse la moitié).

Le prix de vente du lait est fixé à 25 cent. le litre, pendant toute l'année, à partir du 1^{er} décembre 1907.

Statistique de la Laiterie de Sion - Exercice 1907

82360 litres ont été employés pour la fabrication.			Fr.	Ct.
Produit de la vente :				
Vente du petit lait			1192	40
1159.5 litres de crème à . . .	Fr. 1.20		1391	40
3628 kilos de fromage	» 1.10		3990	80
1784 »	» 1.20		2080	80
26 »	» 1.60		41	60
93 »	» 1.30		120	90
1118 kg. 750 gr. beurre moulé »	3.—		3356	25
95 » 900 » en pelotte »	2.80		268	50
Vente du quinzanzer			421	—
Marchandises restant en magasin »	850.20			
Escompte à divers clients . . .	» 326.45			
Don aux deux orphelinats . . .				
101 kg. 600 gr. fromage à fr. 1.20 »	121.92			
Le lait a été vendu 0.20 cent. le litre jusqu'au 1 juin et 0.25 cent. dès lors.				

Lait apporté à la laiterie depuis sa fondation

1883	Litres	96.432	Report	3.655.626,5
1884	»	168.271	1896	Litres 396.488,5
1885	»	249.533	1897	» 402.739
1886	»	259.471,5	1898	» 435.288,5
1887	»	292.688	1899	» 483.266
1888	»	315.931,5	1900	» 494.685
1889	»	302.582,5	1901	» 438.258
1890	»	331.952	1902	» 506.824
1891	»	316.255	1903	Kilos 518.135
1892	»	304.429	1904	» 524.382
1893	»	321.864	1905	» 595.886,5
1894	»	338.125	1906	» 533.257,5
1895	»	358.092	1907	» 583.185,5
A reporter 3.655.626.5			Total	9.568.022

Culture de la Plaine

Sous cette dénomination, l'on comprend, à Sion, les vergers établis autour de la Ville, les prés de Champsecs et la culture des champs et jardins, situés sur les bords du Rhône, mais en majeure partie, sur la rive droite. La composition du sol varie, suivant la proportion des alluvions de la Sionne, du Rhône ou de la Borgne qu'il renferme, ainsi que le constate l'analyse suivante, opérée par l'Etablissement fédéral d'essais et d'analyses agricoles à Lausanne.

Résultat de l'analyse

Envoi de la Société d'agriculture de Sion du 20 janvier 1902

Terres de la Contrée de Sion	Par K ^o de terre fine			
	Calcaire	Acide phosph.	Potasse totale	Acide sulfur.
	gr.	gr.	gr.	gr.
1 ^o Champsecs, alluv. Borgne	0,76	—	—	—
2 ^o » » »	24,7	1,42	25,0	0,46
3 ^o Limon du Rhône . .	57,0	2,04	30,3	—
4 ^o Vergers de Sion . . .	281,2	2,38	13,1	1,46
5 ^o » » » . . .	249,9	—	—	—
6 ^o Jardins de Sion, midi voie, alluvion du Rhône	71,0	—	—	—
7 ^o Jardins de Sion, midi voie, alluvion du Rhône	68,4	3,31	25,7	—
8 ^o Jardins de Sion, nord de la voie	127,3	—	—	—

Observations. — Les terres contenant 2 gr. acide phosph. et 20 gr. potasse totale par kg. peuvent être considérées comme riches.

Lausanne, le 12 janvier 1903.

Le Chef de l'Etablissement :

(signé) **DUSSERRE.**

Vergers

Il se peut que les vergers soient mieux garnis d'arbres fruitiers qu'autrefois, que ceux-ci aient plus belle apparence, mais il est aussi indubitable que la production fourragère n'y est pas en progrès. On arrose bien toujours autant les vergers en 6 et même 8 tours d'eau, pendant la saison qui commence avec le mois d'avril et finit au mois d'août, mais la Sionne, qui fournit l'eau pour les irrigations, contenant peu d'aliments fertilisants, on est obligé de remplacer, en partie, par les engrais les principes que les fourrages enlèvent au sol. Seulement, le prix des engrais ayant sensiblement augmenté avec l'extension de la vigne (il est relativement très élevé, soit de 35 cent. le pied fédéral), on en est moins prodigue qu'autrefois pour les vergers. Ce sont surtout ceux, situés au nord de la Ville, qui se ressentent de cette parcimonie; ceux qui peuvent recevoir les eaux des égoûts rendent un superbe fourrage. La canalisation des égoûts pourrait étendre notablement le rayon des vergers prospères.

Il y a 39 ans déjà que des membres de la Société d'agriculture avaient demandé la construction de canaux

collecteurs d'égoûts, pour être utilisés par l'agriculture, mais ce projet était irréalisable, aussi longtemps que l'eau devait être insuffisante comme véhicule.

Champsecs

Grands Champsecs	1,985,000 m ² env.
Petits Champsecs	495,000 m ² »
Wissigen	430,000 m ² »
La contenance des Champsecs est de 2,910,000 m ² env.	

Dans les temps anciens, la Bourgeoisie (Civitas) de Sion avait droit de parcours de printemps et d'automne sur toute la plaine des Champsecs. Ce droit était exercé uniquement par les bourgeois. Dans un document de l'année 1315, on voit que la Bourgeoisie concède (amodie) des terrains, soit des îles de la Borgne, à des particuliers, à condition qu'ils construisent des digues à la Borgne, pour protéger le territoire, mais elle se réserve, déjà alors, le parcours au bénéfice des citoyens (les bourgeois). Quelques années plus tard, ces personnes n'ayant pas rempli les conditions prescrites, la Bourgeoisie leur retire les propriétés amodiées. Ce droit de parcours, réservé exclusivement aux bourgeois de Sion, ne laisse pas que d'engendrer quelques procès, notamment contre ceux (*illos*) de Vex. (Jugement de l'Evêque Guillaume de Rarogne, contre lequel la Bourgeoisie recourut auprès de la Diète. Documents du XV^e siècle).

Mais, alors que le Valais était incorporé à l'Empire français, sous le nom de Département du Simplon, les droits de parcours de la Bourgeoisie furent abolis, par

une simple ordonnance de la mairie, du 4 octobre 1811, sans qu'aucune compensation fût accordée aux bourgeois frustrés dans leurs droits.

Nous pensons qu'il sera intéressant de faire connaître les considérants et quelques uns des articles de cette ordonnance que le maire dut signer :

« Vu les lois de l'Empire, portant suppression des corporations privilégiées, celle du 6 octobre 1791, sur la Police rurale et la décision de M. le Préfet du Département;

« Considérant que le droit de parcours dans la Prairie de Champsec, dévolu à l'ancien Corps bourgeois, ne peut plus être exercé comme par le passé, attendu que ce Corps n'existe plus et que les Membres d'une corporation éteinte ne peuvent être substitués à ses privilèges;

« Considérant que la servitude qui privait les propriétaires non bourgeois de la pleine jouissance de leurs propriétés est abolie par le fait;

« Considérant que, dans l'état actuel de la Législation de l'Empire, tous les propriétaires de Champsec, soit anciens bourgeois, soit tous autres, rentrent nécessairement dans la jouissance pleine et entière de leurs portions de propriété dans la dite prairie;

« Considérant enfin, que la nature des lieux, la division à l'infini des propriétés, s'oppose à ce que chacun veuille et puisse se clore, à ce que chacun puisse faire paître son bétail sur toutes les portions de son terrain, sans préjudice au bien d'autrui,

Arrête :

ART. PREMIER. — Le parcours de printemps dans la Prairie de Champsec est et demeure, aux termes de l'article 10 de la loi du 6 8^{bre} 1791, entièrement aboli.

ART. 2. — Le parcours d'automne s'exercera en troupeau commun par tous les propriétaires quelconques de la Prairie de Champsec.

ART. 3. — Tout propriétaire peut envoyer une vache ou un cheval au parcours, quelque soit la contenance de sa propriété.

ART. 4. — Pour avoir droit à faire pâturer 2 vaches, il faudra être propriétaire de 4 seiteurs, pour 3 vaches de 6 seiteurs et progressivement.

(Les articles 5, 6, 7 et 8 concernent la cession de la jouissance des parcours à des tiers, ainsi que les pénalités.)

ART. 9. — Tous les autres petits parcours, dont la durée n'excédoit pas huit jours, tels que ceux d'Uvriers, Platta, Prédamé, Crosset et qui ont appartenu à l'ancienne Bourgeoisie, sont dévolus exclusivement aux propriétaires de ces prairies.

Fait à l'hôtel de la Mairie de Sion, le 4 octobre 1811.

Le Maire: DELAVALLAZ.

Vu par le Préfet DERVILLE MALÉCHARD.

Lorsqu'à la chute de Napoléon I^{er}, le Valais fut rendu à son indépendance, pour devenir le XX^e canton

de la Confédération suisse, la Bourgeoisie rentra dans ses droits, dont l'Empire l'avait privée.

Nous lisons, en effet, dans les protocoles de la Bourgeoisie que le 4 janvier 1842, le Conseil administratif de la Bourgeoisie, dans le but d'encourager les propriétaires à donner une meilleure culture aux prairies de Champsecs, fixe un prix modique pour le rachat du parcours de printemps. Les Champsecs sont répartis en 4 classes de 20, 15, 10 et 5 francs par seiteur. (La contenance du seiteur est de 800 toises, soit 3040 mètres carrés.) Cette décision est confirmée par l'assemblée du 6 mars 1842 du Conseil général des bourgeois.

En séance du 8 janvier 1851, le Conseil bourgeois, s'appuyant sur la décision précédente et sur le préavis de la commission, chargée de faire le travail pour le rachat intégral du parcours des Champsecs, établit comme base du rachat intégral, le prix de 35 francs (ancienne monnaie) par seiteur, pour la première classe, 25 fr. pour la deuxième, 15 fr. pour la troisième et 5 fr. pour la quatrième. Cette excellente mesure devait évidemment produire les meilleurs résultats.

Au sujet des Champsecs, différentes motions furent proposées au Comité de la Société sédunoise d'agriculture, telles que mesures qu'il serait opportun de voir adopter pour empêcher le morcellement du terrain ou pour favoriser la reconstitution de propriétés plus étendues, distribution plus pratique et meilleur entretien des chemins de dévestiture, répression des parcours abusifs, plantations d'arbres fruitiers,

curage des meunières et des bisses, foins récoltés tardivement, qui sont tout autant de questions mentionnées dans les protocoles.

En 1874, on fait des essais dans les prés de Champsecs avec une faucheuse Hornsby, mais les résultats sont peu encourageants.

Sans mentionner le morcellement des propriétés, auquel une entente des propriétaires, au moment de l'emploi de la faucheuse, pourrait obvier, la nature molle du sol, les ondulations du terrain, les rigoles, bisses, meunières, le grand nombre de taupinières, par place le genre de fourrage, sont tout autant de causes qui n'ont pas permis d'utiliser avec avantage, jusqu'à présent, les machines pour remplacer la main d'œuvre, qui est d'un prix toujours plus élevé.

D'autres faucheuses sont maintenant essayées et avec plus de succès.

L'emploi des engrais chimiques et notamment des scories Thomas, répandus dans les bas-fonds où l'eau d'irrigation se concentre, produit des effets merveilleux.

Nous voilà bien loin du temps où un règlement interdisait la conduite des engrais sur la prairie de Champsecs. Cependant, encore maintenant, rares sont les prés qui reçoivent d'autres moyens fertilisants que les eaux de la Borgne.

De nombreuses et belles plantations d'arbres fruitiers ont été faites dans les Champsecs, depuis une quarantaine d'années.

Champs et jardins

La plaine du Rhône, sur la rive droite, territoire de Sion, était, pour une bonne part, propriété bourgeoise. Une partie de ces terrains, la Bourgeoisie les donne en jouissance aux ménages bourgeois et aux habitants perpétuels, une autre partie a été dévolue par lots aux bourgeois, avec droit d'en disposer. Nombre de bourgeois ont revendu immédiatement leurs lots.

Les terrains les plus rapprochés de la Ville sont consacrés à la culture des plantes sarclées, les plus éloignés sont transformés en pré-marais, ou bois taillis ; quelques cultures s'y trouvent aussi.

Les céréales, pommes de terre, betteraves, asperges, légumes, etc. y réussissent très bien et donnent, certaines années, quand les terrains sont bien cultivés, un rendement magnifique.

Mais plus souvent, les infiltrations, les inondations du Rhône et parfois la sécheresse, ne permettent d'en retirer qu'une récolte minime, si tout n'est pas détruit par l'eau ; et alors, parmi les cultivateurs, les plus fortement atteints sont ceux de la classe ouvrière, qui louent les jardins dans l'espoir d'y trouver un adjuvant au gain journalier.

Il y a 40 ans encore, les plantations de maïs dominaient, mais la qualité supérieure et le bas prix des maïs importés, font abandonner la culture de cette céréale. Les chenevières ont à peu près disparu ; il en est de même de la culture du tabac, qui était importante.

L'étude des moyens pour faire produire à la plaine du Rhône un rendement qui ne soit pas trop aléatoire, a été l'objet des constantes préoccupations de la Société sédunoise d'agriculture et spécialement de la Section de la Plaine.

Sans nous attarder aux inspections des cultures des sociétaires qui sont alternées annuellement avec celles des prairies, ni aux observations mentionnées dans les rapports des experts qui sont lues publiquement, ni aux primes d'encouragement qui sont la conséquence des inspections, mentionnons tout d'abord les essais de culture en des champs d'expérience de plantes qui pouvaient être introduites dans notre région.

Parmi les nombreuses commissions constituées au début de la Société, figure celle des plantes exotiques qui trouva immédiatement un champ pour développer son activité.

Le Conseil fédéral s'était procuré, lors de l'Exposition universelle de Paris, en 1867, une variété infinie de semences destinées à être répandues en Suisse, par l'intermédiaire des sociétés d'agriculture. La Société sédunoise avait demandé que l'on voulût bien lui en remettre, pour faire des essais. Elle en reçut plus de deux cents espèces, provenant en grande partie de l'Amérique, de la Turquie et de l'Espagne.

Malheureusement, les directions indispensables pour la culture n'accompagnaient pas l'envoi, du reste fort défectueux, et comme la plupart des graines étaient inconnues, la base pour les expériences fit défaut.

Quoi qu'il en soit, la Commission prit ses dispositions pour assurer autant que possible les essais, mais nous n'avons aucune connaissance des résultats obtenus.

Quelques années plus tard, la Section de la Plaine fera des expériences avec le maïs de Bergame, renommé pour sa précocité ; elle étudiera encore d'autres semences, telles que le sorgho, sucre de Chine, dont le résultat a paru favorable, des semences de coton, coton sea Island, variété N° 3, qui a bien réussi, variété N° 4, qui a levé, mais n'a pas prospéré, des graines de canne à sucre, la soya, le topinambour et nombre d'autres plantes.

La récolte des pommes de terre ayant manqué en 1872, la Société s'adresse à l'Etat pour qu'il veuille bien faire une avance de fonds qui permette l'achat en grand de pommes de terre de choix pour semences. L'Etat ayant consenti une avance de 8000 fr., c'est la Société sédunoise qui est chargée de diriger le bureau de vente. Le magasin est établi dans les caves de l'Evêché ; il est ouvert tous les lundis ; les ventes se font au comptant, au prix de 1 fr. 40 la mesure.

La Section de la Plaine fait, pendant une série d'années, des expériences sur divers modes de culture de la pomme de terre et sur les nouvelles variétés recommandées à l'étranger. Pour celles qui ont donné des rendements satisfaisants, les expériences sont poursuivies avec plus d'étendue. Par ce moyen de nouvelles variétés, dont l'on a pu apprécier la valeur réelle, ont été répandues dans le pays.

Une fabrique de sucre ayant été établie à Monthey et la fabrique de conserves alimentaires de Saxon prenant un développement prospère, les directeurs de ces fabriques sont priés, au commencement de l'année 1892, de bien vouloir donner des conférences sur les avantages que procureraient la culture de la betterave à sucre et la culture maraîchère dans la plaine du Rhône.

Mais la question qui a vraiment captivé la Section de la Plaine, c'est la création d'un grand canal pour irriguer les terrains, actuellement jardins et îles, au couchant de la Ville et les transformer en prairies. En 1883, la section unanime à reconnaître la nécessité absolue de ce canal pour le relèvement de l'agriculture, adresse une requête à l'Administration de la Ville, afin que cette question soit soumise à une étude sérieuse. En 1887, la Section prend l'initiative des études préliminaires pour l'établissement du grand canal d'irrigation. Elle nomme dans ce but 3 commissions. La première est chargée de déterminer l'étendue des terrains qui pourront bénéficier de ce canal, d'en faire un projet sommaire et d'en établir approximativement le coût ; la deuxième, d'apprécier la plus value qui résulterait pour les terrains par l'établissement du canal ; la troisième, d'étudier les moyens financiers pour subvenir aux frais de cette entreprise. Ces rapports accompagnés d'une chaleureuse recommandation, munis de la signature d'un grand nombre de citoyens, ont été transmis par le Comité de la Société au Conseil municipal. Ce projet de canal d'irrigation a rencontré une forte opposition,

étayée sur des faits positifs : 1^o que le lit du Rhône est plus élevé que la plaine environnante ; 2^o que le Rhône, au lieu de creuser son lit l'exhausse chaque année ; 3^o que la plus grande partie des terrains que l'on se propose d'irriguer souffre déjà d'un excès d'humidité, qui doit être combattue par les canaux de dessèchement.

Le projet du grand canal d'irrigation n'est pas enterré dans les cartons municipaux.

Espérons que, dans un avenir prochain, il sera examiné à nouveau, dégagé, cette fois, des idées de spéculation et d'exagération, dont des partisans trop zélés de cette œuvre l'avaient entouré et qui n'ont pu que lui nuire.

Avant de clore ce chapitre, nous tenons à faire mention de la loi sur le colmatage, provoquée par la motion de MM. J. Ribordy, député de Sion, et consorts et votée par le Grand Conseil le 19 novembre 1907.

La nécessité d'élever la plaine du Rhône par le colmatage, a été signalée dans le rapport de 1897 du Comité de la Société sédunoise d'agriculture qui a émis, en outre, l'idée d'abandonner, dans certains terrains du moins, les cultures d'été pour y substituer des cultures dont la récolte puisse être rentrée avant la saison des hautes eaux.

Il est certain que par un colmatage qui serait organisé rationnellement, conduit méthodiquement avec l'appui de la loi, l'on parviendrait à rendre à la culture de grandes étendues de terrains qui, dans la plaine de Sion, pour ne citer que les Wisingen et les parties

de Champsecs avoisinantes, deviennent chaque année plus marécageuses.

Les excellents résultats produits par les 5 écluses que la Bourgeoisie de Sion avait fait établir, les années 1856 et suivantes, sur son terrain, en aval de Sion, en sont la meilleure preuve ; et cependant, à cette époque, on s'était borné simplement à construire les écluses sans exécuter les autres travaux complémentaires. Ces écluses par la suite ont été cancelées.

La bourgeoisie de Sion a de nouveau, il y a une quinzaine d'années, installé des écluses, mais de dimensions plus restreintes, de 50 centimètres de large, sur 70 de haut, pour le colmatage des chambres d'emprunt longeant la douve du Rhône, depuis le lieu dit « Brésil », au Pont d'Aproz. Bien que ces écluses aient dû, pour divers motifs, être fermées pendant une grande partie de la saison d'été, elles n'en ont pas moins produit un grand effet utile ; mais elles furent emportées lors de l'inondation provoquée par la brèche des douves du Rhône en juillet 1902. Des études ont été faites, dans le courant de l'été 1908, pour utiliser l'écluse des chambres de colmatage ordonnée par le Département des Travaux publics et qui, par crainte d'inondation, avait été cancelée en 1902.

Instruments

La Société sédunoise d'agriculture s'est constamment fait un devoir de mettre à la disposition des

sociétaires, pour un prix minime de location, des instruments agricoles pratiques et appropriés au mode de culture de la contrée.

Jusqu'en 1873, c'était le caissier de la Société qui avait la surveillance des instruments et qui en percevait les locations. Mais, par suite d'achats, le matériel agricole devenant plus important, une section fut chargée de cette partie. C'est à elle qu'incombe le soin, après avoir entendu les sections intéressées, de faire les acquisitions selon les crédits prévus; c'est à elle aussi qu'il appartient de se défaire, au mieux des intérêts de la Société, des instruments usés ou ne rendant pas les services que l'on en attendait.

Il fut question d'acheter, en 1875, une faucheuse; une société par actions était même en voie de formation, mais, sur ces entrefaites, une personne ayant fait l'acquisition de cet instrument, il n'y fut pas donné suite, d'autant plus que les résultats paraissaient peu favorables.

Les instruments sont retirés dans un hangard; un gardien les délivre et les retire conformément au règlement.

Un poids public était reconnu de toute nécessité dans les transactions agricoles, telles que la vente des fourrages, des denrées, du bétail, etc., pour éviter des erreurs. Faute de ressources, la Société d'agriculture imagina un concert-tombola, dont le produit serait affecté à l'établissement d'un poids public. L'on espérait se procurer ainsi une somme assez importante pour engager la Municipalité de Sion à installer ce poids. On fit

appel au bienveillant concours de la Société de musique « la Valéria », qui voulut bien se prêter pour la réussite de cette œuvre. La tombola eut lieu le 24 février 1891 et produisit la jolie recette de 1183 fr. 30, que la Société d'agriculture a parfaite à 1200 fr. et versée à la Municipalité, qui a pris à sa charge le poids public.

En 1896, la Section des Instruments, qui a été en relation avec celle de la Culture de la Plaine, pour l'achat de la plupart des instruments, fusionne avec celle-ci.

Instruments appartenant à la Société d'agriculture

<i>Désignation des instruments</i>	<i>Prix selon in- ventaire</i>	<i>Prix de la loca- tion aux socié- taires</i>		<i>Produit de la location varie par année de</i>
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1 Extirpateur	70	0.30	0.80	} 50 à 75
1 Fouilleuse	100	0.30	0.80	
6 Charrues	580	0.50	1.—	
1 Buttoir	35	0.30	0.60	0 à 2
1 Houe à cheval	35	0.30	0.60	id.
4 Herses en fer	310	0.40	0.80	15 à 25
1 Van	70	0.30	0.80	0 à 3
1 Broyeur à fruits, monté sur roues	250	2.—	4.—	6 à 70
1 Crible trieur	90	0.40	1.—	0 à 2
1 Semoir	200	0.70	1.40	— —
1 Rouleau	140	0.30	0.80	5 à 10
2 Extracteurs de miel	100	1.—	2.—	20 à 30
6 Plantoirs pr la vigne	90	0.20	0.80	10 à 34
4 Vollées de palonniers	52	—	—	— —
	2122			

Le produit de la location des instruments varie de 130 à 200 fr. par an.

Bien que les locataires soient responsables des dommages qu'ils ont causés aux instruments, il ne s'en suit pas moins que les réparations à la charge de la Société sont assez élevées.

Arboriculture

Sans remonter au déluge, nous voulons cependant citer ce que dit des fruits de Sion, le médecin Schinner, auteur du volume *Histoire du Département du Simplon*, publié en 1812, chez M. Advocat « imprimeur de la Préfecture ». Comme les études relatives à cet ouvrage peuvent bien remonter à 1808-1810, nous aurons ainsi une idée sommaire de ce qu'étaient les fruits de la Capitale, il y a juste un siècle.

Voici le passage en question :

« La situation de Sion est charmante, ce ne sont que promenades, jardins et prairies au dehors, dans la plaine, et de belles vignes sur les collines, où il croît d'excellents vins blancs et rouges, qu'on ferait même mieux de nommer noirs, tellement sont-ils foncés en couleurs ; Sion produit aussi de bons melons, d'excellents abricots, des pêches fort savoureuses, ainsi que des pommes et poires de toute espèce et enfin des raisins et figues en quantité ».

Le jugement de Schinner est encore vrai maintenant, à part son appréciation sur les figues, desquelles il n'y a plus abondance. Mais ce qui est surtout vrai, c'est lorsque l'auteur parle de pommes et de poires de « toute espèce ». Le chaos arboricole existant en 1808 s'est prolongé de longues années durant, au point qu'en l'an de grâce 1908, il reste encore beaucoup à faire sous ce rapport.

Rares étaient les arbres greffés et soignés. Dame nature remplaçait l'art. Personne ne se souciait de variétés commerciales, pour l'excellente raison qu'il n'y avait pas de commerce. Et il en fut ainsi jusqu'au jour où la Société d'agriculture, créée pour développer toutes les branches agricoles, vint donner une nouvelle impulsion et une direction rationnelle à la culture arboricole.

Le premier souci de la Commission d'arboriculture a été d'organiser, en 1868, un cours théorique et pratique sur les soins à donner aux arbres fruitiers.

M. Mce. Gard voulut bien diriger ce premier cours, suivi par 40 élèves de Sion et des environs, et dont les frais furent des plus minimes, grâce au dévouement et au désintéressement du professeur.

Depuis 1874, la Section d'arboriculture, régulièrement constituée, a persévéré dans cette idée, en établissant des cours annuels de taille.

Le même cours se donne généralement aussi aux élèves de l'école normale. En plus de ce cours de taille, la section d'arboriculture a organisé des concours réguliers de plantations et de vergers et elle affecte de modestes récompenses aux propriétés les mieux entretenues.

Pour l'échelle des notes, elle se sert des bases suivantes :

Arbres en plein vent en formation :

- | | |
|---|-------------------|
| 1) Installation, alignement, distances, tuteurs, ligatures, choix des variétés; | 8 points. |
| 2) Taille et ébourgeonnement, soins de formation, vigueur et santé | 20 » |
| 3) Nettoyage des mousses, insectes, gourmands | 8 » |
| | <u> </u> |
| | Total 36 points. |

Arbres formés :

- | | |
|--|-------------------|
| 1) Elagage, enlèvement des bois morts, destruction des mousses et des insectes | 24 points. |
| 2) Soins au pied, soins divers | 12 » |
| | <u> </u> |
| | Total 36 points. |

Arbres mi-vent :

- | | |
|---------------------------|-------------------|
| Forme | 12 points. |
| Taille | 12 » |
| Ebourgeonnement | 12 » |
| | <u> </u> |
| | Total 36 points. |

C'est à la réunion générale d'automne que les heureux lauréats viennent chercher sécateurs, échenilloirs et brosses d'acier, trophées modestes qu'ils arborent avec plaisir en revenant en cortège à travers les rues de notre vieille capitale.

Sur la demande présentée à la Fédération romande, en 1899, par quelques sociétés d'agriculture, il fut décidé que les subsides, qui jusqu'alors avaient été consacrés aux concours de ferme et auxquels les agriculteurs

valaisans, sauf une ou l'autre exception, n'avaient pu participer, vu le morcellement de la propriété, pourraient être affectés à des concours spéciaux.

La Société sédunoise d'agriculture ne manqua pas de profiter du subside qui était mis ainsi à sa disposition et organisa sans retard une série de concours pour arbres fruitiers.

Pour 1900 : Concours sur la culture des arbres à fruits à noyau. Sont admis à concourir les membres faisant partie de la Société d'agriculture de Sion et ne sont inspectées que les cultures ayant au minimum 25 arbres. Le concours est divisé en trois catégories :

I Arbres d'une année à deux ans de plantation.

II Arbres de trois ans et au-delà.

III Cultures spéciales.

Les primes se sont élevées à 400 fr., soit : 175 fr. pour la première catégorie, avec 7 prix, plus une médaille d'argent ; 195 fr. pour la seconde catégorie, 6 prix et une médaille d'argent ; 30 fr. pour la troisième catégorie, 2 prix et une médaille de bronze.

L'année suivante, le concours comprenait les arbres à pépins, de moins de 10 ans de plantation ; il y eut 22 propriétaires primés, avec 450 fr. en espèces, une médaille d'argent et une de bronze.

En 1902, nouveau concours, pour les arbres de plus de 10 ans. Il y eut 11 concurrents primés ; 1 médaille d'argent, 2 de bronze et 450 fr. de récompenses en espèces. Une autre société, qui s'était mise sur les rangs pour obtenir une part du subside, se retira, laissant la Société sédunoise seule en lice.

L'Etat du Valais encourage de son côté les plantations par l'organisation de concours, ayant lieu chaque année dans un district différent.

En 1906, c'était le tour de Sion.

Est-il nécessaire d'insister sur l'utilité de ces inspections annuelles ? On observe chez le propriétaire un peu plus de goût pour les arbres, un peu plus de soin dans l'entretien ; guerre est faite à la mousse, aux lichens et aux nids de chenilles ; mais il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine ; c'est pourquoi la Section d'arboriculture ne cessera pas d'insister auprès de ses membres et du public, afin que meilleure attention soit vouée au soins des arbres fruitiers.

Puisque nous avons touché le mot « insectes » il serait à propos d'en parler plus longuement, et ce sera le chapitre le moins agréable.

A peine les abricotiers, plantés par milliers, promettaient-ils une belle récolte et des revenus assurés pour l'avenir, que le *bostryche du prunier*, insecte creusant des galeries dans le bois, fit une véritable invasion dans nos plantations. On en parla comme d'un malheur public et on craignait l'anéantissement de nos abricotiers. L'Etat du Valais appela un forestier et entomologue connu, M. Aug. Barbey, à Montcherrand, lequel, en une série de conférences, décrivit les mœurs de l'insecte et les moyens d'en diminuer la propagation. Quant aux arbres attaqués, il n'y avait d'autre remède que de les brûler. Ainsi fit-on.

Mais comme si l'apparition de l'insecte avait coïncidé avec l'éclosion de plantations mal conditionnées, le

bostryche disparut plus tôt qu'on ne l'espérait. Actuellement il ne se montre guère que dans les arbres chétifs.

Le puceron lanigère existe aussi depuis longtemps; le petit propriétaire ne paraît pas y donner l'attention nécessaire, toutefois cet insecte n'a pas encore provoqué la mort des arbres, mais il produit des nodosités qui en compromettent la vigueur, et en général, il se laisse difficilement exterminer. Les aspersions de pétrole, en hiver, et d'alcool, en été, doivent être répétées, pour remplir leur but.

Pour combattre la cheimatobie et l'anthonome, ainsi que la teigne, on préconise actuellement des bandes de papier ondulé appliquées sur le tronc des arbres. Les insectes viennent s'y réfugier jusqu'au premier printemps et on les brûle aisément. En octobre, on enduit ces bandes d'une glu spéciale, où vient s'enliser la femelle dépourvue d'ailes de la cheimatobie. Le ruban à glu est ainsi un piège efficace contre les insectes les plus redoutables des arbres fruitiers.

Un nouvel ennemi est venu s'ajouter en 1906-07 à ceux, déjà assez nombreux, de nos plantations. Il s'agit des lièvres dont les dégâts avaient été signalés déjà quelques années auparavant.

Une enquête serrée, qui eut lieu au printemps 1907, par un membre de notre Section, porta sur tout le territoire de Sion. On profita de l'occasion pour faire la statistique des arbres fruitiers, que l'on verra plus bas. Quant aux dommages, ils étaient de beaucoup plus considérables sur la rive gauche que sur la rive

droite du Rhône. Dans le seul parchet des Champsecs, il y avait 810 arbres de 2 à 15 ans « perdus » et 158 « attaqués ». Les dégâts ont été évalués à 10,262 fr. 10. Ils frappaient spécialement les pommiers, et parmi eux, les « Canadas », à l'écorce plus douce et plus délicate.

*Statistique des arbres fruitiers de la Commune de Sion
au premier mai 1907.*

Les Creusets	1922
Plattaz et la Sionne	2603
Champs neufs	722
Portions bourgeoisiales, Ronquoz	1901
Wissigen	714
Château Neuf, Iles, Potences .	4045
Champsecs	4999
Mi-côte de Maragnenaz jusqu'à	
Salins	2341
Château Neuf, Aproz, fermes	
sur Sion	3746
Uvrier	4880

Une interpellation au Grand Conseil, de la part de M. Jacques de Riedmatten, eut du moins pour résultat la suppression des primes pour la destruction des renards, grands croqueurs de jeunes lièvres, et l'obtention plus facile de permis de chasse, pour les propriétaires, pendant l'hiver.

Enfin, la surtaxe des permis de chasse, qui avait été fixée à 10 fr. pour le repeuplement du gibier fut, par arrêté du Conseil d'Etat, réduite à 5 fr. et la Société des chasseurs renonça à l'importation des hases de l'étranger.

Si nous abandonnons ce sujet, pour entrer dans un autre ordre d'idées, nous constatons, que le budget de la Section d'arboriculture, malgré le grand développement qu'a pris la culture des arbres fruitiers, a peu varié pendant de longues années. Il oscille entre 120 et 140 fr.

Cours et inspections 50 fr.

Primes 60 »

Journaux 15 »

L'année dernière, la Section estimant le chiffre de 60 fr. insuffisant pour les primes, a demandé qu'il fût porté à 100 fr., lesquels ont été accordés par la Société d'agriculture.

Ce serait méconnaître le rôle d'indicateur de notre Section d'arboriculture, que croire que son activité se soit arrêtée aux seules questions mentionnées plus haut. Elle a étudié la question de la formation de l'arbre. Au début, les conférenciers s'en tenaient exclusivement à Dubreuil, préconisant la forme en vase. L'inconvénient de ce système est de dégarnir l'intérieur, de provoquer des fissures dans l'écorce, par l'action prolongée du soleil, et de favoriser l'éclosion de gourmands dans les espèces vigoureuses. On revint bientôt au système en flèche, où une branche verticale, laissée à dessin, sert de charpente pour un second étage. Mais sans vouloir trancher cette question, sur laquelle les pépiniéristes sont loin d'être d'accord, il a été constaté que le système en vase permet mieux l'accès de l'air et de la lumière à l'intérieur et qu'il peut donner ailleurs, ainsi à Ecône, d'excellents résultats, mais qu'il

ne convient généralement pas chez nous. A chacun de voir et de se baser d'après le climat, la fertilité du sol, l'espèce et la variété d'arbre pour lui donner la formation rationnelle.

Nous avons dit, plus haut, que les environs de Sion, à l'époque de la fondation de la Société d'agriculture, formaient un véritable chaos arboricole. Il s'agissait, parmi les centaines de variétés locales ou variétés nouvelles préconisées par les pépiniéristes, de déterminer les variétés les plus recommandables et s'adaptant le mieux à notre climat et à notre terrain. La Section jeta les premières bases d'une classification pomologique, en 1883, et, secondée par la Fédération des sociétés d'agriculture du Valais, décidait d'avoir recours aux lumières de Mr Krafft, pomologue distingué, de Schaffhouse. Pendant 3 ans, les recherches continuèrent; enfin, en 1886, lors de l'exposition des fruits de Sion, le catalogue semblait complet. La Section confia le soin de le coordonner et de le rédiger définitivement, à une Commission de 6 membres, et, pour faciliter leur tâche une exposition pomologique fut décidée et placée sous la direction de la Société sédunoise d'agriculture. Le Comité, chargé de l'organisation, invita les sociétés à lui faire parvenir, pour le 16 septembre, leurs collections de fruits dans des sachets, munis des noms locaux et techniques. Chaque société devait être représentée par un délégué, chargé de fournir tous renseignements utiles.

Les frais locaux retombèrent sur les sociétés d'agriculture, mais ceux de l'exposition incombèrent à

la Fédération valaisanne. Installée dans les salles de l'école des filles, l'exposition agrémentée de fleurs eut un vif succès.

Tout compte fait, il resta bien des frais à payer, que la générosité inlassable de la Municipalité et de la Bourgeoisie s'empessa de couvrir.

Malgré que la Commission eût éliminé un nombre considérable de variétés, le catalogue en comprenait cependant un choix suffisant. Qu'on en juge par les chiffres ci-dessous :

6 pommes d'été recommandées.

7 » » ordinaires.

31 » d'automne et d'hiver recommandées.

5 pommes à cidre.

106 variétés de pommes ordinaires.

En fait de poires :

14 poires d'été recommandées.

7 » » ordinaires.

28 » d'automne et d'hiver recommandées.

6 » à cidre.

83 variétés de poires ordinaires.

Pour l'époque (c'est en 1887 que fut imprimé le catalogue), la nomenclature des pommes et poires du Valais constituait un véritable progrès, un jalon jeté sur le chemin de l'unification des espèces en vue du commerce, qui est en bonne voie de se réaliser.

Une nouvelle simplification eut lieu en 1905 — lors des expositions de Saxon, organisées par l'Etat.

On n'admit, comme fruits recommandés, que les suivants :

Abricots

Luizet.

Reine Claude

Verte.

Pêches

Amsden.

Poires

Colorée de Juillet fruit d'été.

Epargne (Cuisse-dame) » »

Beurré William, fruit d'arrière-été.

Louise Bonne » »

Bergamotte Esperen, poire d'hiver.

Doyenné d'hiver » »

Curé » »

Pommes

Rose de Virginie fruit d'été.

Grafenstein » d'arrière-été.

Calville blanc pomme d'hiver.

Calville rouge »

Reinette du Canada »

Franc-roseau »

Reinette de Caux »

Belle-fleur jaune »

Citron d'hiver »

Reinette dorée de Blenheim »

Reinette de Champagne »

Coings

Champion

A Sion, en 1907, on admit encore

« la Précoce de Halle », comme pêche hâtive
et le Beurré Giffard, comme poire.

A l'exposition de Milan, du 22 au 28 septembre 1906, furent exposés :

Pommes

Reinette du Canada
Calville blanc
Calville rouge
Franc-roseau
Reinette de Caux
Bellefleur jaune
Citron d'hiver
Reinette Ananas
Api le Gros

Poires

Louise Bonne d'Avranches.
Beurrée William
Duchesse d'Angoulême
Bergamotte Esperen
Doyenné d'hiver
Curé
Bergamotte d'hiver
Coing Champion.

A mesure que la culture fruitière se développait, l'on s'aperçut de l'urgence de limiter le nombre des espèces, en n'adoptant que des fruits de belle grosseur, collorés et supportant le transport.

Mais, tout en recommandant aux propriétaires de s'en tenir, lors des plantations, aux variétés recommandées, la Section n'en a pas moins étudié et comparé, dans ses séances ordinaires, des pommes d'Italie, du Tyrol, d'Australie et de l'Amérique.

Quinze conférences données dans tout le Valais, pendant l'hiver 1907/1908, sous les auspices du Département de l'Intérieur, ont exposé aux agriculteurs les avantages d'une unification plus accentuée. Le conférencier, allant à l'extrême, ne recommandait, en fait de pommes en *plein vent*, que :

le Canada

le Franc-roseau.

En demi tige et formes naines :

le Calville blanc.

On a fait donc un bon bout de chemin depuis le catalogue de 1887, et surtout depuis l'époque du médecin Schinner.

Il est indubitable que l'on ne plante plus de fruits pour l'usage domestique, mais bien pour la vente et le commerce. Les premières expéditions, par wagon, ont eu lieu en 1877, pour Fribourg, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds. Les fruits du Valais sont absorbés, en partie, par les régions de Montreux, Vevey, Lausanne, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds et la Suisse allemande. Les frais élevés de transport sont une pierre d'achoppement pour le commerce des fruits, de même que l'absence de wagons aérés. Il serait à désirer que les Chemins de fer fédéraux écoutassent les doléances du commerce, et missent en circulation des wagons spéciaux pour le transport des fruits, tels qu'il y en a en France et en Italie.

En 1906, une centaine de wagons de pommes ont été expédiés du Valais; en 1908, plus de 400,000 kg. d'abricots, de Saxon.

En poursuivant le chapitre commercial, nous avons laissé de côté celui concernant les pépinières. Pourtant, la Section d'arboriculture s'en est occupée aussi. Dès 1884, elle mettait en avant la création d'une pépinière, sous direction privée, et elle la subventionnait par 50 fr. par an.

En 1888, le Grand Conseil décidait que les pépinières commerciales seraient subventionnées par l'Etat. C'était dans le but d'obtenir, en Valais, les sujets nécessaires, afin d'éviter l'importation d'arbres, pouvant apporter des traces de phylloxera.

Les pépiniéristes durent se conformer au cahier des charges, quant au nombre, à l'essence et au prix des sujets. Ces subventions développèrent les pépinières. Elles ont coïncidé avec le développement des cultures fruitières, provoquées par la Fabrique de conserves de Saxon.

Dans le chapitre consacré aux expositions, nous avons fait ressortir le travail effectué par la Section d'arboriculture, pour faire figurer au rang d'honneur les produits de nos arbres fruitiers; nous avons aussi fait mention des succès remportés; il est dès lors superflu d'y revenir. Mais nous ne pouvons passer sous silence deux expositions de fruits qui eurent lieu, à Sion, par les soins de la Section d'arboriculture.

En 1892, en même temps que le concours cantonal et septennal du bétail, la Société industrielle de Sion avait organisé une exposition des arts et métiers. La Section d'arboriculture exhiba une collection de pommes et de poires, qui eut beaucoup de succès. On

y vit figurer, pour la première fois, des bocaux contenant des fruits d'été conservés (abricots, pêches, cerises, poires, etc.), provenant de la Fabrique de conserves de Saxon, récemment fondée.

En 1907, eut lieu, à Sion, parallèlement à l'exposition de fruits, organisée par l'Etat, une exposition très réussie, de produits du sol, avec le programme suivant :

Sous les auspices de la Fédération des sociétés d'agriculture de la Suisse romande, la Société sédunoise d'agriculture organise une exposition des produits du sol.

Cette exposition aura lieu, à Sion, les 20, 21 et 22 septembre 1907, à la Halle de gymnastique du Collège.

Sont admis à concourir, tous les membres de la Société d'agriculture. La Société sédunoise d'agriculture affecte 500 fr. aux primes. Des médailles pourront être décernées à chacun des groupes.

Un jury appréciera les produits exposés. En cas de contestation, le bureau de l'exposition et le jury trancheront en dernier ressort.

L'exposition se divise en trois catégories :

1. Produits de l'arboriculture, emballés et non emballés. (Collections des fruits adoptés aux expositions organisées par l'Etat).

2. Produits de la viticulture. (Collection de raisins de table et vinification).

3. Produits de la culture maraîchère.

Les travaux écrits inédits sur les trois divisions du concours entreront en ligne de compte pour les récompenses.

Le commissaire de l'exposition était M. Jules Spahr. La presse unanime a constaté l'excellente organisation de cette exposition. Il fut accordé trois diplômes d'honneur et médailles d'argent.

Nous donnons ici les principes d'après lesquels le jury, (MM. Tschokke, de Wädensweil, Rézert, professeur, à Ecône et Jules Spahr), a distribué les récompenses :

1. Grosseur et pesanteur du fruit . . 2 points.
2. Finesse de la pellicule et coloris . 4 »
3. Etat de santé du fruit 4 »
4. Pureté du type et des caractères de
la variété 4 »

Ad 1. « C'est naturel qu'un fruit bien développé comme grosseur, est toujours plus apprécié sur le marché. Ce point est important surtout pour les espèces *Calville blanc*, *Canada*, *Franc-roseau* ; mais la grosseur ne suffit pas et ne joue pas même le premier rôle dans la valeur d'un fruit ».

Ad 2. « Non moins appréciés par le commerce sont la finesse de la peau et son coloris. Il est connu que les pommes colorées et les poires de table à pellicule fine sont à la mode et seront toujours préférées des amateurs non seulement pour la couleur qui est agréable à l'œil, mais aussi parce que les fruits qui ont reçu du soleil, sont plus riches en sucre, se conservent

beaucoup mieux que les fruits verts qui ont crû à l'ombre. Ce sont là des points essentiels dont le jury devait tenir compte ».

Ad 3. « Si le jury avait à critiquer un point, c'est bien celui de l'état des fruits présentés. Si, déjà sur le marché local, on a de la peine à vendre des produits maltraités, plus spécialement encore pour une exposition, doit-on offrir au jury et au public des fruits irréprochables, beaux de forme et de coloris, présentant le type et le caractère de l'espèce, c'est-à-dire bien cueillis, avec pédoncule complet, ni véreux, ni tachés, ni tavelés. Beaucoup d'exposants ne s'en sont pas doutés ».

Ad 4. « Pour les novices, pour ceux qui désirent faire une étude pomologique et se perfectionner dans cette science de la connaissance des fruits, surtout des variétés officiellement recommandées, il est très important d'avoir des exemplaires représentant bien le type de la variété énoncée. Pour ce motif, il n'eût pas été juste de primer en ne tenant compte que de la grosseur ».

Ces considérations absolument pratiques et excellentes nous paraissent à leur place dans ce rapide exposé de l'arboriculture valaisanne.

Voilà l'œuvre poursuivie par la Section d'arboriculture. De beaux résultats déjà sont acquis. Mais si les propriétaires d'arbres fruitiers, si toutes les personnes qui désirent retirer quelque profit de l'arboriculture s'intéressaient davantage aux travaux de cette section et soutenaient un peu plus ses efforts, peut-être n'entendrions nous pas, aujourd'hui, les plaintes qu'exhalent les producteurs de fruits.

Car il ne suffit pas de produire de beaux fruits provenant des espèces recommandées, il s'agit encore de les vendre à un prix rémunérateur. Et c'est au moment où le marché est encombré de fruits que l'on y jette encore les siens, parce que l'on a manqué de prévoyance, et l'on se plaint ensuite des prix dérisoires ! Naturellement, le bouc émissaire, la tête de turc, c'est le commerçant de fruits qui est accusé de vouloir trop profiter de la situation. C'est alors, au milieu des récriminations, que, tout-à-coup, l'on découvre le palliatif : « *Il faudrait créer un syndicat* ». Et on le dit avec l'espoir qu'un homme de dévouement, capable, énergique, se mettra à la tête du mouvement, en sera l'âme et en assumera la responsabilité. Une partie, pas la plus grande, des producteurs de fruits, le suivra sans doute et formera le syndicat, les autres se réserveront pour en retirer les avantages, sans les frais.

Une controverse instructive, cependant qu'un peu vive, a été soulevée, au courant de l'automne 1908, dans la *Gazette du Valais*, au sujet de la création d'un syndicat pour les fruits. Connaissant les champions qui sont entrés en lice, hommes érudits et d'action, il est à espérer que du choc des idées jaillira, non seulement une lumière momentanée, mais une œuvre féconde, bien que l'organisation d'un syndicat de fruits soit plus complexe que d'aucuns se l'imaginent. C'est ce qui ressort d'une étude à laquelle s'est livrée une commission nommée à cet effet, en 1904, par la Société sédunoise d'agriculture.

Il entre dans le rôle de la Société d'agriculture de prêter ses bons offices, pour grouper les volontés, afin de réaliser l'idée excellente d'un syndicat de fruits.

Nous terminons en espérant que les propriétaires valaisans, convaincus dorénavant de la rentabilité de l'arboriculture, écoutent toujours les conseils donnés par les sociétés, quant au choix des espèces commerciales, aux soins à donner aux arbres, à la cueillette et au transport. Nous ne sommes pas seuls au monde pour la production des fruits, et si nous voulons maintenir la place que nous occupons sur le marché, ou encore mieux, augmenter nos débouchés, il est indispensable de s'en tenir à la production d'un beau fruit, bien coloré, bien formé, bien cueilli et bien expédié.

C'est dans cette voie que la section d'arboriculture dirigera les sociétaires.

Viticulture

Les premiers travaux de rénovation du vignoble des environs de Sion remontent à peine à la seconde moitié du siècle dernier. Jusqu'alors la vigne était généralement plantée dans les terrains qui n'étaient susceptibles de ne recevoir aucune autre culture. Partout où le sol était suffisamment profond et arable, on y semait du blé, qui formait un des principaux produits de l'agriculture.

Pour préparer le terrain à la culture de la vigne, on se contentait d'un bon défrichement, les buissons

étant arrachés et les grosses pierres de la surface enlevées, mais ce n'était pas un défoncement profond. Les ceps qui y croissaient pouvaient donner un vin généreux, supérieur peut-être en qualité à celui que l'on produit maintenant, mais de minime rapport. Les travaux étaient faits d'après les principes de la culture à la valaisanne. (Voir la description dans le Guide pratique du vigneron valaisan).

Cependant, vers l'année 1860, le moment était venu où ce système de culture allait être peu à peu remplacé par la méthode vaudoise, dite en couronne.

Aussi bien, les raisins et les vins de Sion tendaient à se faire connaître et apprécier de plus en plus au dehors, et l'espoir d'une exportation toujours plus grande encourageait les propriétaires à modifier les cépages selon les besoins du commerce, tout en introduisant un système cultural plus intensif. Les vieux plants, humagne, amigne, arvine, qui donnaient un vin, très estimé il est vrai dans le Canton, mais peu recherché par le commerce en gros et qui ne produisaient que de 6 à 8 brantées par peur ⁽¹⁾, étaient extirpés et remplacés après défoncement par le fendant, qui rendait le double et le triple et qui possédait l'immense avantage d'être très apprécié de nos confédérés. Au rouge du pays on substituait la dôle.

Mais ces modifications pouvaient amener des mécomptes, qu'il fallait réduire au minimum possible,

(1) La brantée est de 45 litres ; la superficie du peur est de 200 toises, soit 760 mètres carrés.

en adaptant au climat et à la nature du sol de nos régions les plants et les modes de culture préconisés et qui avaient fait leurs preuves en d'autres contrées. C'est ainsi que pour avoir imité en tous points la méthode de *culture de Lavaux*, en ne défonçant qu'à environ 2 pieds, quelques viticulteurs furent forcés de se convaincre, au bout de quelques années, qu'ils avaient fait fausse route et que le meilleur parti qu'ils avaient à prendre, pour éviter d'autres mécomptes, était de reprendre le défoncement à 5 ou 6 pieds. Ceux qui s'abstinrent d'arroser pendant les fortes chaleurs et la sécheresse de l'été, parce que dans le Canton de Vaud cela ne se pratiquait pas, en furent quittes pour une partie de la récolte perdue. C'était une leçon coûteuse, mais qui fut mise à profit l'été suivant.

Puisque l'on introduisait la méthode de Lavaux, ou vaudoise, pour la culture de la vigne, il fallait qu'elle fût pratiquée, basée sur l'observation.

C'est cet enseignement que, déjà en 1868, la Société sédunoise d'agriculture fait donner. On organise les cours de viticulture ; pour les vignes nouvelles à *la vaudoise*, les professeurs sont MM. Schöpfer et Anderset, vignerons vaudois, mais établis à Sion ; pour les vignes anciennes, à *la valaisanne*, les professeurs sont MM. Varone Joseph et Roten Pierre, vignerons ; MM. Victor Dénériaz et Mce Gard enseignent la culture des treilles.

Un jour sera consacré ultérieurement au labour, soit à la pioche, et plus tard, selon la saison, seront données les instructions pour les autres travaux, l'ébourgeonnement, l'attache, etc.

Le premier jour du cours, l'élève pourvoit à son entretien ; le second il est nourri aux frais du Comité, (les frais de nourriture se sont élevés à 27 fr.) le troisième, il est rétribué selon la déclaration du vigneron, directeur du cours.

La Société affecte une somme, jusqu'à concurrence de 50 fr., à décerner en primes aux élèves, qui ayant fréquenté le cours complet, auront obtenu le certificat de capacité et se seront distingués. Les primes consistent en outils et manuels appropriés aux travaux de la vigne. Les professeurs sont rétribués à raison de 3 fr. par jour.

Un appel publié dans les journaux et dans les communes du district de Sion, fut adressé à tous ceux qui s'intéressent à la culture de la vigne et particulièrement à la classe ouvrière, pour l'engager à profiter de cet enseignement. Ce cours obtint un plein succès et fut suivi par plus de 100 élèves. Le cours d'ébourgeonnement eut lieu en son temps. Ces cours ont été régulièrement continués. Cependant, en 1869, au lieu de donner une indemnité et la nourriture aux élèves, on n'accorde qu'une gratification, consistant en outils perfectionnés, à ceux qui seront distingués. Par la suite, les élèves qui fréquentent le cours sont assujettis à une finance d'inscription de 1 fr. ; cette finance est réduite à 50 centimes pour les sociétaires.

Les cours sont suivis maintenant par environ 160 élèves et coûtent près de 500 fr. à la Société. Ils comprennent la taille, l'ébourgeonnement, les soins à donner pendant la saison d'été ; puis les défoncements et

nivellements, plantations, construction de murs, en un mot, tous les travaux que demande la vigne dans le cours de son existence. (Voir le programme des cours dans le règlement de la Section de viticulture de Sion pour les cours de taille et d'ébourgeonnement, élaboré le 3 février 1896, *But et travaux de la Section*). Outre les cours publics, la section de viticulture fait donner, par ses professeurs et sur la demande du Département de l'Instruction publique, des cours de viticulture spéciaux aux élèves de l'école normale des garçons; ils sont suivis annuellement par une soixantaine d'élèves instituteurs. C'est ainsi que se vulgarise dans le Canton du Valais l'enseignement de la viticulture.

La section prend comme professeurs les anciens élèves qui ont obtenu le diplôme de maître-vigneron. Mais n'obtient certes pas qui veut le diplôme de maître-vigneron, car la section est loin d'en être prodigue, puisque, depuis quarante ans que la Société existe, il n'a pas été délivré plus de 40 diplômes de maître-vigneron. L'on est très sévère aux examens. L'élève de troisième année, qui n'obtient pas réellement dans toutes les branches le nombre de points suffisants, est renvoyé à l'année suivante.

Beaucoup se découragent et ne reviennent plus; ils peuvent néanmoins, par la pratique, devenir de bons vigneron, ayant suivi les cours pendant trois ans. Il s'est trouvé à maintes reprises des élèves qui ont été obligés de suivre jusqu'à 6 ans les cours pour obtenir leur diplôme. On ne délivre le diplôme de maître-vigneron qu'aux élèves qui ont obtenu 2 ans de suite

le certificat de première classe et qui, à la fin de la troisième année, ont mérité dans toutes les séries, tant en pratique qu'en théorie, le nombre de points exigés et de plus sont reconnus aptes à pouvoir enseigner toutes les branches de la culture de la vigne. Par ce court exposé, on peut se convaincre que les élèves ne sont diplômés qu'à bon escient.

Depuis quelques années, la section a introduit dans ses cours un nouveau système de taille pour la formation de la couronne des jeunes ceps, et soit dit en passant, on n'a eu qu'à se féliciter de l'avoir introduit. On l'appelle la *taille en vert*.

Au moyen de cette taille, qui se pratique du 15 mai au 15 juin au plus tard, on obtient, pour la troisième année déjà, les trois cornes; avantage incontestable, soit pour la formation du cep qui est avancée de deux et même de trois ans, soit pour sa conformation : les cornes s'obtiennent plus facilement et plus régulièrement, sans aucune cicatrice. Il va sans dire que cette taille ne s'applique que sur les sujets vigoureux; en effet, les pieds chétifs ne sont pas assez avancés, au moment où cette opération doit être pratiquée. Si elle devait être retardée après le 15 juin, le jeune bois, qui se développerait depuis, n'aurait plus le temps de mûrir avant les gelées.

La Section de viticulture ne fait pas donner de conférences sur le mode de culture de la vigne, les cours pratiques produisent de meilleurs résultats. Par contre, il en est donné fréquemment sur les maladies de la vigne et leur traitement.

Lorsque la Société d'agriculture fit donner ses premiers cours sur la culture de la vigne, on sentit l'opportunité de mettre à la portée du vigneron de petits traités, lui rappelant les leçons qu'il avait reçues ; de là, cette éclosion d'opuscules qui ont été édités à cette époque, et dont il est fait mention dans la partie générale.

Ces opuscles, d'une valeur réelle, ne forment que des parties d'un tout, qui longtemps fit défaut à la viticulture valaisanne. A l'Association agricole du Valais revient l'honneur d'avoir comblé cette lacune, en mettant au concours l'élaboration d'un manuel viticole. La Société d'agriculture de Sion, qui avait présenté un travail, reçut le second prix, le premier fut adjugé à la Société d'agriculture de Sierre. Les manuscrits des deux sociétés primées furent remis à une commission de rédaction, et, c'est M. Hopfner, directeur de l'école normale, qui voulut bien se charger de coordonner le travail et apporter la dernière main à l'ouvrage, auquel on a donné le titre de « *Guide pratique du vigneron valaisan* ».

En 1869 déjà, la Société, dans le but d'encourager le vigneron (métal) aussi bien que le propriétaire, et de stimuler par l'émulation la bonne façon de la culture, décida d'accorder, jusqu'à concurrence de 20 fr., des récompenses aux vigneronns qui auraient obtenu les meilleures notes, lors de l'inspection des vignes. Ceux qui voulaient concourir devaient en consigner la demande expresse. Des tabelles, à points, furent fixées comme suit, pour l'expertise des vignes :

Maximum des points 30.

Vigne vaudoise

<i>taille</i>	<i>ébourgeonnement</i>	<i>levage et soins d'été</i>	<i>remontage des terres</i>
5 p.	10 p.	10 p.	5 p.

Vigne valaisanne

<i>taille</i>	<i>ébourgeonnement</i>	<i>levage</i>	<i>archets</i>	<i>remontage des terres</i>
10 p.	5 p.	5 p.	5 p.	5 p.

Les primes ou mentions honorables n'étaient accordées, qu'à ceux qui avaient obtenu les $\frac{2}{3}$ des points.

Par la suite, les concours de vignes prirent plus d'ampleur. On fait régulièrement deux inspections par an.

La première s'étend sur le provignement, le repeuplement, la fumure, le transport des terres, la taille, le labour, l'ébourgeonnement, l'échalassement, le premier levage, la santé et la tenue générale.

La seconde comprend le deuxième levage, l'épamprément, le rognage, le désherbage, le retersage, la santé et les remèdes appliqués, l'état de la récolte et la tenue générale.

Pour faciliter les inspections, vu la grande étendue du vignoble, celui-ci est divisé en deux lots. 1^{er} lot : Rive droite du Rhône, de la Morge à la Sionne; 2^{me} lot : Rive droite du Rhône, de la Sionne à la Lienne et le vignoble situé sur la rive gauche du Rhône. Les deux lots concourent alternativement, soit un lot chaque année.

Toutes les vignes sont divisées en trois classes :

1^{re} classe : première et deuxième feuille;

2^{me} classe : troisième feuille ;

3^{me} classe : quatrième feuille et au-de-là, ou vignes formées.

Les prix consistent en piochards (fossoirs), d'une valeur de 6 à 7 fr., pelles et sécateurs. La Société d'agriculture affecte, annuellement, une centaine de francs aux primes de la viticulture. Les frais d'expertises reviennent à environ 80 fr.

Lors de l'exposition agricole de Sion, en 1871, nombre de visiteurs ont manifesté leur étonnement sur la quantité de plants, cultivés en Valais. Nous en donnons ci-après une nomenclature, déjà trop longue, que nous abrégeons encore. (Entre parenthèses nous mentionnons le nom ampélographique.)

1^o Blancs

- a) *Vins de consommation indigène* : humagne (roussette haute, altesse), gouay jaune, vert ou rose (heunisch), muscat (muscat), rèze verte ou jaune (inconnu), païen, haiden (traminer, salvagnin du Jura, gentil duret), lavenetsch, bernade (inconnu), blanchette (folle blanche).
- b) *Vins de commerce* : fendant roux ou rose (chasselas), fendant vert (räuchling), gros rhin (sylvanner vert).
- c) *Vins fins* : amigne (inconnu), malvoisie (pineau gris), arvine grosse et petite (inconnu), hermitage (marsanne), johannisberg, petit rhin (riesling).

2^o Rouges

Dôle (gamai de Beaujolais), bourgogne, cortailod (pinea unoir), bordeau (tabernet, sauvignon), petit rouge du pays (inconnu).

Outre ces plants principaux, il se trouve dans le vignoble de Sion, une grande variété de plants plus ou moins importants, fantaisistes et d'amateurs, tels la marsanne, le ciotat ou le fendant persilien, la culotte suisse, les muscats rouge et rose, la juliette ou madeleine, le einisch ou alsacien blanc, les framboisiers blanc, rouge et rose, la bicanne sans pépin, le veyret, le rhin rose, etc.

Développement du vignoble

L'on peut dire, sans exagération, que dans ces trente dernières années, le vignoble de Sion, a augmenté d'un tiers environ, mais la récolte a quadruplé.

Sa contenance, en 1868, ne devait pas être supérieure à 2,600,000 m²; elle était, en 1884, de 3,071,724 mètres carrés et, aujourd'hui, ce chiffre est amplement dépassé.

Tous les terrains prés, champs et vagues, en côteau et même plus ou moins bien exposés, ont été transformés en vignes.

Actuellement, le côteau de la rive droite du Rhône est complètement converti en vignes, seuls les terrains absolument impropres à la culture de la vigne, n'ont pas subi de changement.

Des parchets entiers sont nouveaux et de date récente, tels les « Maladaires, Montorge au-dessus du bisse et tout le vignoble de la rive gauche du Rhône. »

Cependant, depuis une dizaine d'années, l'augmentation sensible du prix des journées, les nouveaux frais de culture nécessités par le traitement des maladies de la vigne, la mévente ou le bas prix des vins et aussi, disons-le, la déception éprouvée au sujet du rendement de certains parchets, ont fait baisser l'engouement d'il y a 30 ans et provoqué l'arrachage de quelques vignes mal situées.

Travaux de la vigne

Défoncement. -- Dans les défoncements, comme du reste pour tout le système de culture à la couronne, l'on n'a pu, dans la région du Centre du Valais, copier exactement ce qui se pratique dans les cantons et pays voisins; seule, l'expérience des résultats obtenus avec les premiers défoncements, a dû servir d'instruction. Les premiers défoncements furent exécutés à 50 ou 60 centimètres de profondeur. Or l'expérience a démontré que cette profondeur était trop insuffisante, et qu'elle devait être, suivant la nature du sol de 1 m. 40 à 1 m. 80. En second lieu, un défaut qu'ont beaucoup de vignes plantées, il y a une quarantaine d'années, consiste dans le grand nombre de murs peu élevés et peu solides, que l'on construisait dans les terrains à pente rapide, pour éviter des remuements de terre trop considérables. L'inconvénient de ce mode, dans un pays aussi chaud et sec, est de trop faciliter le dessèchement

des terres, les surfaces des murs surchauffées provoquant une très grande évaporation de l'humidité. On cherche maintenant à diviser le moins possible les vignes par des murs, soit en augmentant la pente, soit en construisant des murs plus élevés et plus solides.

Les défoncements à 1 m. 40 ou 1 m 80 reviennent naturellement à un prix très élevé; le coût peut varier cependant dans la proportion de 1 à 10.

Dans les sols composés de terre légère ou de glazier et dans les meilleures conditions, il reviendra à 30 ou 40 centimes le mètre carré. Mais plus souvent il arrive, qu'à une profondeur de 0,70 à 80 centimètres, on trouve de la roche schisteuse (brisé) ou de la terre compacte très argileuse (béton), le coût ascende immédiatement à 80 centimes ou 1 fr. le mètre carré.

Dans les terrains de béton pur, on ne défonce guère une vigne à moins de 1 fr. 50, 1 fr. 80 le mètre carré. Si, par malheur, dans un défoncement, on rencontre un banc de conglomérat, formé de fragments roulés, réunis par un ciment, sorte de poudingue très dur, nommé à Sion « Cornille », plus difficile à diviser que le roc vif, sur lequel la mine a peu d'action, le mètre carré sera alors de 3 à 4 fr. La création de vigne au dépens de la roche que l'on n'obtient qu'au moyen de la mine, poudre, westphalite, dynamite, etc. et en brisant menu les débris, coûte un prix excessivement élevé, soit 3 et 4 fr. le mètre carré. Dans ces prix n'est pas compris la confection des murs de soutènement qui, en certains cas, double les frais du défoncement.

Brisé. — Le brisé est formé par la désagrégation naturelle ou artificielle d'une roche schisteuse (schiste talqueux ou alumineux) qui est la base d'une partie du sol du vignoble de Sion. Cette roche contient en des proportions très variables de la potasse et de l'acide phosphorique.

Voici le résultat de l'analyse de deux variétés de brisé provenant d'une exploitation commerciale qui fonctionnait en 1870.

Sa composition est pour 100 gr.

	Brisé N° 1	N° 2
Silice	gr. 48,75	gr. 45,46
Alumine	» 20,15	» 15,60
Oxyde de fer	» 6,50	» 13,50
Chaux	» 4,75	» 8,40
Magnésie	» 7,81	» 3,66
Potasse	» 4,10	» 3,45
Soude	» —	» —
Acide sulfurique	» —	» —
» phosphorique	» 1,25	» 1,05
Chlore	» —	» —
Charbon	» 1,60	» 1,85
Acide carbonique et eau	» 4,40	» 6,25
Perte de l'analyse	» 0,69	» 0,78
Total	gr. 100 —	gr. 100 —

Un bon brisé équivaut en certains terrains à une fumure.

Outre son effet chimique, par l'apport de matières fertilisantes, le brisé agit physiquement. Transporté sur les vignes, formées de grosses terres compactes ou

de béton et mélangé au sol, il produit un effet surprenant, aussi immédiat qu'efficace. On cite bien des cas où la récolte a été doublée. Il divise les terres et les empêche de se tasser, de sorte que les eaux de pluies ou d'irrigation pénètrent plus facilement dans le sol, il réduit l'évaporation; les racines peuvent plus facilement se développer puis, surchauffé par le soleil, il hâte la maturité du raisin. On l'utilise avec avantage dans toutes les parties du vignoble de Sion, lorsqu'on peut se le procurer sans trop de frais. Partout son effet est remarquable.

Ce qui a entravé le commerce d'exportation du brisé, ce sont les énormes frais de transport.

Travaux de culture. — Ce sujet étant très bien développé dans le « Guide du vigneron valaisan », nous n'en faisons mention que pour mémoire.

Fumure. — Dans le vignoble de Sion, où la culture de la vigne est intensive, on la fume à raison d'une toise cube fédérale ⁽¹⁾ par 100 toises de terrain, (demi peur), avec une rotation de 3 ans. Le fumier pris au tas se paie environ 35 ct. le pied cube fédéral. Mais ce qui augmente dans de fortes proportions le prix du fumier, ce sont les frais de transport, sans compter le déchet qui résulte des chargements et déchargements. Pour nombre de vignes qui sont éloignées des routes, on est obligé d'avoir recours à 3 modes de transport successifs : 1° le char qui

(1) La toise cube, dite fédérale, est formée de 216 pieds cubes fédéraux de 30 cm. de côté.

amènera le fumier jusqu'au sentier ; 2^o la bête de somme, soit le mulet, qui le portera dans des bissacs le long des sentiers pierreux et rapides jusqu'au pied des vignes ; 3^o l'ouvrier, qui le chargera sur sa hotte pour le déposer enfin à côté des ceps.

L'économie résultant de la diminution des frais de transport est un des facteurs qui militent en faveur de l'emploi des engrais chimiques.

Irrigations. — La sécheresse et la nature du sol d'une grande partie du vignoble sédunois obligent les viticulteurs à arroser leur vigne une ou ordinairement deux fois dans la saison. Les irrigations formant partie d'un chapitre séparé « Des eaux dans leurs rapports avec l'agriculture », nous nous permettons d'y renvoyer le lecteur.

Frais de culture. — En général les vignes sont travaillées à la journée ; la journée de l'homme est de 3 fr. et celle de la femme de 2 fr. 50, sans vin. Peu nombreux sont ceux qui font travailler leur vigne à forfait ; les vignes à forfait se prennent à raison de 80 fr. environ le peur (760 m²). Les travaux extraordinaires, tels que les provignages, les engrais, les remèdes pour combattre les maladies de la vigne, ne sont pas compris dans le forfait. Plus rares encore sont ceux qui donnent la vigne à cultiver pour une partie de la récolte.

Rendement des vignes. — Il est assez difficile d'établir exactement le rendement des vignes dans la Commune de Sion même. Suivant qu'il s'agisse de vignes

BISSE DE CLAVOZ



Bazot en bois.

plantées dans de gros fonds, les brisés où les graviers, la moyenne varie sensiblement. Les murs sont aussi un facteur important, dont il faut tenir compte dans l'appréciation de la quantité de vendange.

On admet que, dans les gros fonds amendés de brisés, les vignes de 10 à 20 ans rendent en bonne moyenne 20 brantes par peur, soit 12,000 litres à l'hectare ; dans les brisés, on compte 15 brantes, soit 9000 litres à l'hectare ; dans les graviers et les vignes pierreuses, la moyenne descend à 12 brantes, soit 7000 litres. Pour les plantations en dôle, on compte de 10 à 12 brantes au peur, soit 6 à 7000 litres.

Concours de vignes

La Fédération des Sociétés d'agriculture de la Suisse romande ayant alloué, pour concours de vignes, à notre Société, un subside de 650 fr. pour l'année 1905, et un subside pareil étant prévu pour 1906, le Comité décida de diviser, pour ces concours, le vignoble de Sion en deux séries qui concoururent séparément.

La première série comprenait le vignoble qui s'étend de la Morge à la Sionne et fut inspectée en 1905.

La seconde, le vignoble de la Sionne à la Lienne et celui sur la rive gauche du Rhône qui fut inspectée en 1906.

Afin de pouvoir apprécier les vignes à leur juste valeur et de récompenser les viticulteurs d'une manière équitable, deux inspections s'imposaient.

Les vignes inscrites furent subdivisées en trois catégories :

1^{re} Catégorie: vignes de 2500 toises et en dessus.

2^{me} » » 1200 » à 2500.

3^{me} » » en dessous de 1200 toises.

La table de pointage fut établie d'après les opérations et les travaux si divers que nécessite une culture aussi exigeante que celle de la vigne.

Première inspection :

1 ^o Charge et remontage des terres . . .	5 points.
2 ^o Renouvellement, repeuplement, échalassement	5 »
3 ^o Taille, ébourgeonnement, formation et propreté du cep	10 »
4 ^o Fumure, culture et irrigation	10 »

Deuxième inspection :

1 ^o Propreté du sol et rehersage	5 »
2 ^o Levage, effeuille et pincement	10 »
3 ^o Aspect et tenue générale, récolte . .	10 »
4 ^o Cépages	5 »
5 ^o Traitements contre les maladies . . .	5 »

Total . 65 points.

Les observations judicieuses des membres du jury furent mentionnées dans un rapport qui fut édité par les soins du Comité de la Fédération romande en une brochure contenant les rapports des concours de fermes et concours spéciaux dans la Suisse romande.

Cette brochure fut remise à tous les intéressés.

Fléaux de la vigne

De toutes les plantes cultivées, il n'en est point qui soit sujette à autant d'ennemis, de maladies, d'accidents que la vigne, aussi faut-il qu'elle soit d'un tempérament robuste et d'une rusticité excessive pour pouvoir résister, en même temps qu'à la culture intensive, à tous ses ennemis qui, dirait-on, se donnent le mot pour lui tomber dessus, presque tous à la fois.

En commençant dans l'ordre d'après les assauts qu'elle peut avoir à subir, nous citons :

Les gelées d'hiver, heureusement peu fréquentes chez nous, le bois mûrissant généralement bien.

Cependant, l'hiver de 1890 à 1891 a causé un véritable désastre ; le froid excessif et prolongé fit périr une quantité innombrable de ceps.

Les gelées de printemps sont plus à craindre. Il arrive très rarement cependant que le gel du printemps détruise toute la récolte ; la dernière gelée générale remonte à 1873 ; depuis lors, nous n'avons eu que des gelées partielles et localisées.

En 1895, notre vignoble a passablement été éprouvé par le gel, et, à cette occasion, la section de viticulture a fait donner un cours sur la taille en vert et les autres soins à prodiguer aux vignes gelées.

Une conférence à laquelle assistaient les maîtres-vignerons, les examinateurs et experts de la section, a, après une discussion intéressante, fixé la méthode à suivre. Une centaine de vignerons ont pris part au cours qui fut donné sur ce sujet. Le Comité a en outre convoqué à une réunion les propriétaires et les vignerons,

pour avoir une discussion publique sur les divers points qui pourraient se présenter. Cette réunion très nombreuse a approuvé à la presque unanimité la méthode présentée par le Comité.

Voici, en quelques mots, les points qui ont été arrêtés :

Quels sont les moyens :

- a) de diminuer les risques de la gelée ?
- b) de remédier aux effets de la gelée ?

Les moyens de diminuer les risques de la gelée sont artificiels et culturaux.

Les moyens artificiels sont :

- 1^o former un épais nuage artificiel de fumée avant le lever du soleil ;
- 2^o les abris-vent placés du côté du couchant.

Les moyens culturaux sont :

- 1^o dans les défoncements, donner une inclinaison qui doit être au moins du 15 % ; éviter les formes en couloir et les expositions au nord et au levant ;
- 2^o exécuter les labours en automne, afin que le sol puisse se refermer et que le rayonnement soit moins actif ;
- 3^o former plus haut la couronne pour les vignes exposées à la gelée ;
- 4^o procéder à l'enlèvement de toutes les mauvaises herbes, avant l'époque des gelées ;
- 5^o ébourgeonner, autant que faire se peut, avant l'époque des gelées, afin de diminuer la quantité de matières herbacées qui couvrent le sol ;

6^o planter les échelas, le plus tôt possible, attendu qu'ils servent en partie d'abri contre le froid.

Le seul moyen de remédier aux effets de la gelée, c'est de pratiquer la taille en vert, moins pour obtenir de la récolte que pour conserver la formation du cep.

La grêle est un fléau excessivement rare à Sion, bien qu'en 1902 encore, une colonne de grêle ait marqué son passage sur une partie du vignoble. Quelques vignes ont, il est vrai, subi un certain dommage, mais les dégâts ont été plus apparents que réels.

La neige, accident heureusement exceptionnel, qui est tombée le 23 mai 1908, en une masse formant une couche de 15 centimètres environ, sous laquelle tous les jets furent ployés et les plus forts cassés.

Ce sont les plantations et les vignes vigoureuses, qui ont été les plus éprouvées. Cependant, les dégâts ont été moindres qu'on le craignait au premier abord. Suivant estimation, le quart au plus de la récolte du vignoble de Sion a été détruit; et cependant la vendange de l'année 1908 peut être classée dans une bonne moyenne.

Noctuelle. — Cet insecte a ravagé une bonne partie du vignoble de Sion en 1894; on a vu certaines vignes qui, au mois de mai, étaient absolument dépouillées comme en hiver, tout était dévoré. Depuis lors, ses dégâts n'ont plus été appréciables.

Cigareuse ou vigneron. — Cet insecte se montre chaque année, mais sans causer de tort bien appréciable, sauf une année ou l'autre, ainsi en 1903, où il a détruit passablement de feuilles.

Cochylis ou vers de la vigne. — Dans l'ordre des insectes, la cochylis est, sans contredit, celui qui a fait le plus de dégâts aux raisins. Chaque année, on le retrouve, au moment de la floraison, dans l'intérieur des grappes, où il construit sa tente et coupe une quantité de fleurs. Aussi les années où, grâce au beau temps, la floraison passe très vite, il n'a pas le loisir de détruire les petites grappes et ses effets sont à peu près nuls ; par contre, lorsque la floraison traîne des semaines, à cause du froid, ses dégâts sont importants ; car il n'exerce ses premiers méfaits sur la vigne que durant la floraison. Mais il ne borne pas là ses dégâts, on le retrouve en automne, lorsque le raisin commence à mûrir. A ce moment, il perce la pellicule du grain, s'introduit dans l'intérieur et provoque ainsi la pourriture qui se communique à une partie de la grappe ; de là gros déchet dans la récolte.

Un certain nombre de viticulteurs actifs et soucieux de leurs intérêts les font ramasser au moment de la floraison et parviennent à en détruire ainsi une grande quantité ; il est seulement regrettable que cette mesure ne soit pas générale, on arriverait, sinon à le faire disparaître complètement, du moins à atténuer sa propagation dans une large mesure.

Oïdium. — L'oïdium sévit chaque année dans le vignoble de Sion et, certaines années, des propriétaires ont eu à déplorer par son fait la perte d'une assez forte partie de la récolte.

On lutte contre l'oïdium par le soufrage ; toutefois le traitement doit être essentiellement préventif ; on

peut cependant enrayer les progrès de la maladie par des traitements curatifs.

Les personnes qui ont fait usage, comme désinfectant, du sulfate de fer en badigeon sur les ceps avant le printemps, en ont été très satisfaites.

A Sion, on soufre généralement 2 fois les vignes. Quelques vignes plus sujettes à l'oïdium sont soufrées 4 et même 5 fois. Parmi les cépages, les muscats sont les plus éprouvés par l'oïdium. Les soufrages ne sont pas rendus obligatoires par les pouvoirs publics, mais ils sont fortement recommandés et on les exécute partout.

Mildiou. — Les premières années de l'invasion du mildiou, ses ravages ont été assez importants ; l'on était un peu sceptique au sujet des traitements cupriques, mais leur efficacité ayant été reconnue, ils sont maintenant partie intégrale des travaux.

Deux sulfatages annuels sont rendus obligatoires dans le Canton par le Département de l'Intérieur. Exécutés à temps et correctement, ils ont paru suffisants dans le vignoble de Sion ; pour plus de précaution, quelques propriétaires procèdent à un troisième sulfatage.

Le mildiou n'apparaît guère, à Sion, avant la fin de juin, et comme il faut le traiter préventivement, il est prescrit que le premier sulfatage doit être achevé pour le 25 juin, le second, pour le 25 juillet.

Chaque année de nouveaux remèdes contre le mildiou, tous à base de cuivre, sont lancés par le commerce. On ne saurait être trop prudent dans l'emploi de ces nouveautés, soit que leur efficacité n'ait pas été encore suffisamment démontrée, si ce n'est dans

les réclames, soit qu'ils peuvent causer plus de dommage que de bien.

A l'exception de quelques propriétaires qui se procurent les cristaux de cuivre en commun, par l'entremise de la Société d'agriculture et qui font la préparation sur la vigne, la masse des viticulteurs achète chez les négociants, qui confectionnent eux-mêmes des paquets tout préparés, lesquels sont censés renfermer la dose voulue pour une pompe. La constatation que quelques vignes étaient fortement mildiousées, malgré les traitements exécutés à temps, au moyen de ces remèdes soit disant complets, a ouvert bien des yeux. Ce qui embarrassait nombre de propriétaires dans la préparation du remède, c'était l'emploi du cuivre en cristaux, moins facile à préparer promptement et exactement. L'usage des paquets simplifie le travail.

Sur la demande de la Section de Viticulture, la Société d'agriculture s'est entendue avec un industriel qui s'est chargé de moudre les sulfates de cuivre de la Société, de fournir la chaux en poudre très fine et à un prix peu élevé. Il n'y a pas de doute que, lorsque les avantages de la mesure adoptée par la Société auront été bien constatés, la plupart renonceront aux petits paquets, au bon marché relatif.

Court-noué. — Le court-noué ou acariose a été constaté à Sion en 1904, dans le courant de juin. Il a sévi d'une façon particulière dans les jeunes vignes de fendant.

Le court-noué est causé par un petit acarien (insecte microscopique) qui se trouve par centaines sur

les jeunes feuilles de vigne et produit de ce fait un arrêt dans la circulation de la sève, de là rabougrissement de la feuille et du bourgeon.

Pour combattre ce parasite, on conseille des aspersions en dessous des feuilles c'est là qu'il se trouve principalement au moyen du savon noir 2 %, ou du lysol dans la proportion de 1 $\frac{1}{2}$ litre pour 100 litres d'eau, et de soufrer ensuite les parties malades.

En 1905 et 1906, le court-noué a produit des effets désastreux dans quelques vignes qui n'avaient pas subi les traitements prévus.

Cependant en 1907, le mal est en décroissance et, en 1908, on ne le rencontre plus que sur quelques ceps, sauf une ou l'autre exception.

Phylloxera. — Longtemps les viticulteurs valaisans ont vécu dans l'appréhension, sous la menace de l'invasion du phylloxera, mais, remarque à noter, à mesure que le fléau se rapprochait, les craintes diminuaient, si bien que la découverte du phylloxera, le 20 août 1906, dans une vigne aux Balettes, un des plus beaux parchets du vignoble de Sion, ne provoqua pas une très forte émotion. D'abord, on s'habitue à tout, même au danger ; en second lieu, le phylloxera est un fléau moins redoutable maintenant que dans les débuts, parce que, par suite de l'expérience acquise, l'on est certain de pouvoir reconstituer les vignobles détruits par ce redoutable insecte, au moyen de plants greffés sur américains plus vigoureux et conséquemment plus productifs.

Le rapport de gestion du Conseil d'Etat de 1906, nous fournit les renseignements suivants sur les mesures prises pour enrayer le fléau dans sa marche envahissante, si ce n'est l'annihiler.

Le phylloxera a été découvert dans la vigne de M. Jos. de Kalbermatten par les deux frères Roch, l'un inspecteur et l'autre visiteur du vignoble.

Immédiatement les mesures que comporte une telle situation, furent ordonnées : séquestration de la vigne contaminée, organisation d'un chantier, recherches serrées, pétrolage du sol, sulfurage et enfin arrachage et destruction des ceps et des échalas.

Ce foyer comprenait 448 ceps phylloxérés, dont 442 dans la vigne de M. de Kalbermatten et 6 dans celle de l'hoirie de M. Flavien de Torrenté, attiguë à la première. La destruction des ceps contaminés et de ceux compris dans la zone de sûreté mit à nu une surface de 818 mètres carrés.

A teneur du décret du 29 mai 1879, il a été payé sur la caisse d'assurance contre le phylloxera, à titre d'indemnité :

à M. de Kalbermatten fr 309,65

à l'hoirie de Torrenté » 63,—

Total . . fr. 372,65

En outre, les frais de recherches et de destruction se sont élevés à fr. 2800,05.

Les recherches serrées effectuées dans le parchet des Balettes et dans les parchets voisins, n'ont pas amené de nouvelles découvertes.

Malgré les visites minutieuses faites en 1907 et cette année encore, dans le rayon que l'on pouvait craindre contaminé, on n'a jusqu'à présent remarqué aucun point, aucune éclaboussure phylloxérique. Est-ce à croire que la destruction complète de la tache de 1906 a détruit le fléau et qu'il s'arrêtera là? On n'ose l'espérer.

Aussi, est-ce en prévision d'une invasion phylloxérique, que l'on a commencé à prendre des mesures en vue de la reconstitution éventuelle du vignoble, au moyen de plants américains adaptés à nos terrains schisteux et calcaires.

La première démarche réellement sérieuse qui ait été faite dans ce but, remonte à l'année 1899. C'est M. Jacques de Riedmatten, alors président de la section de viticulture de Sion, qui, dans un rapport complet, a fait ressortir la nécessité de prendre les dispositions, pour ne pas être au dépourvu de plants américains *expérimentés*, lorsqu'il s'agira de reconstituer le vignoble. Ce rapport fut transmis au Conseil d'Etat avec prière de le prendre en sérieuse considération. Le Conseil d'Etat ayant porté une décision favorable au projet qui lui était présenté, chargea son Département de l'Agriculture de procéder sans retard aux essais de plants américains.

L'année suivante, il fit venir de la station viticole du Champ de l'Air à Lausanne, une certaine quantité de baguettes de plants américains choisis parmi les

variétés les meilleures et qui pourraient le mieux s'accommoder à nos terrains pour être plantés en pépinière. La prudence exigeait que ces baguettes qui, du reste, avaient été préalablement soigneusement désinfectées, fussent plantées dans une pépinière tout à fait éloignée du vignoble, et l'on choisit Rarogne.

Après s'être assuré qu'aucun sujet tant américain que témoin, parmi les plants mis ainsi une année en quarantaine à Rarogne, n'étaient phylloxérés, on les transporta à Sion, où ils furent repiqués à demeure dans un bon terrain pour former le *champ de bois*.

Les plants indigènes sont greffés sur les porte-greffe, puis ils sont mis en pépinière, où ils stationnent un ou deux ans, pour leur donner le temps de s'enraciner suffisamment ; ils sont ensuite vendus à fr. 12 le cent, pour les plantations d'essai dans les différentes communes viticoles du Canton.

Pépinières

« La culture des pépinières, dit Victor Dénériaz en tête de son Petit Guide du Pépiniériste, est l'accessoire naturel et obligé de la viticulture. Notre sol sec et léger, notre climat sans pluie, ne permettant guère la plantation en baguettes dans les défoncements de vignes, le plant racine ou barbue devient nécessaire ».

Le Valais exportait annuellement de fortes sommes, destinées à l'achat de barbues de fendant pour la reconstitution de son vignoble.

Lorsque les plants de vignes enracinés se vendent 5 ou 6 fr. le cent, le travail consacré à la pépinière

peut être considéré comme rémunérateur. Encouragés par les renseignements qui leur ont été fournis, quelques vigneronns ont entrepris cette culture.

L'arrêté du Conseil d'Etat du 12 août 1886 interdisant l'introduction dans le Canton de barbues provenant de pays phylloxérés, a rendu la vente des barbues moins aléatoire. Il n'en demeure pas moins vrai qu'il n'existe point de commerce qui soit sujet à d'aussi fortes fluctuations dans les prix.

Ainsi, certaines années, on peut trouver des barbues à moins de 2 fr. le cent ; en 1902, ils se sont vendus à 3 fr. et 3 fr. 50 ; en 1903, les acheteurs payent 6 fr. le premier choix, et au moment des plantations, les seconds choix sont à 7 et 8 fr. le cent. Depuis, les prix se sont maintenus, ils sont même montés jusqu'à 10 fr. en 1907.

Les causes de ces variations sont, d'un côté, les intempéries, plus souvent le manque de soins, qui font que la pépinière succombe sous les maladies, la sécheresse ou la gelée. Mais une des causes certaines consiste dans le fait qu'à la suite des années où les barbues sont à haut prix, nombre de vigneronns établissent des pépinières, de là surabondance sur le marché et la baisse ; le vigneron se décourage alors, la pépinière ne lui rapporte pas ses peines, il plante moins ; naturellement, l'année suivante, la hausse suivra. De plus, les grands défoncements dans le vignoble de Sion sont achevés, le pépiniériste ne peut donc plus espérer que sur ceux que les propriétaires exécutent, lorsqu'ils sont encouragés par les bonnes récoltes bien vendues.

Vins

Enseignement. — Dès l'origine de la Société, une commission de vinification avait été constituée, composée d'hommes érudits ou s'occupant spécialement de cette partie ; mais il ne semble pas qu'ils aient pensé à faire profiter leurs concitoyens des connaissances qu'ils possédaient ; du moins, aucun vestige de leur activité en cette matière n'est parvenu jusqu'à nous. Aussi cette commission ne tarda-t-elle pas à être englobée dans celle de viticulture.

Les premiers travaux que nous connaissons sont de MM. P.-M. de Riedmatten, professeur, et de son frère Louis-Xavier, membres dévoués de la Société d'agriculture de Sion, qui tous deux furent délégués par l'Etat du Valais, avec M. Métral, père, de Martigny, à l'Exposition Universelle de Vienne, en 1873.

Ils ont résumé, dans un rapport adressé au Conseil d'Etat, ce qu'ils croyaient y avoir vu d'utile pour notre pays. Le rapport de M. P. M. de Riedmatten, brochure de 35 pages, est divisé en 3 parties : 1^o *les instruments aratoires* ; 2^o *la race bovine* ; 3^o *la vinification*. Celui de M. L. X. de Riedmatten donne des renseignements assez étendus sur la manière de vendanger, de traiter la vendange, soit le moût, de manipuler les vins.

En 1876, l'assemblée générale renvoie au Comité de viticulture, pour préavis, une proposition ayant trait aux soins à donner aux caves, mais l'on ne s'en inquiète pas davantage.

Depuis lors, quelques conférences très goûtées et des plus nécessaires ont été données sur la manipulation des vins. Ces conférences devraient être répétées dans toutes nos localités viticoles et y produiraient bien certainement les plus heureux fruits.

La Société sédunoise d'agriculture a contribué pour une large part à perfectionner la manipulation des vins. Un progrès certain qui a été réalisé dans le commerce des vins, et que nous ne pouvons passer sous silence, c'est la préparation du vin de bouteille, ainsi que les magnifiques résultats auxquels sont arrivés quelques uns de nos commerçants de vins.

Analyse des vins. — En 1879, le Comité de la Société prend connaissance d'un message du Département fédéral du Commerce et de l'Agriculture, par lequel il se propose de remettre une somme de 1200 fr. à la Société pomologique suisse pour analyses de vins.

Selon son appréciation, ce travail exigerait 2 ou 3 ans et porterait sur 309 échantillons de vins tirés de 103 localités des Cantons viticoles, dont 16 du Valais.

Il est décidé de demander que le plus grand nombre possible de crus du Valais subissent l'épreuve de l'analyse et que l'on y soumette aussi des vins vieux ayant 30 ans d'âge et plus.

Nous donnons ci-après les résultats de l'analyse des différentes variétés de vins de Sion, qui, à l'occasion de l'exposition de Lucerne, en 1881, ont été analysées par la station chimico-agricole du Polytechnicum de Zurich.

Analyse chimique de vins de Sion :

Nom des vins analysés	Année du vin	Poids spécifique °/°	Oechsle °/°	Acidité °/°	Alcool Poids °/°	Cendres °/°	Matières extracl- ves °/°
Malvoisie flétri	1870	1.0400	—	6.46	5.25	0.276	13.52
„ amer	1873	0.9940	7.0°	5.82	14.0°	0.285	3.62
„ sec	1876	0.9890	11.0°	4.52	11.2	0.172	1.72
Johannisberg :	1875	0.9920	8.30°	5.82	10.0	0.168	1.65
Id	1877	0.9910	10.0°	5.82	10.5	0.140	1.55
Id	1880	0.9900	10.5°	4.95	11.0	0.153	1.62
Fendant . .	1877	0.9910	9.5°	5.83	11.0	0.180	1.62
Id	1878	0.9916	9.0°	5.10	9.3	0.180	1.50
Id	1880	0.9917	8.5°	5.25	10.2	0.136	1.50
Dôle	1878	0.9900	10.5°	5.54	12.2	0.195	2.07
Id	1880	0.9905	10.0°	4.81	11.5	0.210	1.80

Observation — Pour le malvoisie flétri, la fermentation vineuse est très incomplète et une grande partie du sucre reste non décomposé.

Les analyses de vins furent de nouveau à l'ordre du jour du Comité de la Société, en 1901 et 1902. Un certain nombre de bouteilles de vins avaient été prélevées, dans ce but, en différentes caves ; malheureusement, par des circonstances absolument étrangères au Comité, ces vins ne furent pas retirés pour l'analyse.

Concours de caves. — L'année 1880, on adoptait la proposition d'organiser, pour l'année suivante, une inspection de caves. Ces visites tendaient à contrôler l'état des caves des sociétaires et à encourager la bonne tenue des locaux affectés à cette destination. Mais cette résolution ne fut pas mise à exécution et ce n'est que

Tableau comparatif

indiquant les prix des vendanges de fendant, par brantée de 45 litres foulés, estimés par la Société d'agriculture et les prix moyens des ventes effectuées par des propriétaires de Sion, les degrés du moût et les expéditions de moût

<i>Année</i>	<i>Estimation par la Société sédun. d'agr.</i>	<i>Prix moyen des ventes</i>	<i>Degrés du moût d'une vigne de bonne situation</i>	<i>Expéditions Moûts</i>	<i>Année</i>	<i>Estimation par la Société sédun. d'agr.</i>	<i>Prix moyen des ventes</i>	<i>Degrés du moût d'une vigne de bonne situation</i>	<i>Expéditions Moûts</i>
	Fr.	Fr.		Litres		Fr.	Fr.		Litres
1868	11	11	—	224268	1889	20		84	1104876
1869	—	11.50	—	?	1890	20	21.50	89,7	1071412
1870	11	10	—	?	1891	22	25	75	960560
1871	—	13.50	—	?	1892	19	22.50	79	1026056
1872	15 à 15.50	15	72	?	1893	16	15.50	86,5	849812
1873	année de gelée	26.50	80	?	1894	14	13	86,5	1175012
1874	—	16	89	?	1895	20	22	85,6	729778
1875	15 à 17	15.50	73	?	1896	15	15	82,7	1369680
1876	15 à 17	17	82	?	1897	16	15	75,7	1222307
1877	—	14.75	70	?	1898	17.50	19	83,5	1331758
1878	17 à 18.50	19	84	?	1899	16	15.75	80,7	1393169
1879	18 à 20	20.50	80	?	1900	11	11	75	1579853
1880	18 à 20	20.50	84	?	1901	10.50	10.50	84,2	1580159
1881	21 à 23	20.75	79	716391	1902	15	16.25	75	1370185
1882	16.50	16.50	78,5	880700	1903	17	18	77	1608251
1883	15 à 17	16.50	84,6	1092012	1904	16	16.50	85	1051793
1884	16 à 17.50	19.35	89,7	1352755	1905	15	13.50	73	1241281
1885	15	14.25	73,7	1203353	1906	14.50	14	76	1688442
1886	15	15	84,7	1706031	1907	18	19	85	1118550
1887	15	15.20	74	1686343	1908	15	15.50	82	1329093
1888	18	19	82,6	935252					

Si l'on considère que les estimations de la Société d'agriculture sont données une quinzaine de jours avant les vendanges et si l'on tient compte de la hausse qui se produit généralement sur la fin des vendanges, sauf en 1905, où elles ont été dérangées par les pluies, on doit reconnaître que ces estimations sont une norme qui peut servir de base dans les tractations de vendanges.

Au 27 octobre 1908, il avait été expédié par le bureau de poste de Sion 8243 colis de raisins du poids de 38,745 kg, de son côté la gare de Sion a chargé 37,830 kg., total 76,575 kg, soit près de 80,000 kg dans le courant de l'année 1908.

23 ans plus tard qu'elle a été reprise par le Comité de la Société. Sur la demande de celui-ci, le Comité de la Fédération romande accorda un subside de 550 fr. pour un concours de caves de propriétaires, qui eut lieu en 1904. Ce concours n'avait pas pour but unique de provoquer de l'émulation entre les propriétaires, mais surtout de fournir un enseignement mutuel très pratique, que l'on retirerait de la comparaison des différentes caves entre elles.

Le Comité de la Société, d'accord avec le jury, arrêta comme suit la table de pointage :

1. *Caves :*

a) Organisation de la cave, ordre	5 points.
b) Propreté du local	10 »
c) Vases de cave	10 »
d) Outillage	5 »
e) Vins	10 »
f) Impression générale	20 »

Total 60 points.

2. *Pressoirs et ustensiles :* . . 20 points.

Le chiffre des inscriptions s'est élevé à 24.

Le jury jugea équitable de répartir les concurrents en trois catégories :

Propriétaires.

Cafetiers.

Commerçants en vins.

Deux inspections furent faites, la première au printemps, la seconde après les vendanges.

Le rapport du jury a été jugé assez instructif pour être livré à l'impression et remis à tous les membres de la Société, afin qu'ils en tirassent quelque profit.

Contrôle des moûts à la gare. — Aussitôt que fut promulgué par le Conseil d'Etat le règlement d'exécution du 16 mai 1883, concernant la loi de police du 21 novembre 1882, sur la vente des boissons et substances alimentaires, le Conseil municipal de Sion s'empressa de prendre les dispositions pour établir à la gare, pendant la durée des vendanges, un poste officiel de contrôle, tenu par un agent assermenté, chargé d'expertiser tout moût destiné à l'exportation.

L'importance et l'actualité de cette mesure sont incontestables : en donnant plus de confiance et de sécurité aux acheteurs, elle favorise l'écoulement des vins ; elle est à l'avantage des vendeurs comme des acquéreurs et leur épargne bien des désagréments.

Le contrôle fonctionne régulièrement, chaque année, aux vendanges. Cette institution n'a pas tardé à se généraliser dans toutes les stations expéditrices de moûts du Canton.

Société vinicole de Sion

La Société vinicole de Sion a été constituée le 31 mai 1872. Dans son exposé de la situation, M. Mce de la Pierre, qui était le promoteur de la fondation de cette société, faisait ressortir que le vignoble avait pris depuis quelques années un magnifique développement, mais que les propriétaires avaient négligé les moyens de pourvoir à l'encavage du surcroît de récoltes. Il

est résulté de cette marche imprudente une grande gêne au moment des vendanges et l'obligation pour un grand nombre de propriétaires de vendre immédiatement leurs produits. De là, abondance sur le marché et dépréciation inévitable par suite de la disproportion entre l'offre et la demande.

En second lieu, les nécessités du commerce exigent que le vin soit réuni en masses dans de grands vases.

Une association de propriétaires de vignes s'imposait donc. 13 propriétaires répondirent à son appel.

La Société vinicole de Sion prit immédiatement de l'extension. Pendant plusieurs années, elle a travaillé avec environ 4000 brantes, puis 5000, 6000 et 7000 brantes.

Par son importance, la Société vinicole a eu une heureuse influence sur le marché des vins de Sion. Dès son origine, elle a pour beaucoup contribué au relèvement du prix de la vendange ; de même que, par la suite, elle a empêché des fléchissements imprévus, soit en fixant des prix normaux, soit en remisant dans ses caves, alors que le marché était encombré, près de 200,000 litres de vin des sociétaires.

Elle a puissamment travaillé à la renommée des vins de Sion, moins par le diplôme d'honneur que sa collection de vins exposés à Zurich, en 1883, lui a valu, que par la marchandise de qualité qu'elle a livrée à ses nombreux clients.

Après la mort de son directeur, M. Mce de la Pierre, la Société vinicole s'est dissoute, mais s'est reconstituée aussitôt avec des vignes de choix, sous le nom d'Association vinicole de Sion.

Association viticole suisse à Bâle

Le 4 mai 1907, le Comité de la Société d'agriculture et les viticulteurs de Sion étaient convoqués pour prendre connaissance d'une circulaire et des statuts de l'Association viticole suisse, récemment fondée à Bâle.

Cette association, en groupant les viticulteurs suisses, a pour but :

« 1^o de favoriser le développement de la viticulture suisse en général et de lutter plus particulièrement contre la falsification des vins et le commerce déloyal ».

« 2^o de procurer à ses membres un meilleur placement de leurs vins par la création de débits et de dépôts ».

« 3^o de combattre la concurrence écrasante des vins étrangers et de la bière, en livrant, à des prix normaux aux consommateurs, aux détenteurs d'établissements publics et au commerce, des vins suisses, naturels, garantis purs de tout mélange ».

Le 11 mai, M. le Dr Feigenwinter, de Bâle, vint donner des explications plus précises sur cette association. Dans cette réunion, il nous a été dit que Bâle achète pour plus de 8000 hectol. de vin rouge et 4000 hectol. de vins blancs espagnols et deux ou trois centaines d'hectolitres seulement de vins valaisans et vaudois et cependant, disait-il, tous les cafés bâlois vendent des vins vaudois et valaisans. Le 80 % des vins vendus à Bâle comme vaudois ou valaisans n'en sont pas.

Le lendemain, eut lieu, à Lausanne, une grande réunion consultative de viticulteurs de la Suisse romande, à laquelle la Société sédunoise d'agriculture était représentée par 5 délégués, pour prendre part à la discussion au sujet de cette association.

Pour l'instant, les viticulteurs de Sion sont propriétaires d'une quinzaine d'actions de 500 fr., dans cette association. L'Etat du Valais s'y est intéressé pour quatre actions et la Municipalité de Sion pour une.

Après des débuts un peu difficiles, l'Association peut maintenant compter sur l'avenir. Elle fait le commerce de gros, mi-gros et détail. Elle a ouvert, à Bâle, dans un immeuble qui lui appartient et qui lui a coûté plus de 100,000 fr., un estaminet, dans lequel on ne vend que des vins suisses. Les vins du Valais, notamment la dôle, y sont très appréciés et demandés.

Revendications du vignoble

De tout temps la Société sédunoise d'agriculture eut à cœur la défense des intérêts du vignoble, mais jamais cette défense ne s'affirma avec autant de ténacité et d'énergie que depuis une quinzaine d'années. Et lorsque convaincue que, par ses propres moyens, elle ne parviendrait pas à faire aboutir ses démarches, nous la voyons, alors, réclamer l'appui du Conseil d'Etat aussi bien que de la Municipalité, demander aux représentants du Valais aux Chambres fédérales d'intervenir auprès de l'Autorité fédérale et dans les

Conseils de la nation, faire appel à la solidarité qui unit les sociétés de la Fédération romande d'agriculture et placer sous l'égide de l'Union suisse des Paysans les intérêts qu'elle représente, enfin organiser par deux fois dans le Canton un vaste pétitionnement à l'adresse des Hauts Pouvoirs de la Confédération, pétitionnements qui seront également lancés dans tous les centres viticoles de la Suisse.

Si ses revendications n'ont pas été récompensées de tout le succès qu'on eût été en droit d'attendre, du moins a-t-on enfin appris en Suisse qu'il fallait compter avec les viticulteurs et qu'à la faveur de l'entente intervenue entre les agriculteurs suisses, dont le mérite principal remonte à l'Union Suisse des Paysans, ils sauront faire valoir leurs revendications, si modérées soient-elles.

Tarif douanier

Il est tout naturel qu'à chaque occasion où la Société sédunoise d'agriculture eut à se prononcer au sujet du tarif douanier, elle demandât que les vins, qui sont la principale ressource de Sion, fussent protégés contre les vins étrangers.

En 1876, sur les instances du Département de l'Intérieur du Canton, la Société nomme une commission chargée d'étudier, d'entente avec l'Etat, les articles sur lesquels il y aurait lieu de demander une modification au tarif des péages en vigueur.

Une discussion devant s'élever sur la situation de l'agriculture suisse à l'assemblée des délégués de la

Fédération romande, le 21 mai 1887, à Genève, la Société charge ses représentants de se prononcer en faveur de mesures très sévères au sujet de la vente des vins artificiels et d'une augmentation des droits d'entrée sur les vins artificiels et les raisins secs. En ce qui concerne l'élévation des droits d'entrée sur le bétail, la question mérite d'être mûrie, vu le renchérissement de la viande qui pourrait en être la conséquence et qui pèserait sur une partie de nos agriculteurs. Les délégués de Sion ne se prononceront donc pas sur cet objet ou ne feront pas minorité séparée, si une décision devait être prise.

Ce raisonnement était une faute de tactique qui allait conduire les viticulteurs, de même que les éleveurs, à un travail isolé, sans appui et sans force.

L'année 1889, le Comité de la Fédération romande adresse une circulaire à toutes les sociétés qui en font partie, pour leur demander les changements qu'elles désireraient voir apporter aux lois en vigueur sur le tarif des péages. Après une discussion assez animée, les points suivants de la réponse sont arrêtés :

1^o Nous constatons que, généralement lors de l'élaboration du tarif général, les intérêts agricoles sont subordonnés aux intérêts industriels.

2^o Le tarif général qui est censé servir de base aux négociations pour la conclusion des traités de commerce entre la Suisse et les autres pays est généralement abandonné au détriment des intérêts agricoles. Exemple : Traité conclu récemment avec la Grèce.

3^e Spécialement nous demandons :

a/ le maintien des droits fixés par la loi du 17 décembre 1887, en ce qui concerne les raisins destinés à la fabrication du vin et le bétail.

b/ une modification du tarif général dans le sens d'une élévation des droits d'entrée sur les vins. Ce droit devrait être de 10 à 12 fr. par quintal métrique, au minimum. Cette modification paraît s'imposer, d'autant plus que lors de la discussion de la loi sur l'alcool et l'abolition de l'ohmgeld, on laissait entrevoir une plus forte consommation des vins indigènes, tandis que les vins étrangers, en particulier les vins italiens, ont seuls profité des dispositions de la loi précitée.

En effet, les vins étrangers payaient dans les cantons à ohmgeld une taxe plus élevée que les vins suisses. L'abolition de l'ohmgeld a donc été à l'avantage des vins étrangers. En outre, l'institution des ports-francs est encore une faveur accordée aux vins étrangers, au détriment des vins suisses.

Ces circonstances, qui ont eu pour résultat une énorme augmentation de l'importation des vins, ont porté un grand préjudice aux produits nationaux.

En terminant la Société exprime le désir que les cercles agricoles soient, si possible, consultés, non seulement lors de l'élaboration du tarif général, mais aussi avant l'acceptation des traités.

Quelque temps avant la votation du 18 octobre 1891, concernant le tarif général des péages, le Comité de l'Association agricole du Valais avait convoqué les sociétés qui en font partie à une réunion, dans laquelle

on devait discuter sur l'attitude à prendre. Dans le Comité même de la Société sédunoise, on est très partagé : alors que les uns estiment que les intérêts de l'agriculture suisse sont suffisamment sauvegardés par le nouveau tarif soumis au peuple, les autres trouvent que les droits ne sont pas assez élevés pour protéger efficacement la production indigène ; d'autres, encore, craignent le renchérissement de la vie qui en résultera aussi bien pour les populations agricoles que pour celles qui vivent de l'industrie.

C'est pourquoi il n'est pas pris de décision formelle et l'on s'en remet à l'Association agricole du Valais du soin de diriger les agriculteurs dans cette grave question.

Bien plus déterminée fut l'attitude de la Société à l'occasion du renouvellement des traités de commerce échéant au 31 décembre 1902. Il est vrai qu'instruits par l'expérience, les viticulteurs n'ont eu que trop souvent l'occasion de s'apercevoir de la concurrence redoutable que faisaient aux vins du pays les vins étrangers et surtout les vins artificiels et la bière, concurrence qui avait eu pour conséquence l'abaissement et, certaines années, un avilissement des prix même pour les meilleurs crus.

Il était suffisamment démontré que ceux qui avaient prétendu, dix ans auparavant que, les intérêts de l'agriculture suisse étaient suffisamment sauvegardés par les traités de commerce, s'étaient pitoyablement trompés. Aussi le projet d'adresser une pétition au Conseil fédéral et par lui aux Chambres fédérales pour

demander protection pour les vins suisses, obtint-il le meilleur accueil du Comité de la Société d'agriculture. La pétition, après avoir été soumise à l'approbation de l'Association agricole du Valais, fut répandue dans le Canton.

Cette pétition formulait les revendications suivantes:

1^o Relèvement dans une mesure importante et très sensible des droits d'entrée actuels sur les vins étrangers, les moûts concentrés et stérilisés.

2^o Revision des tolérances au sujet du titre de l'alcool des vins étrangers.

3^o Suppression de la différence de 6 kg. par 100 kg., admise par les droits d'entrée suisses pour le vin nouveau importé avant le 31 décembre.

4^o Non renouvellement du traité de commerce avec l'Espagne, ou sinon refus absolu de traiter ce pays sur le pied de la nation la plus favorisée.

5^o Adoption de tarifs prohibitifs :

a) pour les vins artificiels ;

b) pour les raisins frais ou foulés ;

c) pour les raisins secs.

6^o Augmentation sur les droits d'entrée de la bière étrangère.

7^o Suppression de tout privilège attaché aux entrepôts de vins.

8^o Représentation de la viticulture dans le collège des négociateurs suisses qui auront à discuter avec les représentants des pays les nouveaux traités. Nos négociateurs devront être liés par un tarif minimum.

9° Suppression des tarifs dits « exceptionnels » ou abaissement équivalent du tarif de transport des vins indigènes.

10° Accélération dans le transport des vins et notamment des moûts.

L'entrain avec lequel fut signée la pétition par les populations du vignoble, le grand nombre de signatures, 10495, recueillies en peu de jours, témoignent du lourd malaise qui pesait sur le viticulteur par suite de la mévente des vins.

Le Canton de Vaud organisait de son côté un vaste pétitionnement tendant au même but que le nôtre. Le comité du syndicat des négociants en vins de ce canton avait eu l'amabilité de convoquer notre société à ses réunions pour s'entendre sur l'attitude à prendre. Notre société s'est fait un devoir d'y envoyer chaque fois des délégués. Les viticulteurs des deux cantons marchaient donc de conserve pour la revendication de leurs droits.

Le Conseil d'Etat du Valais voulut bien transmettre notre pétition aux Autorités fédérales, en l'accompagnant d'une chaleureuse recommandation.

Aux Chambres fédérales, dans la discussion des tarifs, les intérêts des viticulteurs furent victorieusement défendus par leurs représentants.

Le tarif des droits de douane à l'importation fut fixé:

pour les vins naturels en fût	à 20 fr. les 100 kg.
pour les vins artificiels en fût	» 60 » » » »
pour les raisins de table	. » 10 » » » »
pour les raisins destinés au	
pressurage aussi foulés	» 26 » » » »

pour les raisins secs de tout
genre, à l'exception des
raisins de Malaga . . . à 50 fr. les 100 kg.
pour les raisins de Malaga » 20 » » » »

Signalons, en passant, l'imposante assemblée de citoyens réunis au théâtre de Sion et convoqués par les Sociétés d'Agriculture et des Arts et Métiers pour entendre de la bouche de M. J.-M. de Chastonay un brillant exposé de la situation.

Mais, si les partisans du tarif douanier avaient pris à temps leurs dispositions, les adversaires cherchaient, par un travail intense et en se démenant beaucoup, à rattraper le temps perdu.

Il ne sert à rien de courir, il faut partir à temps, a dit La Fontaine. En Valais, la campagne contre le tarif douanier était menée par la majeure partie des maitres d'hôtel et quelques maquignons qui avaient pris pour tremplin de leurs exercices le renchérissement de la vie, mot à effet qui a produit quelques défections dans les rangs des partisans du tarif.

Nous manquerions à notre devoir si nous ne rendions hommage à la Ligue suisse des Paysans et à son dévoué secrétaire, le Dr Laur, qui sont parvenus, en groupant tous les agriculteurs, à repousser les tentatives de division que l'adversaire rusé a essayé de fomenter parmi eux. Grâce à l'habile direction donnée par la Ligue des paysans, la lutte entreprise autour de la loi fédérale sur le tarif des douanes suisses du 10 octobre 1902, s'est terminée par une brillante victoire remportée par l'agriculture suisse.

Tableau comparatif par district concernant le Tarif douanier

DISTRICTS	Résultat de la votation du 18 Octobre 1891			Résultat de la pétition adressée au Conseil fédé- ral et aux Chambres fé- dérales le 1 mars 1902 <small>Nom. de signatures</small>	Résultat de la votation ¹⁹⁰³ du 15 mars 1903.		
	<i>CITOYENS habiles à voter</i>	<i>Acceptants</i>	<i>Rejetants</i>		<i>CITOYENS habiles à voter</i>	<i>Acceptants</i>	<i>Rejetants</i>
Conches	1185	458	210	75	1208	456	585
Mörel	562	165	80	138	595	147	297
Brigue	1440	213	417	77	1582	191	1180
Viège	1914	789	446	361	2160	865	881
Rarogne	1039	762	69	219	1126	604	300
Loèche	1615	291	656	534	1714	764	528
Sierre	2716	1100	404	1861	3081	2139	210
Hérens	1874	115	962	850	1992	1067	322
Sion	2326	182	1121	1695	2375	1570	287
Conthey	2453	149	1164	1340	2610	1173	88
Martigny	2883	466	762	1573	3094	1476	583
Entremont . . .	2922	133	930	755	2946	1171	492
St-Maurice . . .	1870	121	666	494	1950	502	661
Mouthey	2607	125	1424	523	2868	690	1342
Service militaire	—	5	4	—	34	24	9
TOTAL	27406	5074	9315	10495	29335	13439	7765
Commune de Sion .	1085	163	303	734	1082	621	230
Confédération . .	654372	220004	158934		768125	332001	225123

En votant la loi fédérale sur le tarif des douanes suisses, les viticulteurs avaient la conviction que leurs produits seraient efficacement protégés. Sans doute, ils ne se faisaient aucune illusion que les négociateurs suisses parviendraient à faire accepter, dans la conclusion des traités, le droit de 20 fr. par 100 kg. pour les vins naturels en fût. Mais grande fut leur déception lorsqu'ils apprirent que dans le traité avec l'Italie ce droit était tombé à 8 frs.

Ils adressèrent une nouvelle pétition au Conseil fédéral et aux Chambres fédérales pour attirer son attention sur la situation critique du vignoble suisse, lui demandant avec instance d'en tenir compte, lors de la discussion des traités de commerce non encore ratifiés, spécialement en ce qui concerne l'Espagne.

Le trafic des vins étrangers dans les entrepôts, leur transport par les chemins de fer fédéraux, les manipulations frauduleuses des vins furent de nouveau rappelés. Si cette seconde pétition n'eut aucun effet pour le traité avec l'Espagne, du moins elle dut contribuer à retenir les négociateurs suisses sur la pente où les représentants de la France cherchaient à faire dégringoler dans le traité de commerce franco-suisse le tarif de 8 fr. déjà fixé avec l'Italie.

De plus, la loi fédérale du 8 décembre 1905 sur le commerce des denrées alimentaires a tenu compte des desiderata des viticulteurs. Ils ont ferme confiance que les pouvoirs publics parviendront à enrayer en Suisse le commerce frauduleux des vins falsifiés.

Expéditions de moûts et de vins

Aussi longtemps que la place de Sion ne faisait pas un important commerce de vin, les installations en gare paraissaient suffisantes; mais lorsque ce commerce prit de l'extension, les réclamations ne tardèrent pas à se faire jour, timides d'abord et se bornant à des plaintes que se communiquaient entre eux quelques expéditeurs; elles devinrent plus accentuées, lorsque l'on vit ces longues théories de chars chargés de fûts de moût, faisant queue sur le quai de la gare et attendant patiemment leur tour, pour passer à l'unique grue qui grinçait sans relâche. L'encombrement à la gare se répercutait sur le travail du pressoir, où l'on se morfondait dans l'attente des chars si longs à revenir pour être chargés à nouveau.

Tout en faisant abstraction de l'encombrement difficile à éviter, certains jours, tels que le lendemain et le surlendemain des jours de pluie, où le temps perdu doit être rattrapé; tout en reconnaissant encore que des expéditeurs, en prenant mal leurs dispositions, pourraient s'attribuer à eux, en partie, le retard qu'ils éprouvaient, il est néanmoins certain que les quais, le matériel roulant aussi bien que celui de chargement étaient insuffisants.

Ce n'était pas aux employés de la gare que s'adressaient les reproches; bien au contraire, on reconnaissait qu'ils faisaient leur possible pour effectuer au plus vite les chargements sur wagon, mais à la Direction de la Compagnie, que l'on accusait de trop penser aux intérêts des actionnaires et pas assez à celui du public.

Sur ces plaintes légitimes venaient se greffer d'autres réclamations ayant pour objets soit la longueur des délais de livraison adoptés par les compagnies, et qui mettaient les moûts du Valais dans un état d'infériorité marquée vis-à-vis de ceux du Tyrol, plus favorisés par les compagnies, soit encore les prix excessifs des transports des vins, comparés à ceux d'autres denrées et notamment de la bière, boisson concurrente composée uniquement de produits étrangers.

Dans ces circonstances, la Société sédunoise d'agriculture comprit que c'était son devoir de prendre en mains la cause des expéditeurs, qui était aussi celle des viticulteurs. Nous la voyons, en 1894, réclamer, par l'intermédiaire du Conseil d'Etat et de nos Députés aux Chambres fédérales, l'intervention du Chef du Département des Chemins de fer, afin que les moûts, les vins et les fruits puissent voyager plus rapidement. Depuis lors, plus d'un mémoire s'échange, bien médité, attentivement rédigé, entre la Société d'agriculture avec l'office tout dévoué du Conseil d'Etat et la Compagnie Jura-Simplon.

Il faut reconnaître que la Compagnie Jura-Simplon a, enfin, tenu compte des réclamations réitérées qui lui ont été présentées au sujet des installations en gare de Sion, et qu'elle y a apporté une réelle amélioration.

Mais si la Société a pu parvenir à obtenir qu'il fût fait droit à sa juste demande afin que le commerce de moût ne fût plus entravé, déjà en gare de Sion, elle s'est par contre heurtée à un refus complet en ce qui concerne la rapidité et les tarifs de transport.

Sous date du 28 avril 1899, la Société sédunoise adressait une nouvelle requête au Conseil d'Etat pour obtenir ses bons offices ; en même temps, elle nantissait le Comité de la Fédération de la question de l'abaissement des tarifs de transport, dans l'espoir que par son intermédiaire auprès de la Ligue suisse des paysans, il serait organisé un mouvement d'ensemble en faveur d'une réduction de ces tarifs.

A la réunion des délégués de la Fédération romande, à la Chaux-de-Fonds, la requête de notre société fut adoptée.

Une démarche, dans le même sens que celle de la Société, tentée par les négociants en vins de Sion, dans le courant de l'année 1900, n'ayant pas mieux réussi, notre Société n'espérant plus rien du bon vouloir de la Compagnie Jura-Simplon, qui se retranchait derrière les autres compagnies de chemins de fer suisses, pour s'en tenir au *statu quo*, jugea opportun d'introduire, dans une pétition adressée aux Autorités fédérales, ses revendications concernant les tarifs de transport des vins indigènes et l'accélération dans les transports des vins et des moûts.

Dans une des réunions provoquées par le syndicat des négociants en vins du Canton de Vaud, à laquelle nous nous étions fait représenter, nous avons pu nous convaincre avec plaisir que nos voisins ne restaient pas inactifs. Le rapport très approfondi que la commission nommée pour étudier ces questions avait présenté, aboutissait à des conclusions identiques aux nôtres.

Nous ne doutons pas que dans l'élaboration des tarifs de transport qui sont en ce moment sur le chantier, on ne tienne compte, en bonne partie, au moins des intérêts des viticulteurs.

Nous le disions, en 1903, parce que nous avions confiance que les Chemins de fer fédéraux, devenant propriétaires du Jura-Simplon, apporteraient aux viticulteurs suisses, comme don de joyeux avènement, une équitable réduction des tarifs pour le transport des moûts et des vins. Pure illusion ! Aucun avantage appréciable ne leur a été accordé. Les vins suisses continueront à voyager aux mêmes tarifs que les denrées coloniales.

Sans la perdre de vue, nous devons remettre cette revendication à des temps meilleurs.

Entrepôts de vins

Dans la pétition qu'elle avait adressée aux Chambres fédérales en 1902, l'Association agricole du Valais avait formulé entre autres la proposition suivante :

« Suppression de tout privilège attaché aux entrepôts de vins ». A l'appui de cette proposition, elle ajoutait : « Une institution qui facilite l'importation de vins étrangers, c'est celle des entrepôts de vins ou ports-francs. Nous estimons que la tolérance accordée au commerce d'introduire dans le pays des vins qui peuvent être logés dans des entrepôts, sans payer de droit de douane, avant d'être livrés à l'intérieur, constitue un privilège considérable et hors de saison pour le commerce des vins étrangers. »

Afin de donner plus d'autorité à cette requête, la Société sédunoise d'agriculture présenta, sous date du 3 décembre 1903, la motion qui suit à la Fédération romande : « La Fédération des sociétés d'agriculture de la Suisse romande est chargée de prier le Secrétariat de l'Union suisse des paysans de bien vouloir soumettre à une étude approfondie la question des entrepôts de vins, savoir : leur administration, les avantages qu'ils procurent au commerce international, leur utilité ? pour le consommateur et le préjudice qu'ils causent à la production vinicole. »

Exposant la question dans un mémoire, trop étendu pour être reproduit ici, elle faisait ressortir combien étaient surannés les articles 16 de la loi fédérale sur les douanes du 28 juin 1893 et 82 du règlement d'exécution. L'article 16 autorise le Conseil fédéral à ériger, là où les circonstances lui paraissent l'exiger dans l'intérêt du commerce, des entrepôts dans l'intérieur du pays, dans la forme qui répond le mieux aux intérêts en cause, sans compromettre ceux de l'administration des douanes. L'art. 82 prévoit que les entrepôts et les dépôts francs sont destinés à faciliter le *commerce intermédiaire* international et reçoivent des marchandises *non acquittées* qui, toutefois, à moins de stipulations conventionnelles, ne peuvent y séjourner plus d'un an. A rapprocher ces articles de l'article 18 de la loi fédérale sur les péages du 27 août 1851, lequel, spécifiait, toutefois, que le Conseil fédéral pouvait accorder *exceptionnellement* des maisons d'entrepôt ou de dépôt.

Ce qui pouvait se concevoir, à titre *exceptionnel*, en 1851, même concernant les vins, alors que les moyens de transport étaient loins de pouvoir être comparés à l'état de perfection qu'ils ont atteint de nos jours, où un wagon de fruits peut ne mettre que 24 heures pour franchir la distance de Naples en Suisse, nous paraît maintenant un calcul économique absolument faux. On persuadera difficilement le viticulteur suisse qu'il y a opportunité à favoriser le commerce intermédiaire international des vins, tandis que la viticulture suisse est en souffrance.

Le Secrétariat suisse des paysans ayant pris connaissance de notre exposé a examiné la question à trois points de vue différents. Il a d'abord étudié les bases légales et réglementaires, puis il a cherché à se renseigner sur l'importance du mouvement des entrepôts et enfin il s'est rendu compte *de visu* de leurs installations et organisations.

L'étude à laquelle s'est livré le Secrétariat suisse des paysans et qui a été publiée en brochure, nous a paru aussi judicieuse qu'impartiale. Si sur un point déterminé, les craintes que nous avons manifestées n'ont pas paru justifiées, il n'en ressort pas moins que dans l'ensemble notre requête s'est trouvée plus que fondée.

Le tableau ci-après nous fournit quelques données sur le mouvement des marchandises dans les principaux entrepôts en 1903 et 1904.

Mouvement des entrepôts: Vins en fûts
Sortie pour la consommation.

	Entrepôt de Cornavin		Entrepôt de Vevey		Entrepôt de Lausanne		Entrepôt d'Aarau		Entrepôt de Schaffhouse		Entrepôt de Buchs		Total	
	1903	1904	1903	1904	1903	1904	1903	1904	1903	1904	1903	1904	1903	1904
	litres	litres	litres	litres	litres	litres	litres	litres	litres	litres	litres	litres	litres	litres
Autriche-Hong. .	24,129	1,291	—	—	29,756	69,313	—	—	3,973	453	—	—	58,311	144,750
France	1,482,016	1,078,123	225	16,437	55,084	48,435	—	—	1,486	2,883	—	—	1,538,811	1,145,878
Italie	1,296,034	981,276	24,633	23,718	584,559	519,211	—	—	—	—	—	—	1,905,226	1,524,205
Portugal . . .	1,518	1,055	—	—	163	779	—	—	—	—	—	—	1,681	1,834
Espagne . . .	4,190,600	4,346,961	—	—	61,229	134,011	—	16,400	17,292	17,510	—	—	4,269,321	4,514,882
Grèce	538,173	553,727	—	—	170,943	103,682	7,956	10,270	10,699	—	90,366	148,672	818,137	816,351
Turquie d'Europe	26,161	57,563	—	—	—	—	12,070	—	—	—	10,511	—	48,742	57,563
Algérie	500	1,245	781	49,350	4,560	3,801	—	—	—	—	—	—	5,841	54,396
Turquie d'Asie .	90,239	72,248	—	—	—	27,786	—	—	—	—	—	—	90,239	100,034
Etats-Unis d'Am.	10,536	16,421	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,536	16,421
Total	7,659,906	7,109,910	25,639	89,505	906,494	907,018	20,026	26,670	33,450	20,867	101,330	222,344	8,746,845	8,376,314

En vue d'éviter des confusions, nous rendons attentif ici que, dans différents entrepôts, de grandes quantités de vins ayant acquitté les droits sont aussi emmagasinés. Ces vins ne sont naturellement pas compris dans les chiffres ci-contre.

Tant que le droit d'entrée n'était que de 3 fr. 50, l'économie des intérêts, résultant de l'emmagasinage franc de droits dans les entrepôts n'avait pas grande importance. Mais on peut s'attendre à ce que l'augmentation du droit ait pour effet de provoquer une plus grande utilisation de l'entrepôt et de l'emmagasinage franc de droits.

En remerciant le Secrétariat suisse des paysans d'avoir bien voulu assumer le travail que nous lui avons demandé, nous émettons le vœu que le Département fédéral des Finances et des Douanes, voudra aussi prendre en considération les propositions qui sont le corollaire de son travail et dont la principale est que *les entrepôts francs soient organisés sur le même modèle dans toute la Suisse et soumis à un contrôle sérieux.*

Nous nous permettons aussi d'insister afin que les Hauts Pouvoirs fédéraux n'accordent pas l'autorisation d'ouvrir de nouveaux entrepôts, avant d'en avoir référé aux Cantons intéressés.

Revision de la loi fédérale sur les voyageurs de Commerce (*Voyageurs en vins*)

Il est reconnu que la loi fédérale du 24 juin 1892 sur les taxes de patente des voyageurs de commerce, en soumettant à des prescriptions uniformes et à une

même taxe les voyageurs de la grande et de la petite industrie, ne tient pas compte de la différence des situations et cause de ce fait à cette dernière un préjudice grave. Aussi est-il question dans les milieux intéressés d'en demander la révision.

Ne serait-ce que par esprit d'équité et de bon voisinage, les représentants du vignoble devraient s'associer à cette démarche. Les agriculteurs ne vivent-ils pas côte à côte avec l'artisan, le petit industriel et le commerçant, partageant les charges et les peines, de même que les plaisirs de la vie communale, subissant avec eux le contre-coup des bons et des mauvais jours. Ils le devraient bien plus encore, parce que cette loi est également néfaste pour le commerce des vins indigènes.

Le régime réciproque des voyageurs de commerce est lié aux traités de commerce, d'amitié et d'établissement de la Suisse avec d'autres Etats. De ces conventions, il ressort que les voyageurs de maisons étrangères qui sont au bénéfice de stipulations conclues entre la Suisse et l'Etat, dans lequel les maisons qu'ils représentent ont leur siège, sont soumis chez nous aux mêmes conditions que les voyageurs des maisons établies en Suisse. Ainsi le voyageur d'une maison italienne de vins pourra visiter la clientèle sur le territoire de la Confédération, au même titre que le voyageur d'une maison suisse et réciproquement. Nombreuses sont les maisons italiennes de vins qui profitent de ce droit. Mais la Suisse n'ayant pas occasion d'exporter de son vin, cette loi, encore, est au détriment de la viticulture.

Depuis quelques années, plusieurs chantiers importants ont été ouverts dans le Canton du Valais, attirant de nombreux marchands de vins italiens en gros et en détail, et, c'est en vertu de cette loi dont nous déplorons les facilités, que les représentants de ces maisons rayonnent dans le Canton et plus loin.

En développant le thème de la nécessité de la revision de la loi fédérale sur les taxes de patente à la réunion de printemps de 1908 de la Fédération romande, à Châtel St-Denis, la Société sédunoise d'agriculture a ouvert les premiers feux ; elle poursuivra le combat en temps opportun et déposera les armes quand la revision sera opérée à la satisfaction des viticulteurs.

Horticulture

Si la prairie, si le vignoble des environs de Sion, demandent des irrigations plus ou moins fréquentes, à plus forte raison l'horticulture exige-t-elle, pour être prospère, des arrosages copieux et nombreux.

Mais si ce travail doit être exécuté à force de bras, à supposer encore que l'eau ne fasse pas défaut — il arrivait en effet assez fréquemment qu'au milieu de la manœuvre, l'eau fut coupée par un autre pour son usage — la culture du jardin, à moins d'être pratiquée à temps perdu, devient un luxe coûteux. La culture maraîchère, dans la plaine humide du Rhône, nécessite moins d'arrosages, réussit parfaitement ; par contre, la

perte de temps pour s'y rendre est un facteur à considérer dans une culture qui doit souvent être pratiquée à temps perdu.

Dans les conditions difficiles où se trouvait l'horticulture, une section qui s'occupait de cette partie au sein de la Société sédunoise d'agriculture ne pouvait avoir beaucoup d'attrait, aussi son existence devait-elle être des plus précaire.

Ce n'est qu'en 1873 que l'on parle d'organiser une section d'horticulture, la semence en est jetée, elle germe péniblement, et ne promet pas gros produit. Dans le cours des années 1877 et 1878, on essaye de donner un peu d'entrain, à cette section par l'introduction de l'élément féminin ; on décide que les femmes et filles de sociétaires seront admises à en faire partie, sans payer de cotisation ; de plus, on adresse un appel aux membres de la Société, rien n'y fait.

Avec l'année 1883, nouvelle reconstitution de la section, mais la vitalité fait défaut et elle succombe, au bout de trois ans, dans l'indifférence, sans avoir laissé de traces bien marquées de son existence.

Du fait de l'établissement par la ville d'un réseau de canalisation d'eau sous pression, la culture des jardins qui peuvent en profiter est grandement facilitée. Les jardins d'agrément ont immédiatement pris un aspect plus luxuriant.

Déjà en 1871, l'on avait formé le projet de transformer en square le jardin fleuri créé dans l'enceinte de l'exposition, mais, faute de ressources suffisantes à ce moment, ce projet dut être abandonné. Il fut repris,

30 ans plus tard, par la Société de développement de Sion, laquelle, avec l'appui financier de la Municipalité et de la Bourgeoisie, a doté notre cité d'un jardin public qui est un embellissement pour la Ville et un agrément pour les habitants.

Il est à espérer que le renouveau des jardins produira la résurrection de la section d'horticulture qui aurait un joli avenir devant elle.

Déjà l'on parle de créer dans le Canton un syndicat pour fournir l'industrie hôtelière des légumes nécessaires, mais, pour l'instant, ce syndicat n'existe qu'à l'état de projet.

Apiculture

A Sion, et même en Valais, on n'avait, jusqu'en 1868, à peu près rien fait pour introduire et développer un système d'apiculture rationnelle.

M. le Curé Supersaxo avait fait, il est vrai, de louables efforts pour améliorer l'apiculture ; sa mort prématurée a arrêté l'œuvre presque dans son origine.

D'autres s'occupèrent en même temps et après lui de cultiver cette branche qui pourrait devenir si féconde pour l'agriculture valaisanne ; ici encore, ce ne sont que des efforts isolés qui restent sans résultats et l'on en est toujours, sauf de rares exceptions, à la vieille routine.

Seulement depuis peu, quelques uns des apiculteurs valaisans ont commencé à se communiquer leurs

idées sur les moyens d'améliorer l'apiculture d'après les meilleures méthodes.

C'est pour préparer les voies à la formation d'une société cantonale d'apiculture, que la commission d'apiculture de Sion, dirigée par son zélé Président, le Rd. Vicaire Ulrich, lançait vers 1868 un appel pour réunir en un seul faisceau tous les amis des abeilles.

Elle désire voir se fonder dans les différentes parties du Canton des sections correspondant entre elles et se mettant en rapport avec le Comité central qui serait établi à Sion.

Il est reconnu nécessaire, avant tout, d'établir une statistique des localités où l'on tient des abeilles, des différents genres de ruches, des races d'abeilles, du nombre des colonies, etc.

A cet effet, des formulaires qui doivent servir de base aux travaux d'organisation, sont adressés à tous les apiculteurs, avec prière de les remplir et les retourner.

Ce questionnaire est le suivant :

1^o Par quel moyen le plus pratique peut-on tirer le plus grand parti possible de l'apiculture en Valais, suivant les diverses situations ?

2^o Par quelles espèces de ruches peut-on le plus avantageusement développer l'apiculture rationnelle ?

3^o Quelle est la matière la plus propre à la confection des ruches ?

4^o Qu'y a-t-il à faire de la part des agriculteurs, des forestiers et des communes pour améliorer les pâturages des abeilles ?

5^o Quelles ruches conviennent le mieux aux abeilles d'émigration ?

Il résulte des réponses parvenues au Comité central à Sion, que l'apiculture se pratique d'une manière très primitive, avec des ruches imparfaites, qui sont loin de donner les résultats qu'on est en droit d'attendre d'une branche aussi importante de l'agriculture valaisanne.

Suivant une statistique établie à cette époque, les ruches connues en Valais se montent à 5515 colonies pour 500 propriétaires.

Toutes ces ruches, sauf *une* (Ruche Huber à feuillets) sont à rayons fixes ; environ la moitié consistent en une caisse de 0 m. 80 à 1 mètre de longueur, formée de quatre planches de 0 m. 25 à 0 m. 30 de largeur. Le devant et l'arrière de la ruche sont fermés par une planchette mobile que retiennent des chevilles en bois.

1500 ruches sont du système Ribeaucourt, se composant de boîtes ayant la forme de tiroirs carrés sans fond et se superposant.

Plus de 1000 familles sont simplement logées dans des troncs d'arbres sciés et vidés et environ 500 ruches sont en paille ou en bois de différents systèmes, tous plus absurdes les uns que les autres.

Il va sans dire qu'avec un pareil outillage, les pertes de colonies sont aussi grandes que les récoltes sont petites et il n'est pas rare de voir des ruchers doubler et tripler le nombre de leurs colonies, pendant une saison favorable à l'essaimage, pour les perdre déjà l'année suivante.

Quant au produit, il varie de 0 à 5 kg. par ruche. Un apiculteur, et un malin encore, (mais qui n'est pourtant pas trop exigeant) annonce crânement avoir récolté, dans une bonne année, deux setiers (de 37 1/2 litres) de miel, avec ses 42 ruches, ce qui donne une moyenne de 3 kg. par ruche.

L'extraction du miel se fait en découpant dans la ruche tant bien que mal (plutôt mal que bien) des parties de rayons que l'on broie avec le miel qu'ils contiennent (il s'y trouve quelquefois du couvain) et que l'on presse ensuite.

Cependant l'élan est donné et si l'apiculture reste stationnaire pendant quelques années et se laisse devancer à grande distance par les autres branches de l'agriculture, un essor réjouissant se prépare, grâce aux efforts de quelques apiculteurs zélés qui commencent à faire des essais avec des ruches à cadres mobiles.

C'est bien un peu l'époque des tâtonnements, car ces nouvelles ruches commandées au premier menuisier venu et construites d'après des mesures et des indications très vagues, ne peuvent naturellement pas donner des résultats bien satisfaisants; cependant la section ne se laisse pas arrêter par les déboires de ce commencement.

En 1881, elle a l'avantage de recevoir une visite de M. Ed. Bertrand, apiculteur distingué, qui a bien voulu, en visitant les ruchers, donner des indications précieuses lesquelles ont servi de base à leur transformation.

C'est à la suite de l'intéressante conférence qu'il a bien voulu donner, avec la compétence qu'on lui

connait, que les membres de la section sédunoise ont pu faire connaissance de la ruche Dadant.

Dès lors se produit une transformation complète dans la culture des abeilles.

De nombreuses conférences sont données sous les auspices de la Société d'agriculture de Sion et de la Section valaisanne d'apiculture par des professeurs tels que MM. Bertrand, Gubler, Descoulaye, etc.

Ces conférences, avec inspections de ruchers et démonstrations pratiques, sont suivies avec beaucoup d'intérêt et aident à former dans la section un noyau d'apiculteurs qui se sont mis à étudier et à mettre en pratique les moyens de faire de l'apiculture avec les nouvelles méthodes.

Les anciennes ruches à rayons fixes sont rapidement remplacées par les ruches Dadant, au grand avantage de l'apiculture et des apiculteurs.

En 1892, pendant l'Exposition sédunoise des Arts et Métiers, la section expose quelques produits (miel, rayons, ruches) qui indiquent un grand pas fait dans la culture des abeilles.

Les ruches Dadant et Layens, avec leurs cadres régulièrement bâtis et les facilités de manutention qu'elles présentent, étonnent les fixistes.

Quelques uns se décident à abandonner leurs anciennes boîtes longues, pour prendre les ruches nouvelles ; cependant, il y en a encore qui reculent devant la dépense : ils ne calculent, pas ces incrédules, que, sans parler des avantages incontestables que

présentent, sur les anciennes, les ruches à cadres mobiles, la différence de récolte d'une année moyenne paye largement le coût du changement.

Les vrais apiculteurs vont de l'avant avec lenteur encore, mais aussi avec assurance.

Deux stations de pesées de ruches et d'observations sont établies à Sion et à Bramois et contribuent par leurs comptes-rendus à augmenter le goût de l'apiculture et à développer les connaissances apicoles.

La ruche sur bascule à Bramois donne pour 15 années (1886-1900) des augmentations annuelles (mai, juin, juillet et août, variant de 25 à 90 kg. avec une moyenne pour les 15 années de 50.⁷⁰⁰ kilos.

En comptant de 20 à 25 kg. la nourriture absorbée par les abeilles, il reste une moyenne de récolte de plus de 25 kg. par ruche, ce qui enthousiasme non seulement les apiculteurs, mais les spéculateurs.

Ceux-ci, dans leurs calculs, voient déjà le miel couler à flots et s'imaginent qu'il n'y a qu'à être possesseur de ruches à cadres pour en retirer le 100 %, s'ils n'ont pas rêvé davantage.

Aussitôt des ruchers importants sont montés avec une rapidité qui n'a d'égale que l'insouciance de leurs propriétaires à se mettre au courant des soins à donner à leur bestioles.

Pour eux, la déception ne s'est pas fait attendre et au bout de quelques années, leurs ruchers décimés par la teigne et la loque, leur ont dit à l'oreille que même en apiculture « vite et bien ne vont guère ensemble ».

En 1896 la section a pris part à l'Exposition Nationale de Genève, où ses produits, tant en miel en bocaux qu'en miel en rayons (sections), ont obtenu une médaille de vermeil, résultat bien fait pour encourager encore davantage les membres de la section à aller de l'avant.

Les inspections qui se font plusieurs fois par année par les soins du Comité et les primes que la Société accorde pour la bonne tenue des ruchers sont, pour une bonne part, la cause de l'amélioration de cette culture si intéressante, en même temps qu'agréable et lucrative.

Quelques membres de la Section ont fait des essais en transportant des ruches sur les hauteurs, vers fin juin ou commencement de juillet, après la récolte de la plaine.

Ce déplacement de ruches qui serait avantageux, si le transport pouvait se faire par de bonnes routes et au moyen de chars à ressorts, devient trop coûteux quand il doit se faire à bras.

Ainsi une ruche de force bonne moyenne transportée, en 1897, à 1800 m. d'altitude a donné 12 kg. d'un beau miel de montagne, d'une valeur de 25 fr. au moins. Le transport, aller et retour, de la ruche a coûté 10 francs ; si l'on compte que la même ruche aurait récolté pendant le même temps en plaine environ 5 kg., à 2 fr. le kg., il ne reste qu'une différence de fr. 5, en faveur de celle qui a été déplacée.

Or, si l'on tient compte des difficultés et surtout des risques à courir par le transport et installation en des lieux où la surveillance fait totalement défaut, la plus-value de la récolte n'est pas une compensation suffisante.

D'autres membres ont des ruchers établis et permanents dans les environs de Sion et en montagne, qui leur donnent d'assez beaux rendements, en particulier ceux de Vex, Bramois et Baar.

Il est cependant à regretter que la plupart de ces ruchers, ainsi que ceux qui se trouvent sur Sion, ne soient pas conduits directement par leurs propriétaires, mais seulement par l'un ou l'autre agriculteur quelconque.

Celui-ci, ne regardant que le côté pécuniaire de l'apiculture, n'envisage strictement que le produit de la récolte ; il ne s'inquiète pas beaucoup des pertes de colonies que le propriétaire remplacera, ni des multiples observations à faire pour le progrès de cette branche si importante de l'agriculture.

Il est évident que si chaque propriétaire de rucher voulait se donner la peine de faire des observations sur la conduite de ses ruches et en faire bénéficier les réunions de la section, celles-ci seraient beaucoup plus fréquentées et en même temps plus instructives.

Chaque année la section fait visiter par des experts les ruches des sociétaires. Les observations sont consignées dans un rapport qui est présenté lors de la distribution des récompenses. Celles-ci consistent en objets utiles à l'apiculteur.

Depuis une vingtaine d'années, l'apiculture à Sion et environs, tout en étant loin de la perfection, a fait un pas immense dans la voie du progrès et il est à espérer qu'elle continuera à prospérer.

Depuis quelques années, ses membres font partie de la section valaisanne de la Société romande d'apiculture ; cette section, forte d'environ 150 membres, comprenant la plus grande partie des apiculteurs du Valais, de Sierre au Léman, a deux réunions spéciales par année, ainsi que, suivant l'utilité, plusieurs réunions partielles alternant dans les différentes localités du canton.

A chacune de ces réunions, il est donné une conférence sur un sujet d'actualité, suivie d'une visite de ruchers avec expériences pratiques, ce qui attire et captive toujours un grand nombre de participants et prouve que l'intérêt que l'on porte à cette branche agréable autant que productive de l'agriculture va en progressant.

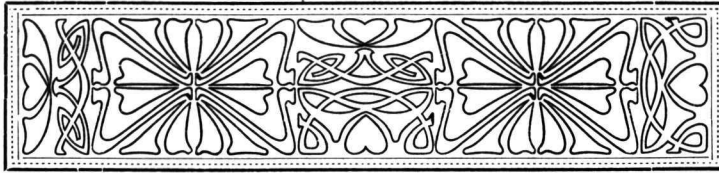
Nul doute qu'en continuant à travailler sérieusement, on pourra, sous peu, constater une augmentation de ruchers, surtout dans la partie alpestre du canton qui donne régulièrement de bonnes récoltes et un miel de qualité supérieure.

Nous avons dans nos montagnes de vastes étendues qui attendent avec impatience la visite de nos abeilles, leur promettent une abondante récolte et une source de gain assuré pour ceux qui s'en occupent d'une manière rationnelle.

BISSE DE LA LIENNE



Traversée du torrent des Rousses.
Bazot en bois.



DIVERS



Bureau de renseignements



ONDÉ en 1868, ce bureau fut destiné à servir d'intermédiaire entre le producteur, en tout ce qui concerne les produits du sol, et le consommateur. On avait confiance qu'en facilitant les relations, on favoriserait l'écoulement des denrées et autres objets agricoles et qu'on protégerait les intérêts des vendeurs en même temps que ceux des acheteurs qui tiennent à des produits francs et loyaux.

Voici les dispositions essentielles du règlement d'administration de ce bureau :

- a) ce bureau est permanent et est ouvert à partir du 1^{er} mars 1868. Il reçoit tous les jours les consignes de ceux qui désirent vendre, échanger ou acheter des produits agricoles ;

- b) chaque espèce de produit, tel que foin, vin, blés, farines, bétail, etc., a son compte ouvert sur des registres spéciaux, afin que l'on puisse, d'un coup d'œil, mesurer ce qu'il y a de disponible en chaque genre et qualité ;
- c) le courtage est interdit au bureau. Celui-ci n'a du reste aucun caractère obligatoire ;
- d) la consigne est assujettie à une rétribution de 20 centimes pour couvrir au moins une partie des frais de la Société ;
- e) en règle générale, toutes les tractations doivent avoir lieu définitivement entre vendeurs et acheteurs.

Chaque mois, le bureau présentera un rapport complet de ses opérations ; il devra, à cette occasion, signaler avec ponctualité toutes les lacunes et les défauts que l'expérience aurait mis à jour.

M. Xavier Wuilloud, négociant à Sion, fut chargé de l'administration de ce bureau. Malgré le dévouement et l'intelligence dont il fit preuve pour en étendre les opérations, malgré les appels réitérés lancés au public, par la voie des journaux, pour attirer son attention sur les avantages qui lui étaient offerts, il ne semble pas que les agriculteurs aient bien compris toute l'importance d'avoir dans les tractations un intermédiaire obligeant et gratuit ; car le bureau qui avait débuté par un certain nombre d'inscriptions ne prit pas l'extension que l'on avait osé espérer et déclina sensiblement pour s'éteindre déjà en 1872.

Syndicat et bureau de fournitures agricoles.

L'achat en commun d'engrais chimiques par l'intermédiaire de la Société d'agriculture, afin d'obtenir des fournisseurs des prix plus avantageux et d'éviter aux agriculteurs les tromperies, si nombreuses dans ce genre de commerce, est de date récente. Ce n'est, en effet, qu'en 1894 que la Société commença à recevoir les inscriptions pour les achats en commun d'engrais chimiques. C'est aussi cette année-là, et pour le même motif, que la Fédération romande d'agriculture mettait à l'étude l'organisation d'un syndicat, dans le but de grouper les commandes des principaux articles nécessaires à l'agriculture, commandes qui seraient faites par les sociétés agricoles fédérées et exécutées par le syndicat. Celui-ci devait encore se charger de procurer les renseignements utiles pour la vente des fruits, à l'instar de ce qui se pratique dans la Suisse orientale.

Le Syndicat romand étant constitué, c'est par son intermédiaire que la Société sédunoise d'agriculture fit, dès 1895, ses achats de graines et d'engrais chimiques.

Après deux ans d'exercice, les statuts du syndicat subirent quelques modifications dictées par l'expérience.

La gérance du syndicat fut confiée à M. H. Dumuid à Collex-Genève, et la présidence à M. Ed. Dubuis, à Sion.

Ce ne sont plus des engrais chimiques seulement, mais encore des wagons de soufre sublimé, de sulfate, de tourteaux, de pommes de terre, etc. que la Société d'agriculture de Sion fait venir par le Syndicat romand.

En séance du 28 février 1898, le Comité de la Société sédunoise d'agriculture décida l'adhésion de la Société au syndicat; et afin de faciliter les achats à ses membres, elle établit un Bureau pour fournitures agricoles, dont elle confia la charge à un directeur, lequel a le droit de prélever, comme rétribution de son travail, une commission de 1 à 2 %. Le Bureau a fonctionné à la satisfaction des sociétaires qui ont été en rapport avec lui. Le chiffre de ses opérations a été sujet, d'une année à l'autre, à de grandes fluctuations. Les achats se montaient en 1906 à fr. 9083.45, en 1907 à fr. 4723.75 et en 1908, il atteindra probablement le chiffre de 10,000 fr.

Pour en revenir au Syndicat romand, le succès ne répondit pas aux prévisions de ses promoteurs; ses affaires n'ont jamais été très fortes; au lieu de se développer, elles sont allées en périlissant, malgré le zèle et le savoir-faire de son gérant. De 181,983 fr. et 10 ct. qu'étaient les achats pendant l'exercice 1899-1900, ils sont tombés à 113,650 fr. en 1901-1902.

Suivant M. de Vevey, directeur de l'Institut agricole de Pérolles, près de Fribourg, qui avait présenté à l'Assemblée des délégués de la Fédération, en 1902, à Fribourg, un excellent rapport sur l'organisation commerciale des syndicats, la cause de cet insuccès provient d'une organisation commerciale défectueuse du syndicat.

Avec l'exercice 1903-1904, le syndicat cessa ses opérations, vu la démission de son directeur.

Quoi qu'il en soit, un syndicat de fournitures agricoles, assez puissant pour ne pas s'en laisser trop imposer par les fournisseurs et les trusts, répond à une nécessité. Nous saluons donc avec plaisir l'institution d'une gérance, prévue dans les statuts de la Société cantonale valaisanne d'agriculture, chargée de l'achat en gros de toutes les marchandises employées pour l'agriculture pour les remettre aux meilleures conditions aux membres des sections de la Société.

Police rurale

Le maraudage a toujours été l'objet de nombreux commentaires dans la Société d'agriculture de Sion. Défendre ses primeurs dont on est si jaloux, sa récolte contre la rapine, est un sentiment bien légitime de la part de ceux qui ont souvent tant de peine à les produire ; et, naturellement, c'est le garde-champêtre qui est le responsable des méfaits des maraudeurs !

On l'accuse d'incapacité ou de négligence dans l'accomplissement de son devoir. Il est de fait certain que ceux qu'il surveille sont ordinairement plus zélés et plus rusés que lui.

C'est surtout dans les années 1877 et 1878 que l'on s'est le plus occupé dans la Société de la répression du maraudage et encore d'une manière assez originale. Il n'était rien moins question, alors, que d'organiser un corps de volontaires pour la police rurale. Un projet de règlement fut même présenté au Comité. Chaudement combattu, ce projet fut non moins énergiquement défendu. Ceux-là doutent que le projet puisse recevoir

une exécution suivie : les premiers jours, de nombreux volontaires se présenteront, peut-être, pour faire la chasse aux maraudeurs, puis, petit à petit, ce nombre diminuera à un tel point que la garde rurale ne figurera plus que sur le papier ; surtout si, comme le projet le prévoit, cette corvée devait être exécutée gratuitement ; si elle devait être rétribuée, cette organisation coûterait énormément et l'argent serait infiniment mieux placé à augmenter le nombre et le traitement des gardes-champêtres.

Les partisans du projet estiment, eux, que l'on doit opposer aux grands maux les grands remèdes ; ils comptent que le nombre des volontaires sera suffisant pour que chaque jour, aussi longtemps que les récoltes seront pendantes, une escouade se présentera pour faire le service ; en comptant sur leur bonne volonté, ils seront aussi utiles que la garde urbaine qui a existé à Sion, pendant plusieurs années. Pour en finir, il est décidé d'en référer à la Municipalité.

Du reste les mêmes plaintes se renouvelleront encore dans la suite, plus ou moins acrimonieuses, en raison des méfaits des maraudeurs ou du caractère plus ou moins endurant des propriétaires lésés.

En 1852, la Municipalité avait à son service 6 gardes-champêtres ; leur salaire était de 830 fr., non compris la part des amendes ; en 1868, il y avait 13 gades-champêtres ou aides, les frais de la police rurale s'élevaient à fr. 1797.40. Quelques années plus tard, les frais de la police rurale reviennent à la Municipalité à 2550 fr., depuis lors ce chiffre s'est maintenu. Le Conseil

Municipal, en 1897, a estimé qu'il était préférable de réduire à 6 le nombre des gardes, d'augmenter leur salaire et de leur adjoindre des aides au temps des récoltes.

Hannetonnage

La destruction des hannetons est une mesure d'ordre ou de police rurale que l'administration municipale de Sion, dès son institution, qui date de 1848, a pris à tâche de le mettre régulièrement à exécution. A cette époque, devançant de 4 ans le premier arrêté cantonal sur cette matière, elle prescrit que chaque ménage doit porter, pendant 4 jours, un quarteron de hannetons sous peine de 15 batz d'amende. Même ordre en 1857, de plus, ceux qui en porteront d'avantage toucheront 1 franc par quarteron ; l'amende prévue est de 1 fr. 50 cent.

Nouvelle ordonnance en 1872, de 1 quarteron par ménage, les ménages qui possèdent de 5 à 10 seiteurs livreront 2 quarterons, et au-dessus de 10 seiteurs 3 quarterons, prix du quarteron surabondant 50 cent. Quelques années après la cueillette des hannetons est fixée proportionnellement aux impôts des contribuables.

Malgré la guerre acharnée qui leur est faite par ordre municipal, ces prolifiques et voraces coléoptères n'en discontinuent pas moins leurs déprédations, soit à l'état de larve soit à l'état parfait.

Bien plus, autrefois, ils demeuraient pour ainsi dire cantonnés sur les chênes et les buissons de Champsecs et sur les arbres fruitiers des vergers, mais depuis

que l'on s'est mis à arracher les chênes, comme ils n'y trouvent plus leur nourriture préférée aussi abondamment, ils se jettent sur les vignes, causant passablement de dégâts, principalement sur les anciens plants, les humagnes et rouges qu'ils dépouillent complètement. On s'en aperçoit moins dans le vignoble de Sion que dans celui de certaines communes qui, insouciantes ou inconscientes, laissent à l'état de lettre morte les arrêtés de l'autorité cantonale sur la destruction des hannetons.

Lorsqu'en 1877, la Société sédunoise d'agriculture adressa une requête au Conseil d'Etat, afin que des mesures énergiques, telles que des battues fussent organisées pour la destruction des hannetons et que de fortes amendes fussent infligées aux récalcitrants, particuliers ou communes, elle savait qui elle visait; elle aurait désiré que l'amende fût de 4 fr. par double décalitre manquant sur la quantité prescrite pour les particuliers, et de 100 à 500 fr. pour les communes.

L'échelle de répartition qui est maintenant en vigueur à Sion, a été arrêtée en 1896, par le Conseil municipal, elle est basée sur les impôts :

pour 50 cent. à 10 fr. d'impôt, $\frac{1}{2}$ décalitre

» 10 fr. à 20 » » 1 »

» 20 » à 50 » » 2 »

» 50 » à 75 » » 3 »

» 75 » à 100 » » 4 »

et au-delà de 100 fr. 1 décalitre par 50 fr.

Pavillon-buvette de la gare

A maintes reprises, avait été exprimé le vœu qu'une buvette, placée sous le contrôle de la Société sédunoise d'agriculture, fut ouverte à la gare de Sion, dans laquelle les voyageurs eussent pu trouver à leur disposition de bons vins et des fruits de choix. Mais ce n'est que dans le courant des années 1896 et 1897 que cette question qui avait été préalablement soumise à une étude sérieuse devait être mise à exécution.

Forte de l'appui que le Conseil d'Etat voulût bien lui accorder, la Société engagea les tractations avec la Compagnie Jura-Simplon.

Ces tractations furent longues, non pas que la Compagnie, qui s'était déclarée d'accord en principe avec le projet qui lui avait été présenté, soulevât des prétentions impossibles, bien que l'une ou l'autre parût à la Société un peu exorbitante, mais parce que la Société d'agriculture qui devait engager dans cette entreprise une somme relativement élevée eût désiré pouvoir obtenir la concession du terrain sur lequel allait être construit le pavillon pour un terme suffisamment long, soit une quinzaine d'années, qui lui permit de rentrer au moins dans ses fonds ; tandis que la Compagnie, se retranchant derrière l'agrandissement projeté de la gare de Sion, ne voulait accorder la concession que pour une durée de 5 ans.

Enfin le 21 février 1897, une convention fut passée qui sauvegardait dans la mesure du possible les intérêts de l'une des parties contractantes, sans porter la moindre atteinte à la situation de l'autre.

Aux termes de cette convention, la Compagnie Jura-Simplon accordait à la Société sédunoise d'agriculture l'autorisation de vendre sur le quai de la gare aux voyageurs de la consommation de choix, vins et fruits du Valais, ainsi que d'autres boissons, bière, liqueurs, cafés et mets froids à des prix raisonnables, et de construire à cet usage sur l'emplacement désigné, un pavillon d'aspect agréable, dont les dimensions fixées à 42 m² ne pourraient être augmentées sans l'autorisation, donnée par écrit, de la Compagnie. Le pavillon serait établi par les soins et aux frais et risques de la Société de Sion, dont il demeurerait la propriété.

Le prix fixé pour cette concession est de deux cents francs par an.

La convention fut conclue pour le terme de quinze ans, à dater du 1^{er} janvier 1897. Était réservé toutefois le cas où l'agrandissement de la gare rendrait nécessaire l'enlèvement ou le déplacement du pavillon.

Deux moyens s'offraient à la Société pour mener à bonne fin l'entreprise dont elle se chargeait :

1^o Contracter un emprunt en affectant en garantie le pavillon, le locataire étant caution de l'emprunt. Des financiers pressentis à ce sujet, avaient laissé entrevoir qu'un emprunt dans ces conditions pourrait être conclu. Cependant l'on fait aussi ressortir que la Société d'agriculture n'étant pas inscrite au registre du commerce, ne peut pas être considérée comme personne morale, et dans ce cas, il y aurait inconvénient pour la Société à contracter l'emprunt.

2^o Transmettre à un consortium la concession, la Société restant seule engagée envers la Compagnie et se réservant le droit de surveillance sur l'exploitation.

C'est cette solution, moyennant le consentement de la Compagnie J.-S., qui prévalut.

La Compagnie ayant consenti le transfert, un consortium de 29 actionnaires disposant de fonds suffisants se constitue, les plans du pavillon sont soumis à l'approbation de la Société et de la Compagnie J.-S.; le pavillon ne tarde pas à être construit et est livré au mois de juin 1897 à un tenancier. Les frais de construction se sont élevés à 5,310 fr. 55. La Société exerce ses droits de surveillance par les soins d'une commission qui doit faire des inspections à l'improviste et mentionner dans un rapport les déféctuosités qu'elle constate, afin qu'il y soit remédié sans retard.

En relevant la Société d'agriculture de ses charges, le consortium, avec les risques qu'il savait devoir courir, était loin de faire œuvre de spéculation, mais bien d'utilité publique.

Les Chemins de fer fédéraux ayant décidé, pour le second semestre 1908, l'agrandissement de la gare de Sion, la société du pavillon fut invitée à démolir, pour le 20 juin, l'édicule qu'elle y avait construit.

La dissolution du consortium fut votée en assemblée des actionnaires, le 23 mai 1908.

La buvette de la gare a ainsi été exploitée pendant onze ans.

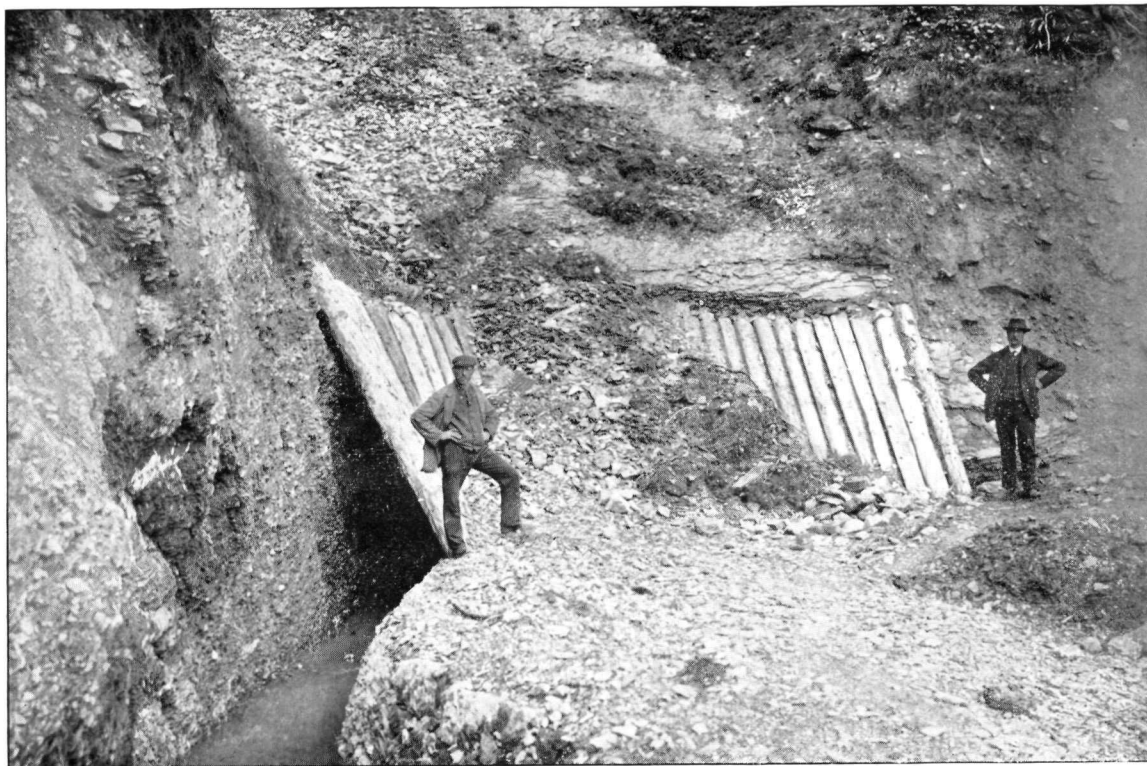
Loin de subir une perte sur le capital engagé, les actionnaires en retirèrent un bénéfice net de 123 francs

par action. Si le résultat financier de cette entreprise a été, contre toute attente, excellent, nous n'oserions affirmer qu'elle a répondu, en tout point au but que l'on s'était proposé.

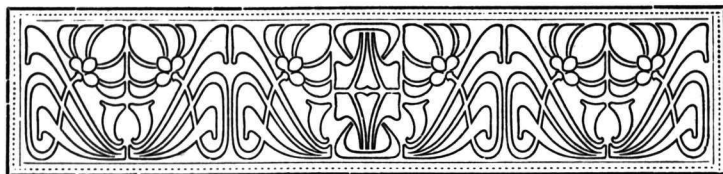
Le 10 février 1908, déjà, la Société sédunoise d'agriculture avait manifesté aux Chemins de fer fédéraux son intention de demander la concession du buffet qui allait être construit en gare de Sion. Les soumissions étant reçues avant le 25 octobre, les membres de la Société convoqués en assemblées générales, le 23 et le 25 octobre 1908, décidèrent de soumissionner la location du buffet pour le prix de 3,500 fr., au nom d'un consortium. Bien que les chances de bénéfice fussent des plus aléatoires, d'autant plus que le mobilier, dont le prix, à dire d'experts, pourrait s'élever de 15 à 20,000 fr. était à la charge du preneur et que la location n'était contractée que pour 3 ans, le consortium s'est constitué séance tenante, encore une fois, dans le but de faire apprécier les vins et les fruits du Valais.

Mais la Société d'agriculture n'obtint pas la préférence, ce dont il n'y a pas lieu de trop s'attrister.

BISSE DE LA LIENNE



Traversée d'un couloir. Type de couverture



DES EAUX

dans leurs rapports avec l'agriculture

par P. de RIVAZ, Ingénieur.



ous ne prétendons pas entreprendre ici l'étude d'une question aussi complexe et étendue et qui relève surtout des sciences naturelles ; ce serait sortir des limites tracées à cette notice et d'ailleurs hors de notre compétence.

Nous voulons, et quoique des œuvres de cette nature ne rentrent pas précisément dans la question d'activité des Sociétés d'agriculture, présenter cependant un tableau sommaire des travaux exécutés en Valais, à Sion spécialement, tant en vue d'améliorer le sol par l'assainissement, le colmatage et l'irrigation des terres, que pour le défendre contre la dévastation des eaux par l'endiguement des cours d'eau, le reboisement et le gazonnement des montagnes.

Les crues des torrents sont, en effet, pour l'agriculteur valaisan une source féconde de prospérité en même temps qu'un fléau terrible.

Ce sont d'anciennes inondations qui ont engendré les terrains les plus fertiles de la plaine ; ce sont les eaux des torrents, qui transportées au loin par les canaux d'irrigation, maintiennent la vie sur nos coteaux et dans nos vallées. Mais aussi que de ruines parfois ; récoltes anéanties, terres et bâtiments emportés, communications coupées, etc., par les irrutions du Rhône et de ses affluents !

Sur le seul territoire de la commune de Sion, traversé il est vrai par le Rhône et la Sionne, et limité en outre au couchant par les torrents de la Printze et de la Morge, et au levant par ceux de la Borgne et de la Lienne, nous comptons, dans une période d'un demi siècle, une vingtaine d'inondations ou de crues préjudiciables à savoir : des eaux du Rhône, en 1855, 1860, 1868, 1877, 1896, 1897 et 1902, de celles de la Sionne, en 1852, 1859, 1870, 1895 et 1896, de la Printze, en 1877, 1885, 1895, 1896 et 1902, de la Morge en 1885, 1895 et 1896.

D'une part, utiliser l'action fertilisante des eaux, et d'une autre part, empêcher, dans la mesure du possible, leurs dévastations, tel est le problème qui a de tout temps sollicité et qui sollicitera toujours l'activité et l'énergie du cultivateur valaisan.

Endiguements, assainissement et colmatage

D'une manière générale, les travaux d'amélioration du sol suivent le développement économique d'une contrée ; avec l'augmentation de la population, des besoins et des ressources, les cultures prennent toujours plus d'extension et exigent de nouveaux travaux d'amélioration et de protection.

Anciennement, la plus grande partie de la vallée du Rhône était abandonnée au fleuve qui y traçait, à volonté, une quantité de lits que chaque crue déplaçait. Ici et là des bâties protégeaient les bâtiments, les ponts et les terrains les plus élevés qui, seuls étaient cultivés. Ces travaux étaient ordonnés annuellement par des commissions chargées d'inspecter les barrières du Rhône, et les archives de la ville de Sion possèdent des protocoles d'ordonnances du Rhône remontant à l'année 1683.

Les inondations de la Sionne, sur le cône de déjection duquel Sion est bâti, étaient surtout pour les habitants de la ville un sujet de grandes préoccupations. Ce torrent traverse, en effet, la cité dans la direction nord-sud et les anciens bâtiments, dont les entrées sont toutes en contre-bas du sol naturel, témoignent des nombreuses inondations qui ont envahi la ville.

Actuellement, dans la traversée de la ville, le torrent est contenu dans un chenal voûté qui a été construit dans la première moitié du siècle dernier, d'où le nom de Grand-Pont, donné à la rue principale. Mais ce chenal est encore souvent obstrué par les charriages du torrent et les eaux d'infiltration pénètrent alors dans

les caves et les sous-sols. Le curage du lit est, en outre, pour l'administration une cause de grosses et réitérées dépenses.

Les premières prescriptions législatives ayant une portée générale, en matière de travaux d'endiguement, datent de 1833, et ont eu pour but de donner au Conseil d'Etat le droit d'ordonner aux communes les travaux d'endiguement jugés nécessaires.

L'inondation du Rhône de 1860, une des plus désastreuses qui aient été enregistrées, a amené le décret du 24 novembre 1862, en vertu duquel la correction du Rhône a été exécutée.

Le système adopté pour l'endiguement du Rhône consiste à contenir le fleuve entre deux levées parallèles, distantes l'une de l'autre de 70 à 120 mètres, selon la section à donner au lit. En avant de ces digues nommées *douves* et dont le talus est revêtu de perrés ou d'enrochements, du côté du fleuve on a construit des éperons inclinés en maçonnerie sèche dits *épîs*, qui s'avancent l'un vis-à-vis de l'autre, de manière à resserrer le lit entre leurs têtes et former ainsi un lit mineur renfermé dans une succession de passes étroites. Les basses eaux passent entre les têtes des *épîs*, les hautes eaux sont ramenées au centre par l'inclinaison de ceux-ci, concentrant ainsi leur force d'action sur l'axe du fleuve, tandis que l'intervalle entre les *épîs* se comble de sable et de graviers.

On espérait que ce système permettrait au Rhône, non seulement de transporter ses charriages, de creuser son lit, mais encore, grâce à la grande puissance

affouillante que la concentration du courant devait donner aux eaux, de creuser son lit.

L'agriculture aurait ainsi gagné de grandes superficies de terrains marécageux, assainis simplement par l'abaissement du niveau des eaux dans le fleuve.

Le lit permanent à créer au fleuve, au moyen de digues insubmersibles, devait par la suppression des dépôts d'inondation, arrêter l'exhaussement de la plaine réalisé jusqu'alors, tantôt ici, tantôt là, par le jeu des inondations.

Pour empêcher que les limons du Rhône, si chargés en principes fertilisants, soient entièrement entraînés jusqu'au lac, M. Venetz proposait la construction d'écluses dites, « à cheminées », parce qu'elles prenaient les eaux profondes du Rhône, plus lourdes, plus chargées de matières, pour les amener, par l'effet de la pression, à travers les digues, sur le terrain à colmater. En 1856, la bourgeoisie de Sion en avait placé une près de Sion et, ensuite du bon résultat qu'elle avait produit, en avait établi successivement 4 autres pendant les années suivantes. M. Venetz évaluait à 300,000 m³ les quantités de limons déposés dans la plaine de Sion de 1856 à 1860, au moyen de ces écluses.

Cependant, en 1860 déjà, M. Venetz, ingénieur cantonal, attirait l'attention du public sur la nécessité de combiner le colmatage avec les travaux d'endiguement que l'on projetait de construire au Rhône.

En réalité, la correction du Rhône a répondu à l'attente des personnes qui escomptaient un approfondissement du lit, là seulement où par l'exécution de

grandes coupures, la pente du fleuve a été considérablement augmentée ; ainsi au Leukerfeld, entre Loèche et Gampel, où le cours actuel du Rhône présente un raccourcissement de plus de 1400 m. par rapport à l'ancien lit. Grâce au seul abaissement du niveau des eaux dans le fleuve, de vastes plaines marécageuses ont pu être transformées en prairies, en champs ou jardins, sans avoir recours à des travaux corollaires de dessèchement. Bien au contraire, on a dû établir, ces dernières années, des canaux d'irrigation alimentés par la Tourtemagne et la Lonza, pour lutter contre une sécheresse préjudiciable aux récoltes.

Ailleurs, le lit du Rhône s'est généralement exhaussé, en vertu des lois qui régissent la formation de la pente d'un fleuve. Cet exhaussement du lit a été en outre favorisé par les charriages excessifs de certains affluents et les divisions du courant créées par les brèches nombreuses qui se sont produites dans les douves.

Le colmatage recommandé par M. Venetz n'ayant pas reçu l'application générale, les eaux d'infiltration devinrent toujours plus abondantes avec l'exhaussement du lit, et, dans le centre du canton surtout, on vit des terrains cultivés, avant les travaux de correction du Rhône, se transformer peu à peu en marécages.

En même temps que les douves étaient exhaussées, pour empêcher leur submersion en hautes eaux, on dut donc créer un réseau de canaux pour écouler les eaux d'infiltration.

Le profil en long de la plaine du Rhône présentant la forme d'une ligne ondulée dont les cônes de

déjection des torrents, constituent les points hauts, et les plaines à assainir les points bas, l'écoulement des eaux d'infiltration a été obtenu en traversant les cônes de déjection au moyen de travaux d'art, canaux voûtés ou dallés passant sous les torrents préalablement canalisés et endigués.

C'est ainsi que l'assainissement de la plaine inférieure, en aval du torrent de la Sionne, a été réalisé par l'établissement, en commun avec d'autres communes intéressées, d'un canal collecteur passant sous les endiguements de la Morge et de la Lizerne pour se déverser au Rhône, vers le pont de Riddes, à 12 km. de son origine. Une série de canaux transversaux recueille les eaux d'infiltration et les conduit au canal collecteur.

Ces travaux furent commencés dans les années 1877 à 1882 et terminés en 1895 seulement.

Les hautes eaux du Rhône de 1896 et 1897 ayant néanmoins détruit une grande partie des récoltes de la plaine, la commune de Sion compléta en 1900 et 1901 son réseau de canaux par le creusement d'un second canal parallèle au canal collecteur mais aboutissant aussi au passage sous la Morge, plus un grand canal transversal.

Le fonctionnement de ces canaux, par les hautes eaux ordinaires, est très satisfaisant, même en 1902, alors que la partie inférieure de la plaine était recouverte par l'inondation du Rhône. Les cultures sises plus en amont ont bénéficié de l'existence de ces canaux.

Le colmatage de la plaine n'en est pas moins nécessaire. Après chaque crue prolongée du Rhône,

le sol composé de limons, s'imbibe d'eau et se tasse ; le niveau de la plaine tend donc à s'abaisser. On y remédie par l'apport annuel de limons, pris en hiver, entre les épis du Rhône et transportés à char ou par voie Décauville. Mais ce mode de faire est trop coûteux pour les terres éloignées du lit du Rhône ainsi que là où il convient d'amener de grandes quantités de limons pour élever les terrains à la hauteur voulue.

Malgré les sacrifices énormes effectués par la Ville de Sion pour l'endiguement et l'assainissement de la plaine, la lutte contre les eaux est loin d'être terminée. Ces dépenses, pour la période 1862 à 1908, s'élèvent, les subsides fédéraux déduits, au chiffre énorme de fr. 512,856.59 pour l'endiguement du Rhône et des torrents et pour les canaux de dessèchement, depuis 1868, à fr. 73,306.90.

La correction du Rhône et des torrents a rendu de grands services ; elle a, à un point de vue général, assuré les voies de communication et diminué les inondations, si fréquentes auparavant ; combinée avec les travaux de canalisation, elle a considérablement agrandi et amélioré la zone des terrains cultivables ; mais elle ne laisse pas d'être toujours une charge très lourde pour les contribuables de la Ville de Sion, qui se trouvent encore en présence des obligations suivantes :

1^o Exhausser et consolider l'endiguement du Rhône, en vue d'éviter le retour d'inondation comme celles de juillet 1902.

2^o Etablir un système rationnel de colmatage, afin de maintenir l'équilibre entre le niveau de la plaine et

le niveau des eaux du Rhône et, subsidiairement, construire un canal d'irrigation, en vue d'irriguer une partie de la plaine avec les eaux de la Borgne.

3^e Diminuer les charriages des torrents.

Les travaux d'exhaussement et de renforcement des douves du Rhône sont en voie d'exécution. La question du colmatage qui, comme le bêcheage et l'engrais, doit devenir une des formes de travail, dont la culture de la plaine du Rhône a besoin périodiquement, est à l'étude. Elle devra être réglementée par une loi qui permette d'interdire, pendant une série d'années, la mise en culture du sol dans des zones déterminées, afin de réduire à un minimum les indemnités à payer aux propriétaires privés de la jouissance de leurs terrains (1).

D'autre part, une décantation complète des eaux du Rhône, ne peut être obtenue qu'en les faisant passer successivement dans une série de chambres de dépôts, d'où des travaux de terrassements assez importants. La grande difficulté à vaincre résulte dans l'écoulement des eaux après emploi ; car cet écoulement ne peut se pratiquer que par les canaux d'assainissement ; tout autre mode de faire entraînant de graves inconvénients, surtout au point de vue des communications.

Or ces canaux sont généralement insuffisants ; ils devront être agrandis, de nouveaux passages sous rivière

(1) Par la loi sur le colmatage du 19 novembre 1907, le législateur a sanctionné les propositions ci-dessus, qui avaient été émises, ici, déjà en 1903.

devront être construits, les confluent du Rhône de certains canaux devront être portés plus en aval, etc. ; ce sont là de nouvelles grosses dépenses, mais des dépenses inévitables, si l'on veut maintenir en culture une grande partie de la plaine du Rhône.

La commune de Sion étudie en ce moment le colmatage des terrains bas de la rive gauche du Rhône, sis entre le cône de déjection de la Borgne et les rochers de Chandoline. L'eau utilisée serait celle de la Borgne, beaucoup plus riche en limons que les eaux du Rhône.

Actuellement, les eaux d'infiltration de cette plaine sont recueillies par un canal d'assainissement qui rentre au Rhône déjà à 3 kilomètres en aval du confluent de la Borgne. Les hautes eaux du Rhône refluent par ce canal et inondent plus ou moins, tous les étés, la partie inférieure de la plaine ; mais, si à ces eaux venaient s'additionner les eaux de colmatage prises à la Borgne, c'est toute la plaine, avec les routes qui relient Sion à Bra-mois et à la vallée d'Hérens, qui seraient inondées pendant la saison des hautes eaux.

Il est donc nécessaire de prolonger le canal d'assainissement plus en aval à travers les rochers de Chandoline, pour que le reflux des eaux du Rhône ne se produise plus sur les terres cultivées, à moins que l'on ne préfère exhausser toutes les voies de communication, ce qui serait probablement plus économique, mais incontestablement moins rationnel, puisque la plaine demeurerait inondée,

Mais l'œuvre la plus importante, car d'elle dépend en définitive la stabilité du lit du Rhône et par suite

la sécurité de la plaine, consiste dans la diminution des charriages des affluents du Rhône, soit dans l'extinction des apports à leur origine, par la régularisation des torrents, le reboisement et le gazonnement des versants de leurs bassins de réception.

C'est là une œuvre considérable dans une vallée étroite, de près de 200 kilomètres de longueur, dominée par deux hautes chaînes de montagnes et dont l'artère principale, le Rhône, recueille les eaux torrentielles d'une trentaine de vallées latérales.

Ce travail gigantesque de l'extinction des charriages est en voie d'exécution; la loi fédérale du 22 juin 1877 sur la police des eaux dans les régions élevées et la loi cantonale du 25 novembre 1896 sur la correction des rivières lui assurent des subventions fédérales et cantonales.

Les difficultés inextricables qui résultaient du fait que les cours d'eaux empruntant le territoire de divers communes — des travaux devaient parfois être effectués sur le territoire de communes ayant peu d'intérêts à la régularisation du torrent — sont en outre réglées par la loi cantonale.

Tel est le cas de la commune de Sion, qui ne peut exercer aucune juridiction dans le bassin de réception des 5 torrents, qui, en plaine, traversent son territoire. Aussi, à part la construction d'un certain nombre de barrages sur le cône de déjection de la Sionne, barrages construits surtout en vue d'assurer contre tout affouillement les fondations des murs-digues, la Ville de Sion n'a-t-elle encore rien fait sous ce rapport.

Les archives de la Bourgeoisie de Sion possèdent, relativement à la Sionne, un mémoire daté de 1778 où est examinée la question « des barrages à faire pour préserver la Ville de Sion contre les inondations de la Sionne ».

L'auteur de ce mémoire rappelle d'abord les désastreuses inondations de 1740 et 1776, et expose que, depuis cette dernière inondation, on préconise beaucoup dans le public la construction de coffres en bois, soit barrages de retenue, en vue d'emmagasiner les charriages de la Sionne. Il constate que l'effet de ces barrages ne peut être que momentané et d'une efficacité passagère; mais il estime que dans la lutte incessante que l'homme doit livrer contre les éléments, il faut tenir compte des vues du public et que l'Administration, quelque convaincue qu'elle puisse être de l'inutilité d'un travail déterminé, doit, pour couvrir sa responsabilité, exécuter des travaux demandés par la généralité des citoyens.

Il propose de construire ces barrages en pierres, au lieu du bois, et pour empêcher l'affouillement du barrage par la chute d'eau, il conseille de les construire à 2 étages, le 2^{me} étage faisant saillie sous forme d'avant-bec à mi-hauteur. Pour que ces barrages puissent toujours servir de retenue, il y ménageait 2 ouvertures, munies de portes pouvant s'ouvrir en dedans et en dehors. Dans la règle, ces ouvertures devaient être maintenues libres; au moment du danger seulement, les portes auraient été fermées, afin que les matériaux puissent s'accumuler derrière le barrage. Le danger passé, on aurait procédé au curage du lit. Pour faciliter l'enlèvement des

matériaux, les eaux de la Sionne devaient être emmagasinées pendant quelques heures derrière le barrage; puis, en ouvrant brusquement les portes en aval, on aurait obtenu l'évacuation des graviers amoncelés derrière le barrage.

L'incendie de Sion, survenue 2 ans après, ainsi que les événements politiques qui ont suivi, ont certainement empêché de donner une suite quelconque à ce projet original dont nous retrouvons cependant une trace près d'un siècle plus tard, quand le chenal voûté qui traverse la Ville étant achevé, on a essayé de retenir les graviers au moyen de portes en bois placées à l'entrée amont du chenal. Quand au seul remède efficace, retenir les charriages à la montagne à leur origine, il n'en a pas été question jusqu'à présent.

En résumé, ce n'est que dans une intervention toujours plus active des pouvoirs publics que ces divers problèmes, endiguements, assainissements, colmatages, régularisation des torrents pourront trouver leur solution plus ou moins complète; mais il appartient en partie aux sociétés d'agriculture d'activer et de rendre plus efficace cette intervention en s'intéressant toujours plus à cette question parfois aride, à la défense du sol contre les eaux.

Irrigations

Les diverses publications qui ont été éditées sur les irrigations en Valais*) ont déjà fait connaître le rôle et l'importance des canaux d'irrigation, vulgairement appelés « Bisse » dans le Centre du Valais et « Wasserleite » dans le Haut-Valais.

L'établissement de ces canaux, dans des conditions d'une grande hardiesse parfois, représente une somme énorme de travail et d'énergie et constitue dans le bilan agricole du Valais, la conquête la plus importante qui ait été réalisée et à laquelle de nombreuses communes doivent leur développement actuel.

Ainsi l'agrandissement si réjouissant du vignoble sédunois, dans ces trente dernières années, n'aurait certainement jamais été réalisé sans les canaux d'irrigation tant anciens que nouvellement créés.

Nous ne voulons pas reprendre ici une étude complète des irrigations; nous nous en rapporterons à cet égard aux publications ci-dessous qui donnent tous les renseignements désirables sur la construction et l'utilisation des canaux d'irrigation; nous nous bornons à décrire ici le réseau sédunois d'irrigation.

-
- *) 1. *Über die Bewässerungs Kanäle in den Walliser-Alpen*, von Blonitzki, Oberingenieur, Bern 1871.
2. *Bericht über die Alpen-Bewässerungen im Wallis*, von Fritz Rödiger, Kultur-Techniker, *Alpwirtschaftliche Monatsblätter* 1879, Nr. 2, 3 und 1880, Nr. 2 bis b.
3. *Notice sur les Bisses du Valais*, par M. Hopfner, Directeur de l'Ecole normale à Sion. — *Mémoires et documents du 5me Congrès international d'agriculture, Lausanne 1898.*

Toutefois nous croyons utile de jeter préalablement un coup d'œil d'ensemble sur un côté peut-être le moins connu de la question des irrigations valaisannes, nous voulons parler du régime administratif des arrosages.

Ce régime repose plutôt sur des traditions et des usages locaux que sur des règlements écrits, et l'on ne trouve nulle part trace d'un pouvoir centralisateur qui ait imprimé l'unité aux idées administratives en matières d'irrigation.

Aussi les systèmes adoptés pour l'usage et la répartition des eaux d'irrigation varient-ils beaucoup d'une localité à l'autre et encore dans la localité même.

En thèse générale, les usages locaux comme les règlements écrits ont pour base le principe de l'administration des canaux par les intéressés eux-mêmes, et c'est ce principe qui a permis à l'agriculteur valaisan de maintenir la pratique de l'irrigation pendant des siècles, presque sans heurt ni trouble, à part quelques rares mais tenaces et interminables procès.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce n'est qu'exceptionnellement que la propriété de l'eau est annexée à celle de la terre et que celle-ci ne peut se vendre sans vendre en même temps l'eau qui l'arrose.

Les eaux d'irrigation sont généralement, en Valais, propriété de syndicats, soit consortages ou propriétés communales.

Evidemment à l'origine, les syndicats ne devaient être composés que d'arrosants et actuellement encore il serait difficile de trouver dans un consortage des

personnes ne possédant pas de terrains desservis par le bisse. Néanmoins la vente des droits d'eau comme celle des tours d'arrosages est entièrement libre et indépendante de la propriété de la terre.

Les graves dangers qu'un tel mode de faire entraînerait fatalement dans d'autres contrées ont été évités en Valais, grâce à la grande décentralisation qui a présidé et qui préside encore à l'établissement et à l'exploitation des bisses, et qui rend, en fait, tout accaparement un peu important de droits d'eau quasi impossible,

Un trait saillant de l'organisation des irrigations valaisannes gît en effet dans la multiplication des canaux d'irrigation.

Plutôt que de créer un canal unique à grande section, avec prise d'eau au fond des vallées, on a préféré construire, dans le Haut-Valais surtout, plusieurs bisses de petites dimensions étagés les uns sur les autres. Par ce mode de faire, on a non seulement diminué les risques de rupture des banquettes, mais on a surtout favorisé la formation de petits syndicats dont les membres sont tous du même village ou de 2 ou 3 villages voisins. L'eau ne peut ainsi être employée que dans des limites restreintes et son aliénation échappe à toute spéculation.

Bien des communes interdisent d'ailleurs la sortie de l'eau hors du territoire. Nous en avons un exemple chez les consorts du Bisse Neuf de Savièse qui ne peuvent non seulement pas vendre leurs droits d'eau en dehors de la commune, mais auxquels il est même

défendu d'irriguer avec les eaux du dit bisse des vignes ou autres propriétés qu'ils possèdent sur le territoire de Sion. Ces restrictions tendent en réalité à faire de la propriété de l'eau une annexe de la propriété de la terre ; elles empêchent en tous cas toute aliénation de la propriété de l'eau qui pourrait être préjudiciable aux intérêts de la communauté, consortage ou commune.

Quant aux eaux communales elles sont tantôt vendues, tantôt réparties à tour de rôle, tantôt livrées gratuitement au premier prenant arrosant.

Il est à remarquer, et c'est dans l'ordre naturel des choses, que plus l'eau est rare, plus serrée et plus rigoureuse est la réglementation de son usage.

La règle appliquée alors est la répartition de l'eau à tour de rôle et proportionnellement à la superficie des terrains à arroser.

La vente de l'eau est surtout pratiquée pour les cultures où l'irrigation n'est pas de nécessité absolue, pour les vignes particulièrement.

La livraison gratuite de l'eau des bisses au premier arrosant n'est usitée que quand l'eau est abondante et là où les frais d'établissement d'entretien des canaux sont très minimes.

Cette pratique primitive présente beaucoup d'inconvénients ; il suffit de quelques jours de sécheresse pour que tous les arrosants veuillent prendre l'eau en même temps. Celle-ci devient alors insuffisante et c'est par la force que chacun cherche à s'assurer le plus d'eau possible ; il en résulte souvent des échanges de

coups, des bagarres et des procès qui pourraient facilement être évités en réglementant l'usage de l'eau, sans que l'on soit forcé pour cela d'en supprimer la gratuité.

Les droits des consorts sont divisés en parts auxquelles correspond un certain nombre d'heures d'arrosage.

L'eau est répartie par tours successifs d'arrosage, le tour devant s'effectuer dans un laps de temps déterminé d'avance et variant généralement de 3 à 6 semaines.

Le rang de chaque consort dans le tour est fixé par le sort ; en cas de rupture du canal d'irrigation, cas assez fréquent sur quelques bisses, celui qui, de ce fait n'a pas pu arroser, a droit à l'eau, à la fin du tour, et la mise en jeu du tour suivant est retardée d'autant.

La dotation de chaque bisse se subdivise en filets d'eau appelés « Bulletins ».

Le bulletin n'est pas une unité absolue ; il ne représente pas un volume fixe mais une partie aliquote du débit total.

On maintient ainsi la proportionnalité entre les arrosants ; chacun jouit de l'abondance des eaux ou souffre de la sécheresse au prorata des intérêts qu'il possède.

Les frais d'entretien des bisses sont répartis par heure d'eau soit proportionnellement aux parts de chaque consort, que ce dernier fasse usage de l'eau ou non.

L'application de ces règles est remise à un comité nommé pour une période déterminée et pris parmi les membres du syndicat ou à l'administration communale pour les bisses communaux.

La surveillance des bisses est confiée à des gardes spéciaux « les gardes du bisse » qui ont pour mission principale de veiller à la juste répartition des eaux et au maintien du bisse.

Les contraventions pour détournement d'eau au bisse même, dégradations aux travaux sont rares ; elles ne font généralement pas l'objet de règlements spéciaux comme dans d'autres pays d'irrigation et rentrent dans le droit commun.

La meilleure garantie du bon fonctionnement des bisses est dans le contrôle mutuel et vigilant que les consorts exercent entre eux sur leur comité et sur les gardes et dans la déconsidération dans laquelle tombent les administrations et gardes qui n'auraient pas fait leur devoir, ainsi que les consorts qui violent, en vue de gain, les usages et prescriptions qui régissent la distribution des eaux.

Si nous passons à l'étude détaillée des bisses qui desservent le territoire de la commune de Sion nous retrouvons ces diverses pratiques d'arrosage.

Bien que la propriété de l'eau soit actuellement entièrement concentrée entre les mains de la commune (à l'origine la plupart des bisses, ainsi que nous l'avons dit, ont été créés par des syndicats), c'est par la généralisation de l'usage de l'eau, qu'ils sont devenus peu à peu communaux.

La répartition de l'eau se fait différemment, selon que l'on arrose une prairie, pré ou verger, un jardin ou une vigne, et selon la provenance de l'eau qui est fournie par les torrents de la Lienne, de la Sionne, de la Morges et de la Borgne.

Irrigation des prairies et jardins

Les prairies de Sion étant exclusivement situées sur les cônes de déjection des torrents, leur irrigation ne présente aucune difficulté et n'occasionne pas de grandes dépenses.

Une prise d'eau avec déversoire construite au sommet du cône de déjection, quelques canaux creusés dans la terre et munis d'écluses en bois pour la distribution des eaux, résument tous les frais d'établissement de ces bisses, dont l'origine est inconnue et doit remonter aux premiers habitants qui aient occupé la vallée.

L'utilisation de l'eau pour l'irrigation, quand elle n'exige pas des travaux spéciaux, est en effet pratiquée par les peuples les plus primitifs qui se sont conduits, naturellement, en tout, pour satisfaire les besoins matériels de leur alimentation.

L'arrosage des prés sur les cônes des torrents a donc dû exister de tout temps et ce sont les résultats féconds ainsi obtenus qui ont provoqué plus tard la construction des bisses dans les vallées.

Sur les cônes de la Lienne, de la Borgne et de la Morges où l'eau est toujours abondante, celle-ci est vendue 2 fois par mois à raison de 30 cent. par seiteur (mesure locale qui vaut 30 ares 40 mètres). L'arrosage

ne se pratiquant que de jour l'eau est livrée, pour une durée de 12 heures; elle est généralement distribuée de mai à septembre par un employé communal appelé « répartiteur » qui, à chaque écluse et heure fixe, livre une quantité d'eau correspondant au nombre de bulletins (15 maximum) vendus et desservis par cette écluse. La répartition de l'eau entre les porteurs de bulletins s'effectue de gré à gré entre eux et sous la surveillance du garde qui tranche les difficultés qui pourraient surgir.

L'irrigation est interrompue du 1^{er} au 20 juillet, pendant l'époque des fenaisons. L'arrosage des prairies s'effectue en moyenne 4 fois par an, soit 2 à 3 fois pour les foins et 1 à 2 fois pour les regains, à volonté de chacun.

Le prix moyen annuel de l'arrosage des prés est ainsi de 1 fr. 20 par seiteur.

Sur le cône de la Sionne, où l'eau est très rare à partir du mois de juillet, les vergers sont arrosés jour et nuit, à tour de rôle. La répartition de l'eau est effectuée par l'administration qui fait tenir à chaque propriétaire un bulletin lui fixant le jour et les heures pendant lesquelles il pourra procéder à l'irrigation de telle propriété déterminée.

L'administration perçoit pour les frais d'irrigation une côte d'impôt annuelle proportionnelle à la superficie des vergers et calculée à raison de 3 fr. par seiteur, somme que le propriétaire ou le fermier doit payer qu'il ait utilisé l'eau ou non.

Il est possible que l'ouverture du nouveau bisse de la Lienne qui doit, à l'avenir, fournir à la Sionne l'eau qui lui manque, amènera avec le temps

l'abandon de cette pratique qui sera remplacée par le mode ordinaire de vente d'eau.

Pour l'arrosage des jardins, situés autour de la ville, l'eau est délivrée tous les jours de 4 à 6 heures du soir ; chaque propriétaire ou locataire de jardin paye une redevance fixe de 2 fr. par an.

Le service des irrigations, prairies et jardins, exige une dépense annuelle de fr. 2400 en moyenne pour solde des réparations, entretien des écluses et curage des canaux. La recette prélevée sur les divers bisses indiqués ci-haut s'élève à peu près au même chiffre ; elle reste légèrement en dessous et l'administration est généralement en déficit de 2 à 300 fr. sous cette rubrique.

Un projet de construction d'un bisse en vue d'arroser les terrains de la plaine du Rhône avec les eaux de la Borgne est lancé depuis bien des années. Ce projet étant en corrélation étroite avec celui du colmatage de la plaine dont il est un corollaire, recevra probablement une solution en même temps que cette dernière question,

Irrigations des vignes

Le vignoble sédunois est irrigué par deux bisses, celui de Clavoz, qui prend sa source à la Lienne à la cote 670 m. et qui arrose le coteau compris entre les vallées de la Lienne et de la Sionne, et le bisse de Lentine qui a son origine à la Sionne et dessert le coteau sis entre les vallées de la Sionne et de la Morge.

Une section du bisse de Clavoz est très ancienne et a été établie par un consortage d'intéressés.

Ce bisse a été agrandi au XV^e siècle surtout ; il comporte actuellement 15 kilomètres de longueur et comprend plusieurs travaux d'art, entre autres un tunnel et deux ponts en pierres.

Le bisse de Lentine est de création récente ; il a été nécessité par la grande extension que le vignoble a pris depuis l'ouverture des chemins de fer.

Il est partagé par l'étang de Montorge en deux sections distinctes ; la section supérieure a été établie par la commune en 1862 et la section inférieure, en aval de l'étang, par des consorts en 1866.

L'étang de Montorge sert de déversoir pour le bisse inférieur. L'irrigation des vignes ne pouvant être pratiquée pendant la nuit, à cause des dangers qu'elle présente, chûtes des murs, enlèvement des terres, l'eau du bisse supérieur de Lentine est jetée pendant la nuit dans l'étang et contribue avec le réservoir naturel fourni par l'étang à alimenter le bisse inférieur.

Plusieurs bisses de consortage s'embranchent sur le bisse de Lentine ; le plus important est le bisse-siphon de Montorge, ouvert en 1895 par un groupe d'intéressés, et qui franchit la combe de Montorge au moyen d'une conduite forcée de 484 m. de longueur et 58 m. de flèche.

Les frais de construction de ce bisse qui a été subventionné par la Confédération, à raison de 30 %, se sont élevés à 32,000 fr. ; la superficie des vignes qui en profite n'est pour le moment que de 54,000 m². C'est dire l'importance que l'irrigation présente pour le vignoble.

L'eau d'arrosage est vendue par la commune à raison de 3 fr. le bulletin. Tous les propriétaires qui ont l'intention d'arroser leurs vignes doivent s'annoncer annuellement au greffe municipal, dès le commencement du mois d'avril.

Le rang des propriétaires inscrits est ensuite tiré au sort, et, à partir de fin mai, la vente de l'eau s'effectue tous les dimanches ou deux dimanches.

Les propriétaires sont appelés à tour de rôle, d'après leur rang, jusqu'à ce que la quantité disponible pour la semaine ou la quinzaine soit vendue. Le propriétaire qui ne s'est pas présenté est rappelé à la vente suivante, jusqu'à épuisement de la liste. Si des bulletins d'eau restent disponibles, ils sont vendus à qui se présente, sans tenir compte de l'inscription.

Ce mode de faire assure à tous les propriétaires la possibilité d'arroser, tout en les laissant entièrement libres de le faire à leur convenance, plusieurs fois et à l'époque de leur choix.

La répartition de l'eau, aux écluses, se fait par le garde, chaque matin, entre 6 et 7 heures.

Le service des irrigations du vignoble est assez coûteux ; la dépense annuelle atteint, en moyenne, le chiffre de 5,000 fr., alors que le produit de la vente de l'eau ne dépasse pas les deux-tiers de ce chiffre.

BISSE DE LA LIENNE



Type de tranchée.

Bisse de la Lienne

Dans le but de rendre à la Sionne l'eau qui lui a été enlevée par suite de la captation des sources de la Fille et de la Fillette qui ont été conduites pour la distribution d'eau en ville, et d'augmenter la quantité d'eau employée par l'irrigation des vignes et vergers de Sion, l'administration de la Ville a décidé d'aller chercher de l'eau dans la vallée de la Lienne, au pied du Rawyll, pour la conduire dans la Sionne.

La captation de cette eau est faite sur le territoire de la commune d'Ayent, vers la cote 1800, soit au confluent des Eaux-Froides et des eaux sortant de la paroi des rochers d'Armillon. La capacité du bisse est de 500 à 800 litres-secondes. Il sera chargé pendant 3 mois seulement, soit de fin juin à fin septembre.

Les études ont été faites pendant l'été de 1901 et les travaux ont commencé au commencement de novembre de la même année.

La longueur totale du bisse est de 14 kilomètres, dont le 9 km. $\frac{1}{4}$ environ comprennent des travaux entièrement neufs, tandis que le reste du trajet utilise le tracé d'un ancien bisse, bisse qui a été construit de 1858 à 1861, par les communes de Sion et d'Ayent, qui n'a jamais pu être utilisé, vu l'altitude élevée de sa prise.

Les travaux du bisse Lienne-Sionne devisés tout d'abord à 85,000 fr., ont présenté des difficultés inattendues qui ont occasionné un changement de tracé en cours d'exécution.

Le projet primitif prévoyait un tunnel de 300 m., tandis que les travaux ont démontré la nécessité d'en exécuter 8, dont 1 de 570 m., 2 de 120 m., 1 de 60 m. et 4 en dessous de 20 mètres. D'autre part, la nature des terrains a occasionné la construction de forts murs de soutènement, (plus de 6000 m³) maçonnerie, qui a dû être moussée avec soin pour en assurer l'étanchéité. Le bisse traverse également une succession de torrents et de couloirs qui ont donné lieu à des travaux spéciaux. Les premiers sont traversés généralement au moyen de ponts. Pour les seconds, au contraire, il a fallu prendre le plus possible dans le flanc de la montagne et recouvrir le canal soit au moyen d'un dallage de pierres, soit avec des couvertures en bois, qui, permettent le passage des avalanches et des éboulements, sans qu'il en résulte aucun dommage à l'aqueduc.

La longueur totale de ces couvertures dépasse 300 mètres.

Il a fallu également rétablir les passages existants et en créer de nouveaux pour les propriétés (pâturages et forêts) traversés par le canal; on a construit de ce chef plus de 50 ponts rustiques en bois, appuyés sur maçonnerie sèche.

Outre les 900 m. de tunnel entièrement en roche, le canal comporte 2500 mètres de tranchées dans le roc compact.

L'exécution a nécessité, de ce fait, l'emploi de 7500 kg. de dynamite.

Les travaux des galeries se sont poursuivis pendant tout l'hiver de 1901-1902 et ont présenté des difficultés

toutes particulières, par la quasi impossibilité de ravitaillier les ouvriers à une altitude aussi élevée et les inconvénients que présentent les travaux de nivellement et de triangulation en hiver (4 m. de neige). La tranchée à ciel ouvert a été commencée en juin 1902 et achevée fin juillet 1903, avec interruption des travaux pendant 4 mois.

La dépense totale a atteint le chiffre de 170,000 francs, dont le 40 % est couvert par un subside de la Confédération.

L'inauguration de ce nouveau bisse a eu lieu le 5 août 1903. Dès lors il a fonctionné d'une manière normale, rendant les services qu'on en attendait. Les dépenses d'entretien annuelles s'élèvent à 3000 fr. environ, chiffre relativement faible, comparé aux dépenses affectées aux ouvrages similaires.

Canal de dessèchement Sion-Riddes

La convention passée avec les Communes de Conthey, Ardon et Chamoson, pour le dessèchement de la plaine du Rhône par un canal collecteur Sion-Riddes, a été adoptée, en séance du Conseil communal du 17 février 1875.

Les travaux ont été entrepris dans le courant de la même année et la reconnaissance a eu lieu le 11 juin 1900.

D'après le décompte arrêté par le Département des Travaux publics du Canton, le 16 mars 1900, le canal collecteur Sion-Riddes a coûté fr. 190,000.

Sur ce chiffre, le subside fédéral et celui de la Compagnie des Chemins de fer du Jura-Simplon, s'élèvent à fr. 88,000.

La Commune de Sion a payé pour sa part fr. 24,000 et la Bourgeoisie fr. 15,500, le Conseil d'Etat, ayant dans sa séance du 14 décembre 1894, fixé la part de la contribution de la Ville aux $\frac{3}{5}$ et celle de la Bourgeoisie aux $\frac{2}{5}$ pour la répartition des frais dévolus à la Commune de Sion.

A cette dépense de fr. 24,000 faite par la Municipalité de Sion, il y a lieu d'ajouter la somme de fr. 7500, provenant des travaux de curage et de réparations occasionnés par la rupture des douves du Rhône en juillet 1902.

Donc la construction du canal collecteur Sion-Riddes, a nécessité de la Commune de Sion et de la Bourgeoisie un apport de fr. 47,000, soit environ le $\frac{1}{4}$ du coût total de la construction.



Commune de Sion

Dépenses effectuées par la Commune pour le digue-
ment du Rhône et de ses affluents, depuis la mise en
vigueur du décret du 29 Novembre 1862.

Année	Dépenses	Subside fédéral	Année	Dépenses	Subside fédéral
1862	8207 14	- -	Report	484725 05	160498 27
1863	10111 92	- -	1886	12278 87	3560 10
1864	8461 85	2359 67	1887	11818 90	3100 80
1865	10918 49	1109 13	1888	10615 75	2891 75
1866	35413 60	15992 49	1889	13163 85	2400 -
1867	48182 92	14345 03	1890	10443 55	3000 -
1868	22276 38	9800 -	1891	12369 80	3500 -
1869	32113 77	10373 49	1892	11705 85	1460 70
1870	8350 03	1132 -	1893	12732 24	4023 51
1871	9288 01	3700 -	1894	2961 68	193 88
1872	10607 75	4824 50	1895	5696 45	- -
1873	36925 02	8829 71	1896	18453 30	4000 -
1874	12413 17	4965 20	1897	18804 64	6889 80
1875	24405 72	10207 01	1898	29322 79	12646 50
1876	60268 25	22797 67	1899	12205	2666 -
1877	50112 03	19784 26	1900	7423 70	1918 20
1878	15573 82	3411 21	1901	5658 -	560 -
1879	9014 08	1149 89	1902	14502 28	7999 -
1880	7459 80	1718 84	1903	38219 95	*20591 40
1881	12927 27	5123 36	1904	12099 45	*7276 75
1882	19913 16	14813 41	1905	9874 70	*6323 85
1883	18213 05	1960 -	1906	12194 20	*6172 85
1884	5479 55	- -	1907	16441 75	*9181 80
1885	8088 27	2101 40	Total	783711 75	270855 16
à reporter	484725 05	160498 27			

Commune de Sion

Curage des canaux de dessèchement et construction
des canaux d'assainissement

Année	Dépenses	Année	Dépenses	Année	Dépenses
	Fr. Ct.		Fr. Ct.		Fr. Ct.
1868	433 95	Report	12437 35	Report	26705 40
1869	897 30	1882	590 -	1895	1050 -
1870	1047 -	1883	845 25	1896	900 -
1871	475 35	1884	1071 25	1897	1386 65
1872	762 -	1885	1067 50	1898	1860 30
1873	498 -	1886	1140	1899	6211 45
1874	1187 10	1887	1265 -	1900	6029 15
1875	581 25	1888	1207 50	1901	11837 20
1876	683 45	1889	1130 -	1902	9091 65
1877	2693 20	1890	1250 -	1903	2663 10
1878	733 -	1891	1137 20	1904	1874 20
1879	1135 75	1892	1378 90	1905	1084 70
1880	760 -	1893	1074 45	1906	1168 30
1881	550 -	1894	1111 -	1907	1444 80
à reporter	12437 35	à reporter	26705 40	Total	73306 90

*) Subside cantonal y compris.

Entretien des bisses depuis 1868

a) Pour les vignes			b) Pour les prairies		
Années	Dépenses	Recettes	Année	Dépenses	Recettes
1868	2821 58	1730 40	1868	2193 19	1454 91
1869	3988 08	1799 40	1869	1932 37	1488 61
1870	4053 27	1772 40	1870	1970 72	1601 50
1871	2924 41	1606 87	1871	2229 46	1851 27
1872	2667 55	1264 10	1872	1485 40	1856 05
1873	2324 28	2200 —	1873	783 80	1656 83
1874	3120 04	3084 60	1874	898 50	1702 20
1875	3478 60	2117 75	1875	803 10	1657 38
1876	3998 10	2903 95	1876	677 60	1566 14
1877	4864 50	2495 15	1877	1066 02	1598 55
1878	5250 15	2097 50	1878	1736 —	1139 25
1879	3567 30	2404 80	1879	1179 40	1331 70
1880	6443 93	3165 20	1880	1370 05	1653 45
1881	5820 25	3937 57	1881	1820 35	2270 85
1882	6067 49	3559 50	1882	2804 45	2139 45
1883	8881 16	3141 20	1883	1460 05	2030 85
1884	3366 —	3304 50	1884	1958 87	2107 70
1885	4726 90	3790 50	1885	1968 12	2975 05
1886	4532 30	3494 25	1886	2554 60	2206 55
1887	2862 85	3549 —	1887	2116 60	3047 —
1888	3485 —	2823 —	1888	1945 50	2116 85
1889	5468 95	2746 50	1889	3384 10	2242 10
1890	3495 25	3330 —	1890	2732 80	2358 70
1891	4502 85	2491 50	1891	2706 35	2230 —
1892	5709 55	3069 —	1892	2866 55	2583 35
1893	3804 75	3372 75	1893	3238 85	2771 15
1894	3818 55	4413 50	1894	3409 40	3665 95
1895	3655 25	3651 —	1895	4369 35	2580 80
1896	4895 70	2841 —	1896	4845 75	2424 85
1897	4973 —	3388 50	1897	2449 80	2300 35
1898	5331 60	3448 50	1898	2631 85	2552 95
1899	5747 25	3724 50	1899	2335 20	2501 25
1900	5682 —	3424 50	1900	2970 55	2283 80
1901	5635 80	3426 —	1901	2591 35	2374 25
1902	5508 50	2566 50	1902	2469 90	2230 —
1903	4047 55	3584 95	1903	1969 35	2278 85
1904	3658 15	4046 50	1904	2435 50	2369 40
1905	4589 45	4084 —	1905	5492 —	2171 05
1906	10747 30	5270 50	1906	5491 55	4839 35
1907	12361 60	6466 30	1907	5266 45	3900 30
Total	192876 79	125587 64	Total	98610 80	90110 59

TABLE DES MATIÈRES



	Pages
<i>Préface</i>	5
Partie générale	9
Vie de la Société	12
Enseignement agricole	36
Cours de chimie agricole	37
Cours d'agriculture	37
Cours de tressage de la paille	37
Conférences agricoles	38
<i>Journaux agricoles</i>	
Comité de rédaction	39
« Villageois »	40
« Messenger du Valais »	41
« Agriculteur valaisan »	41
« Valais agricole »	41
Abonnement aux journaux	42
Expositions et concours	
Exposition agricole de la Suisse romande décidée pour 1869 et remise à 1870	43
Concours de bétail à Sion	45
Concours préparatoire de produits agricole	50

	Pages
Exposition suisse de Sion remise de 1869 à 1870 et de nouveau renvoyée	53
Exposition de Sion de 1871	63
Exposition agricole suisse à Weinfelden 1873	72
Concours de jeune bétail 1876	72
Exposition de Fribourg 1877	72
Concours de petites races bovines 1879	73
Exposition agricole suisse de Lucerne 1881	77
Exposition nationale suisse de Zurich 1883	79
Exposition pomologique à Genève 1883	81
Exposition suisse d'agriculture à Neu- châtel 1887	81
Exposition suisse d'agriculture à Berne 1895	87
✓ Exposition nationale suisse à Genève 1896	92
✓ Exposition suisse de Frauenfeld 1903	97
✓ Exposition universelle et internationale de Liège 1905	101
✓ Exposition internationale de Milan 1906	102
<i>Conclusion</i>	105

Travail des sections

<i>Amélioration de l'espèce chevaline, Société hippique</i>	107
Syndicat d'élevage du cheval	114
✓ <i>Amélioration du bétail</i>	115
Syndicat d'élevage du district de Sion	129
Ecuries et quartier agricole	133

	Pages
Laiterie	138
Culture de la plaine	145
Vergers	146
Champsecs	147
Champs et jardins	152
× Instruments	157
✓ Arboriculture	160
✓ Viticulture	178
Développement du vignoble	187
Travaux de la vigne	188
Concours de vignes	193
Fléaux de la vigne	195
Pépinières	204
× Vins	206
Concours de caves	208
Société vinicole de Sion	210
Association viticole suisse à Bâle	212
Revendications du vignoble	213
Tarif douanier	214
Expéditions de moûts et de vins	223
Entrepôts de vins	226
Revision de la loi fédérale sur les voya- geurs de commerce (Voyageurs en vins)	230
Horticulture	232
Apiculture	234
Divers	
Bureau de renseignements	243

	Pages
Syndicat et bureau de fournitures agricoles	245
Police rurale	247
Hannetonage	249
Pavillon-buvette de la gare	251
Des eaux dans leurs rapports avec l'agriculture	255
Endiguements, assainissement et colmatage	257
<i>Irrigations</i>	268
Irrigations des prairies et jardins	274
Irrigations des vignes	276
<i>Bisse de la Lienne</i>	279
<i>Canal de dessèchement Sion-Riddes</i>	281



